

**MÉGA  
DOSSIER**

WWW.CQFD-JOURNAL.ORG

**CQFD** 5€

N°229 • avril 2024 • Mensuel de critique et d'expérimentations sociales

**DROIT  
INTERNATIONAL :  
TRAQUER BIBI**

**FORÊT LIMOUSINE :  
INDUSTRIE À SCIER**

**DE QUOI RÊVENT  
LES FLICS ?**

# FASCISME MADE IN INDIA



CLÉMENT BUÉE

L 11214 - 229 - F - 5,00 € - RD



édito



## Chômeurs pilleurs

Tou-tes aux abris! Mardi 26 mars, l'Insee a révélé que le déficit public était plus élevé que prévu. Logique en ces temps de cadeaux étatiques maous aux entreprises, patronats et actionnaires? « Que nan! » ont hurlé les éditorialistes et politiques matrixés au macronisme. Le *pognon de dingue* dépensé pour les pauvres, voilà la cause de tous nos maux. Il faut dire que c'était déjà dans l'air. Citons Bruno Le Maire s'émouvant sur BFMTV le 17 mars dernier d'un État providence « devenu incontrôlable » et expliquant que « la gratuité de tous pour tous, tout le temps, c'est intenable<sup>1</sup> ». Autre azimutée néolibérale, la ministre du Travail Catherine Vautrin qui, dans le bolloréen JDD, a exhorté les chômeur-euses de 60-64 ans à se remettre au boulot en assénant que « l'émancipation passe par le travail ». Deux exemples entre mille, dans un concert médiatique assourdissant visant la cohorte d'assisté-es irresponsables qui laminent le pays, et dont l'addiction aux aides publiques nous mène à la banqueroute.

L'offensive est assumée. Elle s'est d'ailleurs accompagnée dès le lendemain de l'annonce attalienne sur une nouvelle réforme de l'assurance chômage, la troisième en trois ans. Dans la continuité des précédentes, il s'agira d'encore raboter les droits et indemnités de plus de 5 millions de personnes. Finie la belle vie les glandeur-euses! Et tant pis si vous en êtes déjà réduit-es à revendre vos reins sur Leboncoin pour financer votre train de vie dispendieux. Faut dire, vous abusez: trois repas par jour? Vous vous êtes pris-es pour des émirs du pétrole?

Cette petite musique s'accompagne de satisfactions économiques qui nous réchauffent le cœur. Un nouveau record historique du CAC 40: 146 milliards de profit en 2023. Champagne! Sur les plateaux télé et les ondes, il n'est pourtant pas question d'aborder cet envers du décor. Non, si les caisses sont vides, ce sont les gueux les coupables. L'ISF? Oh mais ça ne concerne que 5 milliards d'euros, des broutilles, n'en parlons pas. Les cadeaux fiscaux en pagaille? Faudrait pas faire fuir les licornes de la start-up nation. Les aides publiques aux entreprises, qui seraient le premier poste de budget de l'État<sup>2</sup>? M'enfin, faut être compétitif. Et nous on repense à cette saillie d'Alphonse Allais, journaliste satirique de la fin du XIX<sup>e</sup>, plus que jamais d'actualité: « Il faut prendre l'argent là où il se trouve: chez les pauvres. D'accord, ils n'en ont pas beaucoup, mais ils sont si nombreux! » ■

1. Le bougre feignant d'oublier au passage que cet outil social est quasi intégralement financé par les cotisations et impôts desdits feignant-es.

2. Lire « 160 milliards d'aides publiques par an: un "pognon de dingue" pour les entreprises », *Mediapart*, 11/10/2022.

PUNCHLINE

« J'ai pas d'ennemis moi, c'est eux qui m'aiment pas / Un tas d'ennemis mais j'les connais même pas »

Chante Aya Nakamura dans sa dernière chanson « Doggy » sortie le 29 mars, en réponse à ses détracteurs racistes et proto-fascistes qui s'indignent de la possibilité qu'elle chante Édith Piaf à la cérémonie d'ouverture des JO.

« À Louis-le-Grand, ils ont des moulures au plafond, nous on a pas de plafond tout court! »

S'insurgent les profs et élèves mobilisés pour leurs lycées du 93, réclamant un plan d'urgence pour les rénover.

« Ça n'allait pas que le président me fasse la bise, là. Je suis pas son pote. Lui non plus. »

Décrypte la chanteuse Catherine Ringer, après le vent qu'elle a mis à un Emmanuel Macron un peu trop tactile, lors de la cérémonie de scellement de l'inscription de l'IVG dans la Constitution.



## L'animal du mois : le ragondin

Des chicots orange à faire frémir les adeptes du blanchiment dentaire et une tête de rat vénère, le ragondin n'a vraiment rien pour plaire.

Originaire d'Amérique du Sud, il est introduit en Europe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle pour l'exploitation de sa fourrure. Mais la crise de 1929 contraint les éleveurs en faillite à relâcher les bêtes en liberté, qui s'installent alors durablement sur le continent. Depuis, le rongeur prolifère. À la ville comme à la campagne, il squatte

les cours d'eau pour y creuser ses longs terriers. Ces derniers causent sa disgrâce puisqu'ils participent à l'érosion des berges artificielles. En 2016, l'Union européenne a ainsi classé l'espèce comme envahissante, obligeant ses membres à contenir son expansion, c'est-à-dire à tuer le plus de ragondins possible. Les Pays-Bas, dont le territoire est protégé de l'inondation par de nombreuses digues, ont déclaré une politique « zéro ragondin » – et qu'ils ne s'avisent pas de traverser les frontières! En France, tous les moyens sont

bons pour l'éradiquer (capture, chasse, empoisonnement...), sans succès puisqu'il prolifère tellement qu'il y a désormais plus de ragondins que d'habitants sur l'Île d'Aix. En réalité, le ragondin embête surtout les humain-es qui voudraient tout contrôler. Même dans les zones de protection de la biodiversité, il n'est pas le bienvenu parce qu'à force de tout bouffer, il détruit l'habitat d'autres espèces qu'on aimerait bien préserver. Mais il est comme ça le ragondin, il est pas là pour plaire aux humain-es. ■

ÇA BRÛLE

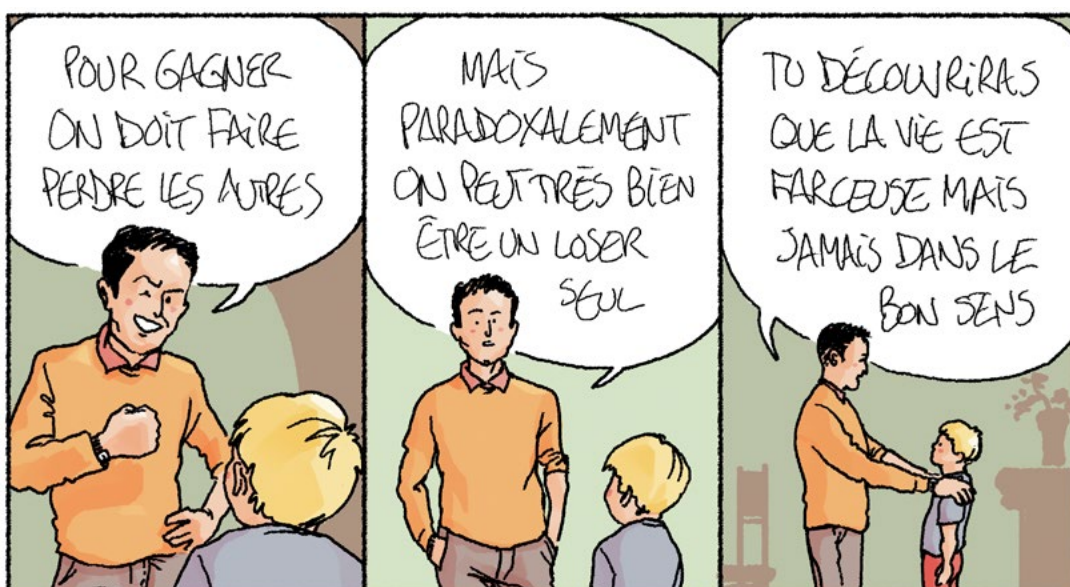
## AUTANT EN EMPORTE LE TEMPS

Entre envies frénétiques de plage et giboulées de mars, le mois a filé vite. Comme toute bonne gauchiste marseillaise qui se respecte, on est allé joyeusement trimballer nos masques au carnaval de la Plaine tout en pestant contre les Parigots qui s'y greffent. Sinon, notre voisin préféré est passé nous dire qu'il quittait l'immeuble, rapport à des soucis d'insalubrité et à des fissures qui prospéreraient... « Vous ferez gaffe à que ça vous tombe pas dessus, hein? » a-t-il lancé en partant. On a juré que oui, main sur le cœur, avant de replonger sur nos corrections/rédactions. Car oui, misère de misère, s'abattant comme la vérole sur le clergé, le bouclage était de retour.

Tous les mois, on revient, ça ne change pas. Mais si les mois et les années passent, et si le canard et ses couv' éclatantes vous narguent depuis les kiosques chaque 1<sup>er</sup> vendredi du mois, dans l'ouragan du quotidien il y a pourtant des choses qui changent. « Time after time », chantait Cindy Lauper. Le journal évolue, au gré des énergies qui gravitent autour. Y a plus

tellement de pinard au local, mais souvent des fruits, du chocolat, un chat vagabond et des débriefs des derniers combats de MMA. Et toujours la même sacrée dose de fierté à faire ce journal réfractaire du mieux qu'on peut!

L'année dernière encore, on avait 20 ans... Et on compte pas s'arrêter là. Mais à CQFD, les SR (secrétaires de rédaction, un des rares postes salariés et [mal] rémunérés de la redac<sup>3</sup>) sont un peu comme le basilic et les plantes aromatiques: c'est deux ou trois ans maximum en terre locale avant de se replanter ailleurs. Métaphores végétales à part, il y aura du changement niveau salarié-es à la rentrée prochaine. Comme les RH, c'est pas notre spécialité, on glisse l'info là: on va bientôt faire tourner une offre d'emploi pour trouver une (ou deux) personne(s) souhaitant rejoindre notre hétéroclite équipe et rentrer dans l'histoire passablement anonyme de la tripotée de gens qui s'y sont investis. Mission: donner son cœur et un peu de ses heures de sommeil à ce super fouillis. Et inventer le Chien rouge de demain! ■



**P**assée relativement inaperçue, la synthèse publiée par le Défenseur des droits en février dernier sur les forces de l'ordre en France a pourtant de quoi nous inquiéter. Intitulée «Déontologie et relations police-population: Les attitudes des gendarmes et des policiers<sup>1</sup>», elle est issue d'une enquête sociologique menée par le Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP). Le questionnaire soumis aux corps en uniforme cherche à faire le point sur la manière dont les forces de l'ordre françaises (police et gendarmerie) se perçoivent elles-mêmes, et dans leurs rapports aux institutions de l'État et à la population civile<sup>2</sup>. Alors qu'elles s'estiment imparfaitement formées – particulièrement sur le droit des mineurs, des réfugiés et des étrangers, et les techniques de désescalade – les forces de l'ordre voient dans la répression leur mission première, tout en se méfiant de la population: «Seuls 23,8 % des policiers et 34,3 % des gendarmes sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle "on peut globalement faire confiance aux citoyens pour se comporter comme il faut"». Pire: plus de la moitié des répondants pense qu'il y a souvent une contradiction entre la recherche d'efficacité et le respect du règlement, et que la «mission» est prioritaire. On fait le point avec Fabrice Barnathan, chroniqueur au Média et auteur d'une vidéo sur le sujet<sup>3</sup>. Entretien.

**Ce rapport avance que la population a plutôt confiance dans la police, mais que ce n'est pas vraiment réciproque.**

«C'est quand même très étonnant. Dans les enquêtes d'opinion classique type CEVIPOF<sup>4</sup>, on a autour de 70 % de la population qui déclare avoir confiance dans la gendarmerie et la police. Et quand on pose la question aux policiers, c'est le rapport inverse. Une des réponses – à moitié ironique mais sociologiquement renseignée – pour expliquer ce haut degré de confiance, c'est que la plupart des personnes qui ont répondu au sondage n'ont littéralement pas affaire à la police. Alors que de leur côté, les policiers – en particulier avec la suppression de la police de proximité et de l'ilotage – n'ont de rapports avec la population sur la voie publique que quand il y a un problème. De là peut découler l'idée que toute personne qui sort de chez soi est potentiellement fautive de troubles, une forme de méfiance ou de suspicion générale.»

**D'où le réflexe de repli sur soi et l'idée de «citadelle assiégée»?**

«C'est un phénomène assez connu dans les recherches sur les forces de l'ordre<sup>5</sup>. Les discours publics des syndicats policiers traduisent souvent la surestimation de la détestation dont ils feraient l'objet dans la société – alors que les études montrent le contraire. La notion de citadelle assiégée incarne ce sentiment d'être en guerre contre la population, en particulier pour les agents qui sont dans le maintien de l'ordre ou les brigades de type BAC, qui interviennent dans des milieux qui leur sont hostiles après des décennies de rapports problématiques à l'État et à la police. D'ailleurs, c'est ces filières-là qui sont souvent très demandées en sortie d'école de police parce qu'elles correspondraient à "l'essence" du métier: arrêter les voyous, faire de la répression de la délinquance, du maintien de l'ordre, mettre des coups de matraque... et non pas aider les gens en difficulté ou protéger

Méfiance, répression et opacité

# DANS LA TÊTE D'UN FLIC

**En février dernier, le Défenseur des droits a publié un rapport passé inaperçu qui dresse le « portrait » actuel des forces de l'ordre en France. Entre l'idée que la force peut primer sur le droit et la méfiance envers la population, ses conclusions sont bien inquiétantes.**

« Les discours publics des syndicats policiers traduisent souvent la surestimation de la détestation dont ils feraient l'objet dans la société »

les victimes. L'étude montre qu'ils ont une conception principalement répressive de leur travail. Et à la question de dépasser le strict respect de la loi et de la déontologie pour mener à bien cette mission, beaucoup – en particulier dans la police – répondent "oui". »

**Face à ce rapport ambigu à la justice, tu parles du syndrome de l'inspecteur Harry.**

«Beaucoup d'études sur les écoles de police mettent en avant le poids de l'imaginaire des séries télé et des films à la Dirty Harry<sup>6</sup>. Des agents tournés vers la force, qui outrepassent la hiérarchie, emmerdés par l'administratif, et qui ne peuvent pas réussir leur mission sans mettre de côté la loi et la déontologie. Alors qu'être policier, c'est en réalité beaucoup attendre, circuler et remplir de la paperasse. Il y a un double mouvement: l'institution policière capte des personnalités

qui sont un peu plus spontanément autoritaires que la moyenne [L'étude parle aussi d'une "minorité d'agents fermés et autoritaires, enclins à considérer que l'écoute est une perte de temps, que les gens qui enfreignent la loi ne méritent pas d'être traités avec respect, et très rétifs à recueillir les attentes des habitants et élus", ndr], et l'école vient confirmer ces traits de caractère comme relevant d'une culture professionnelle qui est bonne à avoir et valorisée.»

**D'ailleurs, les différences de scores sont importantes entre les policiers et les gendarmes.**

«C'est l'énigme qui s'impose quand on lit le compte-rendu de l'étude. On a quasi systématiquement une bonne dizaine de points de différences dans leurs réponses. La poli-

tiste Anne Wuilleumier<sup>7</sup> explique qu'il faut notamment prendre en compte le contexte de travail: les gendarmes sont principalement en milieu rural, alors que la

police opère dans les villes et dans des quartiers "sensibles". Et le fait que, contrairement à la police, la gendarmerie s'est ouverte dans les années 1980 à des modes d'évaluation extérieure, et avait intégré à ses réflexions sur sa déontologie des travaux universitaires, notamment sociologiques.»

**Un autre aspect inquiétant de cette recherche, c'est l'idée que les forces de l'ordre n'auraient pas de comptes à rendre...**

«D'un côté, même s'ils donnent un peu de légitimité à l'IGPN ou l'IGGN, qui sont leurs pairs, ils ne veulent pas – ou peu – avoir de comptes à rendre aux citoyens, aux élus ou à des organes externes de déontologie. De l'autre, leur rhétorique régulière pour se justifier est au contraire très légitimiste ou légaliste: "On est la police républicaine", "on est les instruments de la loi", etc.

Contrairement aux autres syndicats, les syndicats policiers ont des revendications qui vont bien au-delà des méthodes et conditions de travail, des salaires, et qui sont des demandes de changement de la loi. On l'a vu ces dernières années avec les questions de "légitime défense" ou encore les "refus obtempérer".»

**Cela nuance considérablement l'idée d'une police qui serait simplement aux ordres du pouvoir politique ou des classes dominantes?**

«Cette réflexion est souvent uniquement basée sur la répression des mouvements sociaux et les violences policières dans le maintien de l'ordre, directement piloté par les préfetures. Pourtant, plutôt que le bras armé de la classe dominante, c'est un corps de métier possédant une auto-

nomie interne avec laquelle le pouvoir politique doit composer et jouer. Cette autonomie permet un niveau de violence que les politiques ne peuvent pas admettre en tant que tel, et dont ils nient ensuite être à l'origine. C'est la théorie du "chèque en gris" dont parle

Jean-Paul Brodeur ou Didier Fassin: les objectifs et moyens d'action fournis à la police seraient assez imprécis pour que l'autorité puisse après-coup nier les avoir approuvés, mais suffisamment lisibles pour que la police puisse affirmer que la marge de manœuvre lui avait été implicitement concédée. Autrement dit, les deux parties se protègent. Compte tenu de tous ces éléments-là, comment peut-on imaginer un gouvernement "de gauche" qui réforme la police?»

« Cette autonomie permet un niveau de violence que les politiques ne peuvent pas admettre en tant que tel »

**PROPOS RECUEILLIS PAR JONAS SCHNYDER ILLUSTRATION AURÉLIEN GODIN**

1. La synthèse est disponible en ligne: [defenseurdesdroits.fr](https://defenseurdesdroits.fr). L'étude complète n'est pas disponible.

2. L'étude, menée entre 2022 et 2023, se base sur un questionnaire adressé à plus de 1600 policiers et gendarmes, une enquête qualitative par immersion et des entretiens.

3. Voir la vidéo «Dans la tête d'un flic: les résultats inquiétants d'un sondage», publiée sur la chaîne youtube du Média (02/03/2024).

4. Pour Centre de recherches politiques de Sciences Po, qui publie un baromètre annuel.

5. Lire notamment *La Force de l'ordre*, de Didier Fassin (Seuil, 2011) et les passionnants travaux de l'économiste Paul Rocher et du sociologue Fabien Jobard.

6. Dans le film sorti en 1971, l'inspecteur Harry (Clint Eastwood) est confronté à un dilemme: une jeune fille a été enlevée, et il a le choix de torturer le suspect pour tenter de la sauver ou respecter la loi, et «perdre».

7. Lire l'entretien sur le site *La vie des idées*: «Que peut-on attendre de la police», 19/03/2021.



Sortir de la sidération

# PALESTINE

## LE DROIT INTERNATIONAL EN ACTION



**Les mois passent à Gaza. Aux massacres en cours s'ajoutent la famine et nous sommes nombreux·ses à buter sur la question : que faire ? Du côté du droit international, des centaines d'avocat·es du monde entier sont entré·es en action pour contrer les agissements de l'État d'Israël. Et de la Cour pénale internationale à la Cour internationale de justice s'ouvre un champ de bataille majeur pour la lutte du peuple palestinien.**

**C'**était il y a bientôt six mois. L'armée israélienne investissait militairement la bande de Gaza en représailles aux attaques du 7 octobre, qui ont fait plus d'un millier de victimes en Israël. S'en est suivie une montée en intensité dans l'horreur dans la bande de Gaza<sup>1</sup>. Villes bombardées et rayées de la carte, blocus généralisés, massacres de civil·es, humiliations et tortures... une grande partie de sa population a été forcée de s'exiler dans le Sud, vers Rafah, à la frontière égyptienne. Là, en plus de subir les attaques de l'armée dans un champ de ruines, la pénurie de tout (eau, électricité, nourriture...) a engendré une crise alimentaire et sanitaire sans précédent. Selon l'Unicef, il y aurait à ce jour près de 32 000 victimes côté palestinien, dont plus de 5 000 enfants et 90 % de la population en situation d'insécurité alimentaire aiguë<sup>2</sup>.

**«Sur une affaire comme celle-là, il y a 2,2 millions de victimes et des destructions inimaginables»**

### LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Créée en 2002 par le Statut de Rome (traité international), il s'agit d'un tribunal indépendant qui juge des personnes selon le droit international pénal, et dont la compétence porte sur les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le crime de génocide et le crime d'agression. Quand elle est saisie, le procureur est en charge de mener l'enquête et de rassembler les éléments nécessaires à l'émission de mandats d'arrêt, en vue d'un futur procès – qui ne peut se mener en l'absence de l'accusé. Bien que signataire du traité de création de la CPI en 1998, Israël – tout comme les États-Unis ou encore la Russie – ne l'a pas ratifiée lors de son entrée en vigueur en 2002. Au contraire de la Palestine qui y a adhéré en 2015.

Partout dans le monde – y compris en Israël – d'immenses manifestations multiconfessionnelles tentent de mettre

la pression sur des gouvernements souvent lâches, parfois complices ; des journalistes palestinien·nes continuent d'informer de la situation au péril de leur vie, relayé·es par certains médias soucieux de faire leur travail<sup>3</sup> ; les appels au boycott se sont multipliés. La bataille se mène aussi sur

## LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

En décembre 2023, l'Afrique du Sud a engagé une procédure judiciaire d'urgence contre l'État d'Israël devant la Cour internationale de justice (CIJ), le principal organe judiciaire de l'ONU, en vertu de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>1</sup>. Après plusieurs audiences publiques, la CIJ a rendu une première décision en janvier 2024, prescrivant à Israël de « prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission d'un génocide<sup>2</sup> », en attendant de pouvoir se prononcer sur le fond. Face à l'aggravation de la situation à Gaza – « en particulier de la famine généralisée » – l'Afrique du Sud a fait une nouvelle demande urgente auprès de la CIJ en mars, notamment pour lever l'embargo sur Gaza, décréter un embargo sur les armes et ordonner la fin du conflit. Même si les ordonnances de la CIJ sont contraignantes et sans appel, elles sont sans réels moyens d'application car c'est aux États concernés de les mettre en œuvre<sup>3</sup>.

1. La CIJ est un tribunal qui s'occupe de régler les différends d'ordre juridique entre les États membres, sur la base du droit international public.

2. L'ensemble des communiqués de la CIJ sont disponibles sur leur site: [icj-cij.org](http://icj-cij.org).

3. Plus d'informations sur le site d'Amnesty International: « Israël/Gaza: ce qu'il faut savoir sur la décision de la Cour internationale de justice », 08/02/2024.

le plan juridique. Le 9 novembre, une plainte collective pour crime de génocide a été déposée contre Israël auprès du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, aux Pays-Bas [voir encadré]. L'initiative, portée par plus de 500 avocat-es, a un objectif clair: que la CPI délivre des mandats d'arrêt visant le Premier ministre Benjamin Netanyahu, le ministre de la Défense, Yoav Gallant, et le chef d'état-major, le général Herzi Halevi<sup>4</sup>.

Mais, alors qu'Israël rejette « avec dégoût » toutes les accusations – de « diffamation sanglante absurde » selon le porte-parole du gouvernement – et ne reconnaît ni la légitimité ni la compétence de la CPI, la justice internationale a-t-elle vraiment la possibilité d'agir? Avocat au barreau de Lyon à l'initiative de cette plainte collective et spécialiste du droit international, M<sup>e</sup> Gilles Devers nous en dit plus sur la procédure en cours.

### Comment en êtes-vous venu à déposer cette plainte auprès de la CPI?

« Cela fait plus de 15 ans que je travaille avec les Palestiniens<sup>5</sup> sur des procédures en droit international, je n'arrive donc pas sur cette affaire par hasard. Dès le début de l'opération militaire de l'armée israélienne, on a réagi, comme on le fait d'habitude, en collaboration avec les administrations de l'ONU. Alors que je me suis très souvent opposé à des analyses parlant de génocide du peuple palestinien (par rapport au blocus illégal de la bande de Gaza imposé par Israël, par exemple), cette fois-ci, en regardant les faits et la jurisprudence, je suis arrivé à la conclusion qu'il fallait déposer une plainte pour génocide [voir encadré]. Très vite, un très grand nombre d'avocats – d'abord 330, puis 650 – et d'associations de différents pays nous ont rejoints, de l'Iran à la Guinée, en passant par la Palestine, l'Algérie, le Maroc, la Turquie, la Tunisie, la Libye, le Koweït, Bahreïn, la Mauritanie, le Niger, le Soudan... »

### Quel est l'objectif de cette procédure?

« Le statut de la Cour prévoit, quand on a des raisons de penser qu'un crime de génocide est plausible, qu'il vient d'avoir lieu ou est en cours, qu'on peut demander un mandat d'arrêt pour réagir rapidement, et faire avancer l'enquête contre l'auteur principal présumé. C'est un texte qui a déjà été utilisé quinze ou seize fois par la CPI pour des affaires très diverses. On demande à la Cour d'appliquer ici les mêmes standards. Si ce mandat d'arrêt est prononcé, il y aura des charges pénales importantes en termes de droit international. Le critère n'est évidemment pas, ici, la culpabilité, qui intervient lors du jugement. Il s'agit de voir si le procureur estime lui aussi que le crime de génocide est plausible. C'est un acte d'enquête.

Il faut noter que c'est la première fois, à la CPI, qu'il y a une enquête en même temps qu'une opération militaire. C'est également la première fois que les Palestiniens agissent devant les deux grandes juridictions internationales – CIJ et CPI – et la première fois qu'Israël prend un avocat pour se défendre en justice. »

### Votre plainte auprès de la CPI vise des hommes d'État. Que va-t-il se passer si elle aboutit?

« Si ça débouche sur un mandat d'arrêt, les intéressés risquent dans un premier temps de rester planqués en Israël pour que le mandat d'arrêt ne soit pas exécuté. Mais ce n'est jamais qu'un début pour pouvoir entendre la personne avant de la juger, ce qui représente un travail considérable qui va prendre des années. Sur une affaire comme celle-là, il y a 2,2 millions de victimes et des destructions inimaginables. Dans tous les cas, ça leur posera des problèmes considérables car ils vont se retrouver de plus en plus isolés sur la scène internationale. »

### Bien qu'il soit signataire du texte fondateur de la CPI, l'État d'Israël ne l'a pas ratifié lors de son entrée en vigueur. Qu'est-ce que ça change dans cette procédure?

« Ça ne change rien. La CPI peut enquêter, recevoir les Palestiniens comme victimes et juger les principaux responsables. Par contre, si des victimes israéliennes veulent intégrer le procès – et je dis tout de suite qu'elles sont les bienvenues car la base de notre métier c'est le contradictoire –, elles doivent accepter les règles de la Cour, y compris sa décision du 5 février 2021 disant que la Palestine est un État souverain sur la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est<sup>6</sup>. C'est d'ailleurs la seule cour internationale qui a jugé que la Palestine est un État souverain.

L'État d'Israël a, en quelque sorte, domestiqué le droit international. Il l'a réécrit dans son propre intérêt en légitimant la colonisation, par exemple, que le droit international condamne. Alors que les « terroristes palestiniens » acceptent la juridiction de la CPI et demandent à se soumettre au droit international sans aucune réserve, la « démocratie » refuse son application et rejette toute coopération avec la Cour. On voit là, clairement, les limites de ce système dans lequel les États-Unis et les pays occidentaux se sont engouffrés. »

### «Le droit international est là pour empêcher qu'advienne un monde qui dépend uniquement de l'argent et des armes»

### Quelle est la temporalité d'une telle procédure?

« Les délais sont très variables dans la publication de mandats d'arrêt, on ne peut donc pas vraiment savoir. On travaille méthodiquement dans la constitution de dossiers, la récolte de témoignages et de preuves, pour montrer au procureur qu'on est présents et sérieux. Un travail conséquent est en cours aussi pour passer outre l'émotion, et faire la lumière sur les crimes commis les 7, 8 et 9 octobre en Israël. On entend tous les jours des récits sur les bébés décapités ou cette femme enceinte qui aurait été carbonisée, pour être ensuite éventrée. Or, l'ONU nous dit que c'est entièrement faux. Quand il y a un crime, le rôle des avocats est d'amener le débat sur le terrain des faits, quels que soient les auteurs et les circonstances, en Israël ou en Palestine. »

### Le droit international semble souvent sous-estimé dans les discours politiques et médiatiques...

« Le droit international, même s'il fait l'objet de beaucoup de discrédit, est efficace et l'enquête se poursuivra. Les avancées juridiques sont cruciales pour avancer face aux blocages politiques. Je pense notamment à la décision du Conseil de sécurité de l'ONU, prononcée seulement il y a quelques jours, pour exiger un cessez-le-feu immédiat.

Il faut se méfier de tous ces discours dépressifs sur le droit international, comme quoi il ne sert à rien ou n'est jamais respecté. C'est ceux qui redoutent la CPI qui disent qu'elle est inutile ou qu'elle n'a pas les moyens d'agir. En France, on a vu le ministre des Affaires étrangères dire qu'associer Israël au génocide était une « faute morale », quelques jours après que la CIJ a évoqué un génocide plausible. Ou Raphaël Glucksmann, se proclamant de la « gauche moderne », lancer que « quand même, parler de génocide, ce n'est pas possible ». C'est consternant. Et en quoi le droit international est-il dans leurs compétences? »

Certains parlent de la possibilité d'agir contre les « complices », associés ou alliés d'Israël, notamment par rapport à la livraison d'armes. Au-delà de l'écho politique de l'annonce, est-ce une suite plausible?

« Ce sont des affaires délicates. On n'est pas en mesure, actuellement, de travailler sur ces dossiers à la CPI. La question des complices est posée au bon niveau par le Nicaragua, qui attaque l'Allemagne devant la CIJ<sup>7</sup>. Ces actions en justice servent souvent à donner de la visibilité médiatique à une injustice. Mais je crois que pour défendre le peuple palestinien, on doit s'abstenir de ce type de procédures, qui peuvent être spectaculaires, mais qui ne mènent à rien. Je refuse absolument d'engager des procédures qu'on n'a pas eu le temps de creuser, juste pour l'impact médiatique. Pour le moment, on se concentre sur le sujet principal. Pour ce qui est des complicités, on aura tout le temps nécessaire ensuite. »

### Certains parlent de la possibilité d'agir contre les « complices », associés ou alliés d'Israël, notamment par rapport à la livraison d'armes. Au-delà de l'écho politique de l'annonce, est-ce une suite plausible?

« C'est une satisfaction profonde de voir que la procédure d'urgence aboutit, d'autant plus de la part de l'Afrique du Sud, qui réagit en tant que pays des droits de l'homme. La procédure de fond va prendre du temps, mais donner un débat juridique international très riche [voir encadré]. Il ne faut pas s'attendre à du spectaculaire. On a affaire à des États et les auteurs souverains ne se manient pas comme de simples citoyens.

Ensuite, c'est la responsabilité des États membres de faire en sorte que les arrêts de la CPI soient appliqués. Le droit international est là pour empêcher qu'advienne un monde qui dépend uniquement de l'argent et des armes. Sur la scène internationale, on peut voir ces derniers temps un isolement d'Israël: quel avenir pour un État qui n'a plus de contacts internationaux, qui se recroqueville sur lui et se construit sur la commission d'un crime? »

### PROPOS RECUEILLIS PAR JONAS SCHNYDER ILLUSTRATION QUENTIN DUGAY

1. « Palestine: entre terreur et propagande », CQFD n°225 (décembre 2023).

2. « Israël-Palestine: les enfants, premières victimes de l'horreur », Unicef, 20/03/2024.

3. « Gaza: « Une démission des médias occidentaux », CQFD n°227 (février 2024).

4. Voir l'entretien accordé au Média le 17/11/2023: « La CPI peut-elle juger Israël? Une armée d'avocats porte plainte pour « génocide » ».

5. Figure importante de la lutte pour les droits des Palestiniens depuis de longues années, il a notamment travaillé avec des ONG, associations et avocats

palestiniens, pour l'Autorité palestinienne et la société civile.

6. En février 2021, la Chambre préliminaire I de la CPI a décidé que sa compétence territoriale s'agissant de l'État palestinien, en lien avec sa qualité de partie au Statut de Rome, s'étendait aux territoires occupés par Israël.

7. Début mars, le Nicaragua a déposé une requête contre l'Allemagne devant la CIJ, l'accusant de faciliter un génocide dans la bande de Gaza en soutenant Israël politiquement, financièrement et militairement.

## DÉBATTRE DU GÉNOCIDE ?

Cela fait plusieurs mois que politiques, médias et associations s'écharpent sur l'usage, ou non, du terme « génocide ». Pour M<sup>e</sup> Gilles Devers, il n'y a pas lieu d'avoir de débats d'opinions ou de points de vue sur cette question, mais de se référer au cadre légal: l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime, adoptée par l'ONU en 1948. Le génocide, défini comme acte commis dans « l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel<sup>1</sup> », est avéré si l'une des cinq actions ciblées par la Convention est commise à l'encontre de membres du groupe: meurtre; atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale; soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle; mesures visant à entraver les naissances; transferts forcés d'enfants du groupe à un autre groupe. « On parle de destruction de maisons, de déplacements forcés de population, d'attaques contre les civils, de coupure de l'eau et de l'électricité, de la famine et du discours annihilant de certains dirigeants. On retrouve tout cela dans les autres affaires jugées par la Cour, les criminels ne sont pas très originaux. Il y a bien génocide à Gaza », affirme M<sup>e</sup> Gilles Devers.

1. Plus d'informations sur le site du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme: [ohchr.org](http://ohchr.org).

Solidarité grillagée

# Au CRA de Vincennes, rébellion et répression

**Au centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes, le plus grand de métropole, l'État enferme les étrangers jugés indésirables et se montre déterminé à mettre fin à toute forme de protestation.**

**A**u bout du fil, Anas\* semble un peu dépassé par les événements. «*Je sens qu'il y a un problème ici, mais je ne comprends pas ce qu'il se passe. Je suis stressé et je ne cherche pas à parler aux autres, je ne veux pas avoir de problèmes.*» En ce mois de février, un vent de révolte souffle au centre de rétention administrative (CRA) de Vincennes, une prison-forteresse pour étrangers en plein Paris. À l'abri des regards, dans un recoin du bois de Vincennes, coincés entre une école de chiens policiers et le périphérique Est, les locaux sont cachés par des remparts. Dans le bâtiment 1 où est enfermé Anas, plus de quarante retenus ont signé une lettre de revendications début février pour alerter la presse sur leur situation<sup>1</sup>.

Si les protestations sont fréquentes, la répression est encore plus sévère depuis la fin d'année 2023: le soir de Noël, onze retenus se sont échappés, au grand désarroi du préfet de police Laurent Nuñez. Il convoque aussitôt les médias pour annoncer un «*renforcement des moyens*» aux abords du CRA. Quarante flics et autant de matraques, des caméras et des barbelés sont ajoutés. En pleine campagne pour sa loi Immigration, l'État fait de la lutte contre les étrangers une priorité.

## MITARD À L'ENVI

Avec sa gouaille et sa maîtrise du français, Youssef\* est devenu une sorte d'agitateur par la force des choses. Il raconte ses placements à l'isolement et ceux de ses camarades, quand ils demandent l'accès au distributeur de nourriture. Équivalent du mitard en prison, les chambres d'isolement servent de punition aux «*fauteurs de trouble*». La violence peut s'y exercer à l'abri des regards. «*J'étais à l'isolement depuis presque 24 heures alors je tapais à la porte pour qu'ils me fassent sortir. Ils m'ont frappé, un keuf a sauté sur ma côte. Moi je ne pouvais pas bouger*», témoigne-t-il. Sur son compte-rendu d'hospitalisation, le médecin parle de «*douleurs costales post-traumatiques*» à la suite d'une «*rixie +++*».

Mahrez\* aussi a subi ces violents placements à l'isolement. Il raconte le dernier: «*Un policier a dit qu'on était tous des voleurs. J'ai pas été agressif, j'ai pas crié, j'ai pas dit de gros mots. J'ai juste parlé de discrimination.*» Abdou\*, lui, a répondu à une policière qui le traitait de bouffon: «*Ils m'ont demandé de me déshabiller et ils m'ont laissé comme ça, en caleçon. Quatre heures à l'isolement, dans le froid, comme un chien.*» Comme

**«Ils m'ont demandé de me déshabiller et ils m'ont laissé comme ça, en caleçon. Quatre heures à l'isolement, dans le froid, comme un chien»**

d'autres, il a le sentiment que la police, en quête de prétexte pour se défouler, s'amuse à les provoquer. Contactée par CQFD, la préfecture de police affirme que l'isolement sert à séparer les personnes en cas de violences «*quelques heures, le temps que le retenu se calme*», précisant que «*la mise à l'écart est mise en œuvre exclusivement par le chef du centre*».

## REPRÉSAILLES NOCTURNES

Au bâtiment 2A, les retenus décrivent une descente de police aux airs d'expédition punitive dans leurs cellules. Le soir du 24 janvier, une policière aurait entendu une injure sans pouvoir identifier sa source. Vers 4 heures du matin, l'équipe de nuit aurait frappé sur les portes pour réveiller les retenus et retourné les chambres en les menaçant. «*Ils nous insultaient en nous disant de balancer son nom. Ils avaient coupé la*

**«Ils nous insultaient en nous disant de balancer son nom. Ils avaient coupé la vidéosurveillance»**

*vidéosurveillance: le voyant lumineux des caméras était éteint, se souvient un témoin. Ils ont frappé un jeune. Quand il est sorti de sa chambre, il avait le visage en sang.*» Il s'agirait d'un mineur, enfermé illégalement, sérieusement blessé par la suite en essayant de s'évader [voir encadré]. Selon certains retenus présents, les policiers étaient bourrés et sentaient l'alcool. Les enfermés répondent par une courte grève de la faim et des protestations. Ils rapportent les faits à la députée Danielle Simonnet (LFI) qui les signale fin janvier au procureur. L'IGPN a ouvert une enquête.

En mars, réveiller tout le monde en pleine nuit serait devenu une habitude. «*Ils contrôlent les cellules côté rue, une par une et ils vérifient tout, même les rideaux. Tu restes debout jusqu'à ce qu'ils partent*», raconte un retenu. Un agent aurait cassé son téléphone lorsqu'il est arrivé au centre. Comme bien d'autres, il peine à croire que les plaintes pour violences policières aboutiront. D'autant qu'accuser un flic peut leur valoir des représailles. Du côté de l'Association service social familial migrants (ASSFAM), chargée de l'accompagnement juridique des retenus, on compte déjà 11 plaintes depuis le début de l'année pour des violences policières sur les retenus. L'asso en avait accompagné 71 en 2023, année durant laquelle deux retenus de Vincennes sont morts de la rétention<sup>2</sup>.

## RÉPRESSION HORS LES MURS

Côté extérieur, les militant-es solidaires des retenus font les frais du renforcement de la sécurité aux abords du CRA après les évactions de Noël. Le soir du Nouvel An, alors qu'ils et elles s'apprentent à manifester leur soutien aux personnes enfermées, leur camion est contrôlé. La police trouve des feux d'artifice dans le coffre et douze personnes sont arrêtées. Très vite dans la presse, l'affaire devient un projet d'attaque orchestré par «*l'ultra-gauche fichée S et ses réseaux italiens*», à grand renfort de «*sources policières*» anonymes. À l'audience de déferrement, le président

## UN MINEUR ENFERMÉ ET BLESSÉ

Le 5 février, le ministère de l'Intérieur publie au Journal officiel les circulaires relatives à la nouvelle loi immigration, et se félicite que les enfants accompagnés de leur famille ne soient plus placés en rétention. La même semaine, CQFD apprend qu'un mineur non accompagné, né en 2007, se trouve pourtant entre les murs du CRA de Vincennes. Selon ses documents administratifs, Bilal\* arrive en France à 15 ans. Son âge, corroboré par son acte de naissance, est reconnu par les services de l'État. À ce titre, le département des Hauts-de-Seine prend en charge le jeune Algérien jusqu'au 5 octobre, selon une décision rendue le 29 septembre 2023. Toujours mineur mais sans hébergement, Bilal est suspecté de «*violation de domicile*» par la police, le 11 octobre. Son âge recule subitement de deux ans sur les papiers de l'administration et, sans procès ni condamnation, la préfecture lui délivre une obligation de quitter le territoire (OQTF). Le 13 janvier, il est contrôlé et embarqué. La police l'enferme au centre de rétention deux jours plus tard dans l'idée de l'expulser, ce qui, selon la loi, ne peut être le cas pour un mineur non accompagné. Après plus d'un mois d'enfermement, les tentatives de recours de Bilal n'aboutissent pas. Et ça ne s'arrête pas là: selon les témoignages des retenus, il aurait été pris à partie par des policiers une nuit et tente de s'évader quelques jours plus tard. La police aux frontières le rattrape et le tire par les jambes, alors qu'il se suspend aux barbelés avec ses mains. Quatre doigts sont profondément touchés, ainsi que sa paume et un nerf de la main gauche, selon le compte-rendu opératoire de l'hôpital Saint-Antoine du 4 février. C'est finalement le 16 février que le jeune Bilal sera libéré du centre de rétention, quand la cour d'appel reconnaît enfin qu'à 16 ans, il n'a rien à faire dans cet enfer. Contactées, l'Assfam confirme l'info, tandis que la préfecture de police de Paris affirme qu'«*aucun mineur n'est placé en rétention, au CRA de Vincennes, ou ailleurs*».

**«Ils contrôlent les cellules côté rue, une par une et ils vérifient tout, même les rideaux. Tu restes debout jusqu'à ce qu'ils partent»**

se voit obligé de rappeler qu'il n'est pas question de cocktails Molotov dans la procédure, contrairement à ce qu'avaient avancé les journalistes de préfecture. Les militant-es seront finalement jugés en octobre, pour participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations, refus de signalement et de donner les codes des téléphones, identité imaginaire et transport d'explosifs sans motif légitime (pour une personne).

Un mois plus tard, un nouveau parloir sauvage, organisé en réaction aux événements de la nuit du 24 janvier, se solde par l'arrestation de quatre personnes – déferées au tribunal, elles seront jugées plus tard. Des actions qui font écho par-delà les murs du CRA et, comme le décrit Youssef, transmettent de la force aux enfermés: «*Quand on entend crier "Liberté!" on est contents d'entendre que des Français viennent pour nous, qu'on n'est pas tout seuls.*»

PAR PAUL RICAUD  
ILLUSTRATION THÉO GARNIER-GREUZÉ

\* Les prénoms ont été modifiés.

1. La lettre est à lire sur le site: abaslescra.noblogs.org.

2. «*Mort au CRA de Vincennes: des témoignages contredisent la version officielle*», Politis, 23/06/2023.



## Museler le monde militant



# À Brest, préfet répressif contre milieu associatif

**En janvier dernier, le média breton Splann ! révélait que quatre associations brestoises faisaient l'objet de refus de subvention. Leur point commun ? Une proximité supposée avec la salle autogérée de l'Avenir, rasée fin juillet, dans un contexte d'inquiétant raidissement répressif.**

« Des associations qui se tiennent sages ? » C'est la question posée par les quatre structures brestoises privées de subvention lors d'une soirée organisée le 23 février au Patronage laïque Guérin, qui tient le rôle de maison de quartier à Saint-Martin. Outre « le patro », sont concernés Canal Ti Zef, asso portée sur la vidéo et l'éducation aux médias, la radio associative Radio U, ainsi qu'Ékoumène,

immeuble d'habitat collectif qui dispose d'un local associatif. Au printemps 2023, toutes ont vu leur demande de FDVA (Fonds de développement de la vie associative<sup>1</sup>) retoquée sur décision de Jean-Philippe Setbon, sous-préfet de Brest, et d'Alain Espinasse, préfet du Finistère. La raison, plus ou moins assumée : leurs liens avec l'Avenir, lieu autogéré détruit au cours de l'été dernier<sup>2</sup>.

Ce soir de février, pas moins de 140 personnes sont venues échanger avec les cibles de l'arbitraire préfectoral, soutenues par le Mouvement associatif de Bretagne et la Ligue de l'enseignement. Et le front de la résistance pourrait bien s'étendre, face à ce qui a tout d'une tentative de mise au pas de la vie associative et militante locale.

## PÉTITION VS SUBVENTION

Tandis que quelques rayons de soleil daignent percer les nuages, des petits font du roller devant les locaux du PL Guérin, précieux héritage du mouvement ouvrier brestois. Yann, animateur à la vie associative et locale, nous accueille. Il raconte : « Tous les ans, on dépose une demande de FDVA au mois de mars. Cette année, cette aide devait

financer une fresque réalisée dans le cadre des 90 ans du PL Guérin. En avril, on reçoit un courrier du sous-préfet nous alertant sur le comportement d'un collègue, en dehors de son temps de travail, et nous demandant de prendre des "mesures" »

financer une fresque réalisée dans le cadre des 90 ans du PL Guérin. Investi dans la vie du quartier, et notamment au sein du collectif de l'Avenir, il est accusé de « troubles à l'ordre public<sup>3</sup> ». Sur quelles bases ? Le mystère reste entier.

Pendant ce temps, la demande d'une subvention de 2000 euros poursuit son chemin. « Comme les avis sont favorables, on lance l'action », explique Yann. Mais l'automne arrive et les sous ne

sont toujours pas là. « On sollicite donc l'Académie de Rennes, qui finit par nous répondre qu'on n'a pas obtenu la subvention sur décision de la sous-préfecture... » Si préfets et sous-préfets suivent généralement les avis des commissions chargées d'évaluer les dossiers, ils peuvent également les ignorer sans autre forme de justification. Et l'affaire ne s'arrête pas là.

Ékoumène, basé aux Quatre-Moulins, a également sollicité, sans réponse, le FDVA pour contribuer au fonctionnement d'un local ouvert aux habitants du quartier. Renseignement pris par l'asso, le couperet viendrait cette fois directement du préfet du Finistère. « C'est parce qu'on a signé un texte de soutien à l'Avenir », pense Chris, l'un de ses membres. La pétition en question a été signée par une quinzaine d'associations. Mais pas Radio U, également privée cette année de FDVA. Le média est accusé par le sous-préfet d'appuyer un collectif commettant « des actions illégales », comme l'explique Antoine, l'un de ses salariés.

Seule piste d'explication à ce jour, l'invitation de membres de l'Avenir lors d'une émission consacrée à l'écologie...

## CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN, UN DISPOSITIF SCÉLÉRAT

Les choses sont plus claires pour Canal Ti Zef, association brestoise historique organisatrice du fameux Festival intergalactique de l'image alternative. Elle est la seule pour laquelle le scélérateur contrat d'engagement républicain (CER) a été invoqué. Le CER, c'est ce dispositif issu de la « loi séparatisme » qui permet de couper les aides publiques attribuées à des associations suspectées de déroger aux « principes républicains ». Symbole d'un pouvoir qui tolère de moins en moins les voix dissidentes, il a déjà fait parler de lui en septembre 2022, lorsque le préfet de la Vienne a voulu obliger la mairie de Poitiers à sucrer les subventions d'Alternatiba, asso écolo accusée d'organiser des ateliers de désobéissance civile<sup>4</sup>. Le CER comprend sept principes particulièrement vagues, allant du respect « des lois de la République » à celui de « la dignité de la personne humaine ».

Lequel de ces principes Canal Ti Zef a pu enfreindre ? Difficile à dire, le sous-préfet de Brest Jean-Philippe Setbon s'étant contenté de pointer dans un courrier « certains aspects du fonctionnement de [l'] association [...] incompatibles avec le Contrat d'engagement républicain ». Pour Joëlle et Vincent, membres de l'asso rencontrés dans un bistrot de la place Guérin, c'est l'organisation de plusieurs

projections à l'Avenir qui serait en cause. « Sur toute la Bretagne, les quatre seules associations qui n'ont pas eu le FDVA sont de Brest, et toutes sont reliées à l'Avenir ! » constate Joëlle. Il s'agirait là d'une « violation de la liberté d'expression », selon l'avocat de Ti Zef, qui a saisi le tribunal administratif de Rennes. Une affaire à suivre qui fait d'ores et déjà « du reuz (du bruit) dans les couloirs ! », se marre Vincent.

## COUPS DE PRESSION EN COULISSES

Le préfet et le sous-préfet ne sont pas les seuls responsables de ce tour de vis répressif. Après la démolition de l'Avenir, un rendez-vous est organisé en octobre entre le bureau du PL Guérin et François Cuillandre, maire de Brest et président de métropole, accompagné d'élus et de son cabinet. Le cas de Simon, l'animateur jugé trop turbulent par le sous-préfet, revient sur le tapis. L'édile aurait évoqué la possibilité d'un soutien financier de la collectivité en cas de litige consécutif au licenciement du salarié. « Ça nous

a bien secoués », commente l'un des membres du bureau lors de la soirée du 23 février. « Que la préf' fasse ça ne m'étonne pas, réagit Simon. Ce que je trouve ouf, c'est que ça soit la mairie qui se fasse le relais pour demander quelque chose d'illégal, au cours d'une rencontre officielle ! »

L'année dernière, c'est Kerguscum sans frontières (KSF, pour les intimes) qui a été l'objet de menaces à peine voilées de la part de la municipalité. L'association organise un carnaval pour lequel elle sollicite une autorisation d'occupation du domaine public, ainsi que quelques moyens techniques. Les organisateurs avaient prévu de clore le défilé 2023 par un concert à l'Avenir. Un choix pas au goût de la ville. Dans un courrier, elle rappelle sèchement que l'évènement ne peut « se dérouler que dans des lieux ou équipements répondant à toutes les règles légales d'accueil du public ».

## RÉPRESSION TOUS AZIMUTS ET SOLIDARITÉS À CONSTRUIRE

Après quelques débats internes, KSF choisit d'annuler sa soirée à l'Avenir. Ses membres, comme les autres personnes rencontrées, pointent aujourd'hui l'autocensure qui hante des militants associatifs aux abois.

Au-delà de ces exemples, il est clair que les pouvoirs publics ciblent désormais toute forme d'organisation collective considérée comme trop remuante. Pour Yann, à Brest, cette répression « cible le mouvement social en général, pas seulement l'Avenir », comme en témoignent deux récentes interdictions de manifester<sup>5</sup>. De quoi dessiner de possibles convergences ?

En ouverture de la soirée du 23 février, Gwenaëlle Fily, directrice du PL Guérin, a en tous cas tenu à « remercier le sous-préfet de Brest » pour avoir donné l'occasion aux associations concernées de se rencontrer. L'échange en a cependant frustré plus d'un, à commencer par Simon, préoccupé par l'embourgeoisement de son quartier comme par la dérive du pouvoir macronien : « C'est une réunion qui aurait dû avoir lieu y a 10 ans. Le monde associatif et la gauche institutionnelle sont en décalage avec la gravité de ce qui se joue ». Côté Canal Ti Zef, Vincent préfère positiver, en observant que les différentes composantes du mouvement social brestois étaient bien représentées dans les échanges : « C'est nouveau que le mouvement militant vienne voir ce que les assos ont à dire. » « On espère que la mayo prenne », complète Joëlle.

PAR DAMIEN LE BRUCHEC  
ILLUSTRATION  
MARINE SUMMERCÿ

1. Cette aide permet de financer des projets spécifiques.  
2. Lire « Brest : l'Avenir, c'était mieux avant ? », CQFD n°223 (octobre 2023).  
3. « L'État boude la fresque des 90 ans du PL Guérin », Le Télégramme, 21/11/2023.  
4. « Un préfet macroniste s'attaque à Alternatiba », Reporterre, 23/09/2022.  
5. « 10/02 : Occupation policière et propagande préfectorale » (18/02/2024), sur le site : bourrasque-info.org.

« Le monde associatif et la gauche institutionnelle sont en décalage avec la gravité de ce qui se joue »

« Sur toute la Bretagne, les quatre seules associations qui n'ont pas eu le FDVA sont de Brest, et toutes sont reliées à l'Avenir ! »

**D**ERNIERS REMPARTS CONTRE L'OBSCURANTISME : LES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT...



LES COSTUMES VOYAGENT EN CLASSE AFFAIRE



1/4 DES JEUNES NE SAVENT PAS RECONNAÎTRE UNE COURBETTE



**COCORICO!**

2<sup>E</sup> EXPORTATEUR D'ARMES AU MONDE!



LE FN SE NORMALISE



LIMITER L'ACCÈS À INTERNET?



## EN BREF

### TERRE-PAILLE VS BÉTON ARMÉ

Au tribunal de Bayonne, le 12 mars dernier, c'était pot de terre contre pot de fer, version basque. Le pot de fer, ici, c'est Bouygues immobilier et son projet Marienia, qui veut bétonner 3,7ha de terres agricoles à Camboles-Bains. Et le pot de terre, c'est celui que quatre militantes du collectif écolo OSTIA ont retourné sur la maquette du projet, en 2022, lors d'une action non violente d'envahissement de leurs bureaux. «Dégradations en réunion», dit Bouygues, pour parler du local gentiment sali à la terre et à la paille. Déterminées jusqu'au bout, les prévenues ont refusé de s'exprimer à la barre autrement qu'en basque et n'ont donc pas été entendues par le trib'. Le verdict est attendu le 14 mai. Le sort des terres basques reste, lui, suspendu aux caprices de la cour administrative d'appel de Bordeaux, qui devrait donner une réponse en juin. *Ostia indarra!*

### BAGARRES SUR LE TARMAC

Le 27 mars dernier, des manifestantes se sont réunies à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle pour empêcher l'expulsion du militant kurde Firaz Korkmaz vers la Turquie, «où il risque torture et prison», selon le Conseil démocratique kurde en France. Des heurts et des bagarres ont éclaté entre une vingtaine de militantes et le personnel de l'unité nationale d'escorte, de soutien et d'intervention (Unesi). Mais ils et elles n'ont pas fait le poids face à la machine à expulser et ses soldats en uniforme. D'après *La Voix du Nord*, la police aux frontières a bénéficié du soutien des militaires de Sentinelles. Le jeune homme a été traîné dans un aller simple pour Istanbul et les geôles d'Erdoğan. Débuté de sa demande d'asile, Firaz avait été interpellé en février à Strasbourg lors d'une mobilisation pour obtenir des infos sur le sort d'Öcalan, et était depuis retenu au CRA de Metz.

### IL A MIS TOUT LE MONDE DAKAR

C'est si rare, un peuple en fête un soir d'élection. Des foules pleines d'espoir qui croient au «changement», qui pensent vraiment que l'élu des urnes pourra améliorer leur vie. Qu'il pourra balayer un «système» vieux comme l'indépendance, ne profitant qu'à des intérêts capitalistes internationaux et à une minorité de locaux. C'est ce doux rêve éveillé qu'a connu le Sénégal dimanche 24 mars quand l'opposant Bassirou Diomaye Faye, sorti de prison dix jours plus tôt, a remporté la présidentielle dès le premier tour, avec 54% des voix. Bien sûr, l'espoir soulevé est si immense qu'il ne pourra que générer des déceptions. Mais le camp du nouveau président semble réellement mû par l'intérêt général et décidé à secouer le cocotier néocolonial, en matière tant économique que symbolique. En soi, c'est déjà une victoire.

Lu dans **MED FEMINISWIYA**

## Tunisie: La fragilité toujours renouvelée des ouvrières agricoles

Deux ans après un reportage consacré en janvier 2022 à la précarité des travailleuses agricoles tunisiennes, le journal féministe en ligne *Medfeminiswiya* dénonce cette fois-ci les risques qu'implique leur mode de transport pour se rendre au travail. Extraits.

**D**eux accidents successifs sur les routes agricoles de Tunisie sont survenus le 12 et le 14 janvier 2024<sup>1</sup>. La majorité des victimes sont des ouvrières agricoles forcées de recourir à un transport informel et non sécurisé pour rejoindre les champs d'oliviers, où elles forment les plus gros contingents de saisonnières. Les autorités ne semblent toujours pas avoir trouvé une solution à ces drames récurrents.

Le 12 janvier, un camion au bord duquel se trouvaient une trentaine de cueilleuses d'olives heurtait, aux alentours de Sidi Ali Ben Aoun, dans le gouvernorat de Sidi Bouzid, un autre véhicule. Bilan: 12 femmes écopent de diverses blessures et fractures. Deux jours plus tard, à la suite du dérapage d'un camion transportant 63 saisonnières sur la route de Sejnane, dans le gouvernorat de Bizerte, 39 femmes sont blessées et quatre hospitalisées pour des fractures graves au niveau du bassin. [...]

Or, malgré le temps qui passe et nonobstant la publication de la loi 51 sur le transport rural, adoptée en 2019 par le Parlement, visant à prémunir les journalières contre les risques de la route, les femmes continuent, au quotidien, à être chargées dans les camions de la mort, les unes sur les autres tel du bétail, dans l'indifférence totale des autorités régionales et nationales.

Dans un communiqué publié sur son site le 16 janvier, le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES) souligne que ces accidents récurrents, au nombre de 69 depuis 2015, ont provoqué la mort de 55 personnes et blessé 835 autres. Et que depuis la promulgation de la Loi 51, 33 accidents ont eu lieu [entraînant] la mort de 15 ouvrières. [...]

Invitée à l'émission *Midi Show* sur Mosaïque FM, Hayet Attar, responsable du dossier des femmes rurales à la FTDES a épinglé les autorités pour «complicité de crime». Elle s'est insurgée: «Un camion chargé à ras d'ouvrières agricoles, comme celui de Sejnane le dimanche 14 janvier, ne peut pas passer inaperçu. Je ne peux pas croire qu'aucun agent de sécurité n'ait aperçu ce véhicule contrevenant aux lois de ce pays, y compris à celle relative à la lutte contre les violences faites aux femmes.»

Hayet Attar a également déclaré que certes la Loi 51 n'est pas parfaite, mais qu'elle pouvait limiter le règne des intermédiaires camionneurs sur le secteur de l'agriculture. Ainsi que leur emprise sur les femmes, qui dépendent souvent d'eux pour travailler, être rémunérées et pour circuler entre leur domicile et l'exploitation agricole.

Le 13 octobre dernier, à l'occasion de la Journée internationale des femmes rurales célébrée le 15 octobre de chaque année, le Forum tunisien des droits économiques et sociaux a dressé un tableau sombre de la situation des ouvrières agricoles en Tunisie.

Confrontées à une triste réalité, elles représentent le maillon faible de la production agricole. Puisque d'après les données du FTDES, environ 92% des femmes rurales actives dans le secteur agricole sont privées de la couverture sociale, 98% d'entre elles sont payées en dessous du salaire minimum agricole garanti (SMAG) et 78% sont victimes de violences.

PAR OLFA BELHASSINE

<sup>1</sup> L'article intégral, publié le 24 janvier 2024, est disponible sur le site du média: medfeminiswiya.net.





# MOUSSON BRUNE

## FASCISME ET RÉSISTANCES EN INDE

**L**e 14 juillet dernier, Emmanuel Macron décerne au Premier ministre indien, Narendra Modi, la Grand-croix de la Légion d'honneur. Pour quel motif officiel? On ne se rappelle plus trop. N'empêche que l'Inde confirmait quelques jours plus tard l'achat de 26 avions Rafale et de trois sous-marins Scorpène. Fin janvier 2024, c'est Macron qui participait au jour de la République de l'Inde. Il n'était pas là pour empêcher le départ contraint de Vanessa Dougnac, pigiste du *Point* et de *La Croix*, présente depuis 25 ans sur le territoire, mais dont le travail a été jugé « contraire aux intérêts de la souveraineté et de l'intégrité de l'Inde ». Il était là pour sceller une « alliance de défense inédite » avec un régime en train de basculer dans le fascisme.

« Parler de fascisme, c'est être à la hauteur de la gravité de la situation en Inde. C'est aussi tenter de rendre inconfortable le déni d'un Occident – et des grandes puissances comme la France – surtout soucieux de

conclure des accords d'armement », nous dit l'anthropologue Alpa Shah. Selon plusieurs observatoires internationaux, l'Inde est désormais une autocratie électorale (les élections débutent le 19 avril, et, après 10 ans au pouvoir, Modi court actuellement vers son troisième mandat), classée avec la Turquie dans la catégorie des États partiellement libres. L'organisation Genocide watch estime que le pays est déjà au niveau 5 des 10 étapes qui mènent au génocide: des mosquées sont démolies par des foules de fanatiques, entre deux lynchages à mort organisés par les suprémacistes hindous contre des personnes musulmanes.

Il y a plus de 15 ans, je partais valider ma 3<sup>e</sup> année de licence en Inde. Après quelques années comme journaliste spécialiste de l'Asie du Sud, j'y suis retournée dès que possible, pour y revoir mes ami-es indien-nes ou y faire des reportages. J'ai découvert ce pays alors qu'il était gouverné par les sociaux-démocrates du parti du Congrès, qui ont libéralisé le pays et réprimé les mouvements paysans, ouvriers, de sans-terre. Ceux-là mêmes qui ont lancé les

paramilitaires et les milices privées au cœur des forêts pour éliminer des villages entiers et leurs habitant-es. Mes ami-es crachaient alors sur le drapeau indien comme d'autres ici criaient « Nique la France! » Ils dénonçaient le mythe d'une nation unie servant surtout à masquer les inégalités sociales – et les territoires colonisés par l'Inde au départ des colons britanniques. Aujourd'hui, les fanions orange du suprémacisme hindou recouvrent les villes, provoquant presque de la nostalgie pour le drapeau tricolore de l'État.

Que faire alors? On tente là-bas de continuer à vivre – à lutter, parfois. « *Azadi!* » (liberté), chuchote le gang des « tukde tukde », les « casseurs de la nation », les révolté-es de la gauche extraparlamentaire, les féministes hystériques et les dalits émeutiers, « cœur séditieux » du peuple indien, pour reprendre le titre d'un livre de l'intellectuelle engagée Arundhati Roy. C'est à travers leurs regards, leurs vécus, qu'il a été possible de composer ce dossier écrit majoritairement par des auteur-ices indien-nes. Notre idée? Apporter un éclairage sur cette

réalité souvent voilée, en France, par l'imaginaire des cours de yoga et des montagnes éternelles de l'Himalaya.

**DOSSIER COORDONNÉ  
PAR CAMILLE AUVRAY  
ILLUSTRATION 20100**

Ce dossier est dédié à Shoma Sen, emprisonnée depuis 6 ans dans l'affaire Bhima-Koregaon (voir p. 04), à sa fille Koël, et à tous-tes celles et ceux qui luttent pour la liberté.

### Ont participé à ce dossier

20100, Amaan Ahmed, Camille Auvray, Émilien Bernard\*, Anirban Bhattacharya, Mathieu Brier, Clément Buée, Cléa Chakraverty, Judith Chouraqui, Ekta, Élias, Audrey Esnault, Zineb Fahsi, Afreen Fatima, Angarika G., Garte, Celia Izoard, Camille Jacquilot, Étienne Jallot, Nicolas Jaoul, Adrien Labbe\*, Marina Margarina, Banojyotsa Lahiri, Pauline Laplace\*, Patobeur, Apeksha Priyadarshini, Shivangi Mariam Raj, Marie Ravoux, Léna Rosada\*, Jonas Schnyder\*, Vidyun Sabhaney, Orijit Sen et Pakhi Sen, Sylvelo, Ashley Tellis.

\* membre du comité de rédaction

## LEXIQUE

### Adivasi

Terme hindi signifiant « premiers habitants » et regroupant près de 700 tribus différentes (plus de 100 millions de personnes). Refusant le système des castes, les adivasis vivent encore majoritairement dans les forêts et sont en grande partie les descendant-es de ceux qui habitaient le territoire avant les invasions aryennes (2<sup>e</sup> millénaire av. J.-C.) et turques musulmanes (dès le VIII<sup>e</sup> siècle).

### Bharatiya Janata Party ou BJP

« Parti du peuple indien », formation ultranationaliste qui a porté Narendra Modi au pouvoir en 2014. Son projet politique est de faire de l'Inde un État hindou (voir *Hindutva*).

### Caste

Système social mis en place il y a environ 3 500 ans. Les castes sont très nombreuses, mais regroupées en quatre catégories hiérarchisées (appelées *varnas*) : au sommet les brahmanes (prêtres, hommes de lettres) associés à la pureté, suivis des kshatriyas (guerriers, nobles, gouvernants) et des vaishyas (commerçants, exploitants agricoles), viennent ensuite les shudras (artisans, manœuvres agricoles ou autres) qui représentent environ 50 % de la population, et tout en bas, les acchut, mot signifiant « intouchables ». Bien que les castes aient été officiellement abolies en 1950, les mariages se font le plus souvent au sein d'une même *jati* (sous-groupe de caste), le nom de famille de chacun signale sa position sociale, et beaucoup de métiers sont occupés par les membres d'une même caste. L'État réserve des quotas de postes publics à celles et ceux issus-es de castes historiquement discriminées.

### Dalit

« Brisé » en hindi. Mot choisi par les intouchables pour s'autodésigner après que le groupe politique révolutionnaire des Dalit Panthers l'a popularisé dans les années 1970 (voir p. 12). Aujourd'hui comme hier, ils effectuent les tâches les plus dégradantes – autant qu'indispensables – de la société (nettoyage des latrines et des égouts, collecte des ordures, équarrissage, etc.). D'après le recensement de 2011, ils représentent plus d'un dixième de la population.

### Citizen amendment act ou CAA

Amendement à la loi sur la citoyenneté promulgué en décembre 2019 et mis en application en mars 2024, qui élimine des obstacles à l'obtention de la citoyenneté indienne pour les hindous, les sikhs, les bouddhistes, les jains, les parsis et les chrétiens originaires des pays voisins d'Afghanistan, du Bangladesh et du Pakistan. Les réfugié-es musulman-es sont exclu-es du dispositif.

### Hindi-ourdou

Autre nom de l'hindoustani, langue parlée dans le nord de l'Inde, qui se nourrissait d'un riche mélange de sanskrit, d'arabe et de persan. De cette langue sont nées les langues modernes hindi (plus inspiré du sanskrit) et ourdou (avec plus de mots issus du persan et de l'arabe), dont les locuteurs se comprennent toujours aisément à l'oral. Parmi les 270 langues parlées en Inde, le hindi est la langue maternelle de 41 % de la population, première langue officielle devant l'anglais.

### Hindutva

Idéologie ethnonationaliste qui cherche à ériger un État hindou en Inde, dans lequel la communauté religieuse hindoue jouirait de privilèges et de droits dont seraient exclues toutes les minorités, considérées comme illégitimes à habiter le pays. Le BJP, parti actuellement au pouvoir, met en application cette idéologie.



### Unlawful Activities (Prevention) Act ou UAPA

« Loi relative à la prévention des activités illégales », législation anti-terroriste largement utilisée actuellement pour enfermer des opposant-es et activistes, permettant notamment de rendre beaucoup plus difficile la liberté conditionnelle avant jugement.

### Vishva Hindu Parishad ou VHP

« Conseil hindou mondial », organisation ultranationaliste sous la tutelle du RSS (voir p. 04-05) chargée de développer les projets de « services sociaux », mais qui s'applique à développer les infrastructures hindouistes dans tout le pays. Il a planifié la destruction de la Babri Masjid et encouragé les pogroms antimusulmans de 2002 au Gujarat.

**1 Ayodhya** / Lieu de la destruction de la mosquée Babri Masjid en 1992 et de l'inauguration du nouveau temple au dieu Ram en janvier 2024 (voir p. 06).

**2 Cachemire** / Territoire qui lutte pour son autonomie. En août 2019, la semi-autonomie dont jouissait cet État depuis l'indépendance a été retirée, avec l'abrogation des articles 370 et 35A de la Constitution indienne, qui définissait le statut spécial accordé à l'État du Jammu-et-Cachemire (voir p. 16).

**3 Pune** / Ville qui a accueilli la conférence contre le fascisme « Elgar Parishad », le 31 décembre 2017, dont les organisateur-ices ont été accusé-es d'avoir incité à la révolte. 16 militant-es des droits de l'homme ont l'année suivante été emprisonné-es et attendent toujours leur procès (voir p. 05).

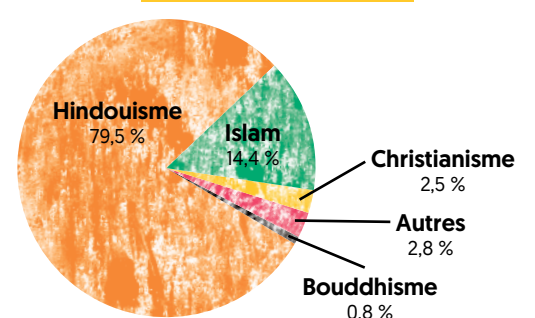
**4 Hasdeo Forest** / Forêt défendue par les personnes qui y vivent, appartenant à des communautés adivasis (voir ci-contre) alors qu'un gigantesque projet d'extraction de charbon est en cours (voir p. 11).

**5 Allahabad** / La ville où la leader étudiante musulmane Afreen Fatima vivait et dont la maison a été démolie par le pouvoir (voir p. 07).

**6 Tihar Jail (Delhi)** / La prison où se trouve le leader Umar Khalid pour s'être mobilisé en 2020 contre la loi qui refuse la citoyenneté aux musulman-es qui ne sont pas né-es en Inde (voir p. 07).

**7 Jawaharlal Nehru University (Delhi)** / L'université, réputée pour la liberté d'expression et le débat d'idées, est surveillée par le pouvoir (voir p. 10).

## RELIGIONS



## DES CERFS-VOLANTS CONTRE DES DRONES

# Paysans aux barricades

**Mi-février, la marche sur la capitale organisée par des milliers d'agriculteur-ices exigeant un prix minimum légal pour leurs productions a été fortement réprimée. Sous le choc, celles et ceux qui nourrissent le pays racontent leurs espoirs et leurs colères à l'illustratrice indienne Vidyun Sabhaney, envoyée spéciale pour CQFD.**

**E**n ce 13 février, des milliers d'agriculteur-ices amassés à la frontière du Pendjab, État du nord de l'Inde, annoncent qu'ils mèneront leurs tracteurs jusqu'aux portes de New Delhi. En plus des classiques turbans colorés des vieux leaders paysans, des lunettes de piscine et masques de ski apparaissent sur leurs têtes; des accessoires encore jamais vus jusqu'ici. Car contrairement aux mobilisations de 2021, le régime de Narendra Modi a cette fois-ci décidé de les stopper avant qu'ils n'arrivent à la capitale. L'occasion d'une véritable démonstration du côté des forces de l'ordre: barricades renforcées avec des blocs de béton, fils barbelés, tiges de fer entrelacées, entourées de canons à eau, et de fossés creusés pour l'occasion. Pour la première fois, des gaz lacrymogènes sont aspergés depuis des drones – ce à quoi les manifestant-es ont ingénieusement répondu en les perturbant à l'aide de cerfs-volants.

Nous sommes sur l'autoroute 44, à 200 kilomètres au nord de la capitale. Si les flics ont pris les devants, c'est parce qu'il est impensable pour eux de revivre la défaite d'il y a 3 ans: le mouvement paysan avait encerclé pacifique-

**« Le régime donne tout aux capitalistes, nous confisque nos droits, détruit la démocratie, et divise la population sur des critères de religion »**

ment la capitale pendant 16 mois, mais aussi déboulé au cœur de New Delhi en pleine fête de la République et obtenu en novembre 2021 l'abrogation des *farm laws*<sup>1</sup>. Une victoire historique, et la première à faire plier Modi en près de huit années de pouvoir. Le mouvement avait également obtenu la promesse d'inscrire dans la loi le rachat par l'État des récoltes à des prix de soutien minimum (PSM), et c'est l'application de cette promesse que les paysan-nes viennent chercher cette année à la capitale.

## « On voit si peu de journalistes »

Loin d'un laxisme à la Darmanin face à la FNSEA, ici, l'internet mobile a été coupé dans certaines parties du Pendjab et de l'État voisin l'Haryana, empêchant les manifestant-es de se coordonner entre villages, et des comptes X et Facebook appartenant à des leaders syndicaux ou des journalistes ont été suspendus. La police a tiré sur la foule avec des billes de plomb et des balles en caoutchouc, touchant mortellement à la tête un jeune agriculteur de 24 ans, Shubhkar Singh, le 21 février. Sous le choc, les syndicats ont interrompu la mobilisation quelques jours, le temps d'organiser les funérailles.

Endeuillé-es mais déterminé-es, les agriculteur-ices s'affairent sous le soleil printanier. Le long de l'autoroute, iels ont installé une

**« La répression nous a tous surpris, elle n'a rien à voir avec notre dernière mobilisation. Des jeunes ont été éborgnés, d'autres passés à tabac »**

tribune pour les discours, la traditionnelle *langar* (cantine collective), des distributions de provisions et même une bibliothèque. « *Tant de blessés conduits à l'hôpital et on voit si peu de journalistes, s'emporte Hashim, qui cultive du blé, du riz, de la canne à sucre et des légumineuses sur moins d'un hectare non loin de ce campement. Ils préfèrent s'extasier devant le faste du prémariage du fils du milliardaire Ambani. Le régime donne tout aux capitalistes, nous confisque nos droits, détruit la démocratie, et divise la population sur des critères de religion.* » Une tactique classique du gouvernement pour masquer les échecs de sa politique économique. Le RSS [voir entretien p. 04-05], l'organisation paramilitaire d'extrême droite, prétend ainsi que les agriculteurs mobilisés, dont beaucoup appartiennent à la minorité religieuse sikhe, sont des séparatistes réclamant un État indépendant.

Une autre manifestante, Manjeet Kaur, est encore sous le choc. « *La répression nous a tous surpris, elle n'a rien à voir avec notre dernière mobi-*

**Entre 1995 et 2018, ce sont 400 000 paysans qui ont mis fin à leurs jours en Inde**

*lisation. Des jeunes ont été éborgnés, d'autres passés à tabac. Nous avons dû vendre une partie de nos terres avec mon mari pour que notre fils aille travailler à l'étranger. Nous sommes endettés jusqu'au cou. Nous avons des tracteurs, mais il faut payer le carburant et les ouvriers qui travaillent au champ. À la fin de la saison, il nous reste à peine 20 000 roupies [220 euros], comment survivre?»* Manjeet désigne les femmes autour d'elle: « *Que possédons-nous? Comme ce jeune qui vient d'être tué, nous sommes de toutes petites propriétaires, avec même pas un hectare de terre chacune.* »

Certains médias ont dépeint le mouvement comme tenu par de gros propriétaires, mais la réalité est bien différente: beaucoup font partie des 86% de paysan-nes qui possèdent moins d'un hectare de terre, sans compter que les ouvrier-es agricoles de basses castes se mobilisent aussi. En Inde, les deux tiers des 1,4 milliard d'habitantes vivent de l'agriculture, qui représente près d'un cinquième du PIB du pays. Entre 1995 et 2018, ce sont 400 000 paysan-nes qui ont mis fin à leurs jours en Inde, et le Pendjab est l'État indien où le taux de suicide est le plus haut. C'est pourtant dans cette région que se trouvent « les greniers céréaliers de l'Inde », là où la « révolution verte » a été mise en place dans les années 1960. Les fondations Ford et Rockefeller ont alors financé la commercialisation de semences hybrides et d'intrants chimiques, précipitant la transformation d'une agriculture vivrière en monoculture de blé et de riz. « *L'Inde a ainsi atteint l'autosuffisance alimentaire dans les années 1970, la pauvreté rurale a diminué. Mais la malnutrition existe toujours, les surplus des stocks alimentaires n'atteignent pas ceux qui en ont besoin et pourrissent dans les entrepôts* », nous raconte le sociologue Joël Cabalion, spécialiste des mouvements paysans indiens.

## Sortir de l'agrobusiness

La fixation dans la loi d'un prix plancher sur 23 cultures – et pas seulement sur le riz, le blé, le coton et la canne à sucre – c'est la garantie de sortir du surendettement et la possibilité de diversifier les cultures, pour qu'elles soient moins consommatrices en eau ou intrants chimiques, expliquent les agriculteur-ices. Les autres revendications sont à la fois ambitieuses

et disparates: l'effacement des dettes, des indemnités pour les familles qui ont perdu un membre lors du précédent mouvement, l'obtention d'un salaire minimal pour les travailleur-es agricoles. On se croirait à la Confédération paysanne! « *No Food, no farmer, no future!* » [Pas, de nourriture, pas de paysans, pas de futur] s'exclame Tejveer Singh, un leader syndical rencontré sur le point de blocage.

« *Comme d'autres paysans conscients de l'impasse du modèle productiviste, les agriculteurs indiens ont le sens de l'urgence*, analyse Joël Cabalion. *Ils subissent bien plus encore qu'en France le lessivage des sols, la sécheresse, la pauvreté, l'endettement, et semblent plus éclairés dans leurs revendications que les dirigeants de la FNSEA* », nous précise le sociologue, ajoutant que les paysan-nes indien-nes sont aussi bien moins complaisant-es avec les grands groupes de l'agrobusiness, dont les faveurs et les privilèges accordés par Modi exaspèrent.

De son côté, le ministre de l'Agriculture a déclaré qu'une loi garantissant un prix minimum pour

**« Ils subissent bien plus encore qu'en France le lessivage des sols, la sécheresse, la pauvreté, l'endettement, et semblent plus éclairés dans leurs revendications que les dirigeants de la FNSEA »**

les récoltes « *ne peut être adoptée à la hâte* ». Il a promis que les légumineuses et le maïs seraient achetés à un prix de soutien pour les 5 prochaines années, et proposé de racheter la canne à sucre 8% plus chère que la saison dernière. Insuffisant, ont déclaré les syndicats, déterminés à poursuivre le combat, en déployant d'autres modes d'action. « *Ça fait du bien de se mobiliser, reconnaît Hashim. Nous nous faisons du souci pour les générations futures.* »

**PAR CAMILLE AUVRAY,  
AVEC VIDYUN SABHANEY,  
ET L'AIDE DE GURSHAMSHIR SINGH,  
ILLUSTRATION VIDYUN SABHANEY**

<sup>1</sup> Les *farm laws* venaient déréguler le secteur agricole et alimentaire public. En 2021, le « siège » de la capitale était composé de campements sur ses principaux points d'accès – sur lesquels environ 700 paysan-nes ont trouvé la mort, majoritairement pour cause d'accidents de la route ou de météo hostile.



## DIX ANS DE SUPRÉMACISME HINDOU

# « Parler de fascisme, c'est être à la hauteur de la gravité de la situation »

**Autrice d'un ouvrage sur la guérilla armée en Inde, l'anthropologue indo-britannique Alpa Shah vient de publier une enquête sur la répression du mouvement social indien. À la veille d'un 3<sup>e</sup> mandat présidentiel pour Modi, c'est l'occasion de discuter avec elle du basculement de la « plus grande démocratie du monde » vers le fascisme.**

« La subversion n'est pas seulement essentielle à la démocratie; elle est fondatrice de notre humanité. Dans un contexte où les élites indiennes et mondiales s'emploient de plus en plus à brouiller la distinction entre justice sociale et terrorisme, la solidarité internationale sera décisive. » Ainsi se terminait la préface d'Alpa Shah à la version française de son ouvrage *Le Livre de la jungle insurgée – Plongée dans la guérilla naxalite en Inde*, publié en 2022 aux Éditions de la dernière lettre. Deux ans plus tard, cet appel à la vigilance résonne d'autant plus fort que la répression politique du régime du suprémaciste hindou Narendra Modi met toujours plus de monde sous les verrous. Ce que l'autrice dénonce dans sa dernière publication sur l'affaire « Bhima-Koregaon » [voir encadré], prenant la défense des 16 figures du mouvement social indien qui crouissent en prison depuis des années, inculpées sur de fausses pièces à conviction<sup>1</sup>. À travers leurs histoires, elle raconte le naufrage de la démocratie, la compromission des médias et l'impossible justice. C'est avec tout

« Ce qui se passe aujourd'hui, c'est une vision excluante de l'idée de nation qui se cimente pour les décennies à venir »

cela en tête qu'Alpa Shah nous propose de caractériser le fascisme indien, sa masculinité islamophobe et ses relents génocidaires<sup>2</sup>. Entretien.

**Mi-avril, l'Inde entière se rendra aux urnes pour des élections générales promises à Narendra Modi, déjà au pouvoir depuis 10 ans (2014-2024). Que ressens-tu dans ce contexte ?**

« Je ressens une grande tristesse car, en tant que chercheuse, en tant qu'Indienne de la diaspora, je connais la diversité de ce pays. Et ce qui se passe aujourd'hui, c'est une vision excluante de l'idée de nation qui se cimente pour les décennies à venir. Elle exclut en particulier les 200 millions de musulmans indiens et déploie aussi une idée particulière du citoyen, du maintien de l'ordre, de la morale publique, que je trouve très destructrice. On ne peut pas attendre grand-chose de l'opposition parlementaire, extrêmement faible et divisée. D'autant que les institutions et les médias sont aujourd'hui contrôlés par le BJP<sup>3</sup>, le parti suprémaciste au pouvoir. Mon seul espoir, pour limiter les dégâts, c'est que Modi n'obtienne pas le type de majorité dont il a besoin pour changer la Constitution. »

**À quel État comparerais-tu le régime indien actuel ?**

« L'ethnonationalisme religieux à l'œuvre en Inde est une particularité qui lui est propre. Mais en termes d'autoritarisme, on pense à la Russie, à la Turquie, et, d'une certaine manière, aux États-Unis de Trump. Je pense qu'on peut aussi comparer à la Chine, même si certains États préfèrent le nier pour poursuivre leurs accords commerciaux. Alors que si nous examinons le bilan en matière de répression des militants des droits humains, la persécution des minorités, la capture des institutions de l'État et des médias, il y a beaucoup de parallèles. »

**Il paraît que le parti de Modi est le plus riche du monde...**

« En 2017, Modi a inventé les "obligations électorales" (*electoral bonds*), un système permettant à des donateurs de financer les partis politiques de manière anonyme et illimitée. Cela a permis au BJP de recevoir d'énormes sommes d'argent de la part du monde industriel – près de 90 % des dons – qui ne sont pas sans contreparties. Le milliardaire Gautam Adani a ainsi obtenu les faveurs de Modi et un accès privilégié aux ressources, aux terres, aux ports, aux aéroports. Et personne ne sait combien il a donné au BJP, sauf le parti au pouvoir qui peut surveiller les personnes qui donnent ou pas. Les sommes reçues sont stupéfiantes et

certaines disent en effet que le BJP est devenu l'un des partis les plus riches du monde. En février 2024, la Cour suprême indienne a annulé ce schéma de financement, le jugeant anticonstitutionnel. Mais c'est sans doute trop tard vu la position que le parti a réussi à sécuriser. En aucun cas il n'est question de geler les comptes de campagne. On s'attend à voir, comme à la dernière

« On ne peut pas attendre grand-chose de l'opposition parlementaire, extrêmement faible et divisée »

élection en 2019, des dépenses indécentes pour faire gagner Modi: son hologramme partout, et des photomontages à chaque coin de rues permettant à n'importe quel citoyen de prendre des selfies à ses côtés – un dispositif apparemment financé par le ministère de la Défense. »

**Au-delà du BJP, Modi s'appuie également sur le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS). Qu'est-ce que c'est ?**

« Pour "association des volontaires nationaux", dont les membres sont appelés les *sanghis*. C'est une organisation intrinsèquement liée au BJP qui a été créée en 1925 par des brahmanes, au plus haut de l'échelle des castes. L'objectif était de former une branche armée de l'hindouisme pour se défendre contre les colons et les musulmans. Golwalkar, à la tête du RSS durant 33 ans, et l'un de ses idéologues les plus influents, admirait Hitler et l'extermination des juifs. L'assassin de Gandhi était membre de l'organisation. Interdit sous les Britanniques puis à trois reprises dans l'Inde indépendante, le RSS a continué à s'étendre. Au-delà de ses milices qui sèment la terreur parmi ses opposants, il a développé son action dans toutes les sphères de la société grâce à son syndicat étudiant, son syndicat ouvrier, sa branche féminine, son organisation religieuse, son organisation caritative et d'autres encore. »

**Le RSS est-il également présent parmi l'importante diaspora indienne de par le monde ?**

« Le RSS a créé ses premières branches internationales dès 1947, en Afrique, au Kenya où je suis née. Il a établi ses propres écoles, les *shakas*. Il y en avait une dans le quartier où j'ai grandi à Nairobi. Je pouvais la voir depuis la fenêtre de chez ma tante. Je voulais y aller, je les voyais jouer dans la cour! Je ne savais pas que cet endroit était réservé uniquement aux garçons. Je ne

savais pas non plus, et je pense que la plupart des personnes qui y allaient ne le savaient pas, que ces écoles promouvaient également une vision excluante de l'Inde. J'entends dans la diaspora britannique que Modi est la meilleure chose qui ait pu arriver à l'Inde: il lui a permis d'être un acteur majeur sur la scène internationale, bientôt elle sera la troisième économie mondiale et on a même été sur la Lune, rendez-vous compte! Tout est possible! »

**En dix ans de pouvoir suprémaciste, qu'est-ce qui t'a particulièrement marquée ?**

« L'augmentation de la répression contre la dissidence, surtout après 2019, avec des lois antiterroristes systématiquement utilisées contre les défenseurs des droits humains. Les attaques sur les ONG, accusées d'exporter à l'international une vision trop négative de l'Inde. À partir de 2016, les autorités ont suspendu ou refusé de renouveler la licence FCRA [*Foreign Contribution Regulation Act*] – qui permet de recevoir des dons de l'étranger – de centaines de groupes de la société civile, ou les ont accusés de se soustraire à la loi et ont gelé leurs comptes en banque. C'est ce qui est arrivé à Amnesty International, obligée à licencier du personnel, suspendre ses campagnes et interrompre son travail en Inde. À cela s'ajoute aussi la mise sous silence des médias, avec une liberté de la presse considérablement réduite. »

Ce qui m'a le plus marquée, ce sont ces hommes qui peuvent désormais descendre dans la rue, se regrouper en milices et mener des lynchages publics, voire des émeutes, en toute impunité. C'est très effrayant. J'ai vu des hommes fiers d'avoir lynché à

« Ce qui m'a le plus marquée, ce sont ces hommes qui peuvent désormais descendre dans la rue, se regrouper en milices et mener des lynchages publics, voire des émeutes, en toute impunité »

mort des dalits<sup>4</sup> parce qu'ils étaient "coupables" d'avoir abattu une vache. Il a été démontré ensuite que les victimes n'avaient fait qu'exercer leur métier d'équarisseurs! La police ne poursuit pas les agresseurs ou les met en prison quelques jours, puis les relâche, pendant que certains des militants des droits humains les plus remarquables sont emprisonnés depuis plusieurs années. Et pendant ce

temps-là, Modi se targue d'organiser les plus grandes élections du monde, mais ce rituel électoral ne peut plus cacher la montée du fascisme. »

**Tu qualifierais donc l'État indien de fasciste ?**

« Oui, je pense qu'il est temps d'utiliser ce mot. La manière dont le régime inculque aujourd'hui aux masses une vision excluante de l'Inde, dont il les prépare à s'armer et à se battre contre leurs concitoyens musulmans, la collaboration étroite entre l'État et le capital, la dissidence étouffée, la peur distillée au sein de la société civile, la propagande autour de la figure de Modi; tout cela présente des similitudes avec des formes antérieures de fascisme ailleurs dans le monde. Parler de fascisme, c'est être à la hauteur de la gravité de la situation en Inde. C'est aussi tenter de rendre inconfortable le déni d'un Occident – et des grandes puissances comme la France – surtout soucieux de conclure des accords d'armement. »

## DATES-CLÉS

2002

Près de 2000 morts-es parmi la communauté musulmane lors d'un lynchage collectif au Gujarat, État dont Narendra Modi est alors ministre en chef [sa responsabilité sera nettement établie plus tard].

2014

Début du premier quinquennat de Narendra Modi comme Premier ministre de l'Inde.

2018

Attaques de suprémacistes hindous contre le rassemblement dalit dans la ville de Bhima Koregaon. La police arrête 16 militantes des droits humains en les accusant d'être à l'origine des violences et d'avoir organisé un complot pour tuer le Premier ministre [voir encadré].

2023

Narendra Modi est l'invité d'honneur d'Emmanuel Macron pour le défilé du 14 juillet à Paris. Il officialise l'achat à la France de 26 avions de combat Rafale Marine et de trois sous-marins.

2024

Élections générales du 19 avril au 1<sup>er</sup> juin. Résultats attendus le 6 juin. Narendra Modi est grand favori pour ce qui serait son troisième mandat.



« Le BJP est en train d'étendre ces mécanismes de répression et de soutien au grand capital à une échelle jamais vue »

« Le Congrès a lancé des campagnes de contre-insurrection, des villages entiers ont été incendiés »

Avant Modi, la démocratie indienne était-elle en bonne santé ?

« À l'indépendance en 1947, l'Inde devient une république "laïque, démocratique et socialiste", des idéaux institutionnalisés dans la Constitution. Le parti du Congrès, aux commandes du pays pendant des dizaines d'années, n'est pourtant pas un saint. De 1975 à 1977, nous vivons deux années d'état d'urgence sous la dirigeante du Congrès Indira Gandhi, une horrible période de suppression des droits démocratiques. Les journalistes sont mis en prison, des programmes de

stérilisation forcée sont mis en place, des démolitions de bidonvilles entiers sont orchestrées au nom du nettoyage des métropoles. On compare souvent ce qui se passe actuellement avec cette période. Mais aujourd'hui, nous ne sommes pas officiellement en état d'urgence, et le régime s'absout progressivement de toute responsabilité face aux institutions.

Quand on connaît les forêts reculées où vivent les adivasis\*, on se dit qu'il n'y a pas de différence entre le régime de Modi et ce qui se passait sous le gouvernement du Congrès. C'est le Congrès qui a permis l'exploitation massive des ressources minières, et avec elle la destruction des moyens de subsistance des adivasis. Pour lutter contre les révoltes localisées dans ces zones, le Congrès a lancé des campagnes de contre-insurrection, des villages entiers ont été incendiés, les villageois tués ou mis en prison en vertu des lois antiterroristes. Mais aujourd'hui, le BJP est en train d'étendre ces mécanismes de répression et de soutien au grand capital à une échelle jamais vue. Ce qui est nouveau également, c'est la fabrique de l'homme macho, un personnage très patriarcal voulant "préserver et protéger" les femmes, sœurs et mères au foyer. Cette figure masculine hindoue doit protéger la nation, l'hindouisme et sa civilisation. Même les jeunes dalits et adivasis se plaisent à incarner cette nouvelle figure de l'homme indien. »

Pourquoi dis-tu, dans ton livre, que « les graines de la démocratie s'épanouissent en prison » ?

« Il y a quelques années, le régime indien a lancé une opération judiciaire spectaculaire contre des symboles de ce qui restait de mouvement social : 16 personnes venues d'univers militants très différents ont été mises en prison – et y sont toujours pour la plupart d'entre elles. D'où mon expression. Nous sommes beaucoup à nourrir en nous-mêmes des idéaux de démocratie, de justice sociale et de solidarité. De nombreuses personnes en Inde continuent de se battre publiquement malgré les coûts personnels et les intimidations qu'elles subissent. D'autres restent silencieux pour le moment, mais gardent vivantes leurs convictions et leurs conversations. »

## THE INCARCERATIONS

Le 31 décembre 2017, 250 organisations de la gauche extra-parlementaire indienne organisent un grand meeting pour relancer la résistance au pouvoir de Modi. C'est la veille des 200 ans de la bataille de Bhima Koregaon, qui vit des dalits engagés par les forces britanniques mettre en déroute une armée constituée d'Indiens de hautes castes. Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la célébration de cet anniversaire par des dalits est attaquée par des groupes de suprémacistes hindous, des affrontements éclatent et font un mort. Quelques mois plus tard, une première vague d'arrestations touche plusieurs militant-es chrevonnés,

journalistes, avocat-es, musicien-nés, accusé-es non seulement de soutenir les dalits, mais aussi la guérilla maoïste. En tout, 16 personnes se retrouvent derrière les barreaux, la majorité y est toujours aujourd'hui, sans aucune date de procès.

Alpa Shah s'est emparée de cette histoire pour dresser une impressionnante fresque de l'Inde sous Modi. Avec son sens du portrait déjà à l'œuvre lorsqu'elle nous présentait les guérilleros du *Livre de la jungle insurgée*, ce sont cette fois les « incarcéré-es » dont elle dépeint les parcours de vie grâce à des centaines d'heures d'entretiens menés avec leurs proches. On découvre Stan Swamy, le prêtre jésuite indien qui finit sa vie aux côtés des adivasi, Sudha Bhardwaj, syndicaliste et

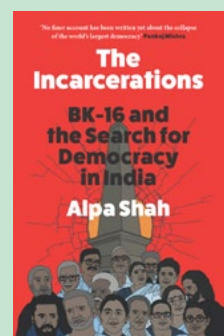
avocate, Anand Teltumde, universitaire et porte-voix des dalits. D'autres combattaient les sociétés minières ou l'islamophobie d'État. L'occasion pour l'auteurice de nous raconter l'Inde révoltée des années 1970 au tournant du 2<sup>e</sup> millénaire, à travers le récit de ces enthousiasmantes grèves ouvrières, mouvements de sans-terre ou rassemblements étudiants, invisibilisés par l'histoire officielle.

Alpa Shah se fait aussi journaliste d'investigation et mène l'enquête sur ce qui se révèle être une véritable machination policière contre le mouvement social. L'État accuse les incarcéré-es d'avoir fomenté un attentat contre Narendra Modi lui-même. Le livre établit comment la police est allée jusqu'à insérer dans les ordinateurs de plusieurs

prévenus, à l'aide d'un logiciel, de faux documents – dont une lettre qui évoquerait ce projet d'assassinat.

*The Incarcerations*, c'est finalement l'histoire contemporaine de la lutte pour la justice et la dignité des trois principales minorités de l'Inde – les adivasis, les dalits et les musulman-es.

PAR C.A.



PROPOS RECUEILLIS PAR  
CAMILLE AUVRAY  
ILLUSTRATION ELÍAS

1. *The Incarcerations – BK-16 and the Search for Democracy in India*, William Collins, mars 2024.  
2. « En Inde, le fascisme du roi Modi », CQFD n°222 (juillet 2023).



## ARCHITECTURE DE LA RUINE

# Discours génocidaires à l'ombre des décombres

Partout dans le pays, les lieux de vie, de travail et de culte de 200 millions de musulmans sont la cible d'attaques violentes et de destructions. Shivangi Mariam Raj, chercheuse indépendante et éditrice à la revue *The Funambulist*, parle d'une « architecture de la ruine » pour désigner ce projet d'édification de l'identité hindoue sur la démolition des espaces musulmans.

**L**e 22 janvier 2024 à Ayodhya, ville située dans l'État d'Uttar Pradesh (au nord de l'Inde), le Premier ministre Modi inaugure le temple de Ram. La cérémonie a lieu plus de trente ans après qu'une foule de nationalistes hindous d'extrême droite a détruit la mosquée Babri qui se dressait auparavant sur ce site. Cette mosquée, érigée au XVI<sup>e</sup> siècle sous le règne du premier empereur moghol, fut contestée à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, certains soutenant qu'elle avait été construite en lieu et place d'un temple hindou. En 1949, des prêtres hindous y installent des idoles du dieu Ram, rendant ainsi la mosquée impropre au culte musulman. Le jeune gouvernement de l'Inde indépendante déclare alors que la question de la propriété du site fait débat et ferme ses portes.

Dans les décennies suivantes, ce lieu devient un symbole s'inscrivant parfaitement dans le projet

d'élaboration ethnonationaliste d'une nation hindoue. Les organisations RSS [voir interview p. 04-05], VHP\* et le parti BJP\* mobilisent des dizaines de milliers de volontaires en vue de détruire la mosquée d'Ayodhya et d'y construire un temple dédié à Ram. Ces organisations orchestrent à partir des années 1980 de violentes attaques contre les musulmans, qui culminent avec la démolition de la mosquée Babri en décembre 1992 et le pogrom qui l'accompagne. Ces massacres et émeutes s'étendent à d'autres régions. Alors qu'Ayodhya est restée depuis une plaie ouverte pour les musulmans du pays, le BJP n'a cessé de promettre d'y édifier un

Cette promesse électorale est au cœur d'un projet architectural qui tend à réduire les espaces de vie de la minorité musulmane à des ruines

temple sur les ruines de la mosquée. Cette promesse électorale, désormais exaucée, est en fait au cœur d'un projet architectural qui tend à réduire les espaces de vie de la minorité musulmane à des ruines.

### Détruire les mondes musulmans

Cette année, nous avons assisté à deux mises en scène faisant écho aux événements de 1992-1993 : d'un côté le spectacle de la victoire et de l'autre celui de la destruction. D'abord, afin de hâter l'édification du temple de Ram, considérée comme un « dessein divin », les nationalistes hindous ont utilisé tous les supports médiatiques possibles : pop culture, clips musicaux, mode, réseaux sociaux... Leur influence s'est étendue jusqu'aux salles de rédaction. On a vu l'équipage de la plus grande compagnie aérienne indienne vêtu à l'image des divinités hindoues ; la plus grande chaîne de cinéma offrir du pop-corn aux spectateurs venus assister à la cérémonie d'inauguration du temple retransmise dans ses salles ; des écoles incitant leurs élèves à écrire et dessiner en l'honneur du dieu Ram. Les marchés de change, les bureaux des administrations et les cours de justice ont fermé pour un jour férié exceptionnel. Une véritable hystérie a envahi les espaces publics comme les espaces privés.

En parallèle, des violences de masse ont été perpétrées dans de nombreuses localités au nord de l'Inde (dans les États du Bihar, Uttarakhand, Gujarat, Uttar Pradesh, Maharashtra et Madhya Pradesh). Les habitants de certains quartiers ont appelé au boycott économique et à l'expulsion des musulmans avant de se livrer à des actes d'une extrême barbarie. Des rues entières d'habitations et de commerces musulmans ont été détruites de façon systématique par la foule comme par des représentants des autorités publiques, des cimetières ont été incendiés et plus d'une douzaine de lieux saints et de mosquées ont été profanés et détruits. Ces actes de violence ne sont ni isolés ni arbitraires ; ils font partie intégrante d'une longue histoire de

dépossession et de destruction des mondes musulmans en vue de renforcer l'identité hindoue majoritaire.

### Une fiction multiculturelle

Alors que le monde de la recherche<sup>1</sup> analyse désormais la dérive du pays vers le fascisme, de nombreuses voix s'élèvent parmi les forces progressistes pour déplorer la perte de « l'idée de l'Inde » en tant que nation multiculturelle, démocratique et séculière<sup>2</sup>. Pourtant, cette belle idée n'a jamais empêché les discriminations vécues par les communautés minoritaires – les sikhs, les chrétiens et les dalits – ou par les habitants du Cachemire. Cela a même été un argument pour légitimer l'occupation coloniale de ce territoire par l'État indien au lendemain de sa propre indépendance ! La fracture entre cette « idée de l'Inde » et la réalité apparaît aussi dans les multiples topographies de ségrégations à l'œuvre aujourd'hui en Inde. Les musulmans n'ont pas le droit de louer ou d'acheter des logements dans certains quartiers et sont relégués dans des quartiers urbains surpeuplés. Des établissements scolaires et des lieux de travail pratiquent des formes aseptisées d'exclusion et on crie au « jihad territorial » dès qu'un musulman entreprend une activité économique, que ce soit l'ouverture d'un petit commerce ou des investissements immobiliers.

Ces trois dernières années, les violences exercées dans les quartiers musulmans se sont multipliées de façon dramatique. On a vu des foules de suprémacistes hindous débouler dans ces quartiers, armés de couteaux, haches, marteaux, scies, armes à feu, sabres et bâtons, hurlant des slogans anti-musulmans sous le couvert de processions religieuses. Ils attaquent, brûlent et profanent les maisons,

Les musulmans n'ont pas le droit de louer ou d'acheter des logements dans certains quartiers et sont relégués dans des quartiers urbains surpeuplés

commerces, bibliothèques, écoles, mosquées et mausolées, détruisant toutes les sphères de la vie musulmane. La police et les autorités locales se comportent bien souvent comme une extension de la foule criminelle, creusant cette blessure spatiale. Au motif d'assurer le maintien de l'ordre, ils détruisent ce qui reste des propriétés musulmanes.

Les démolitions deviennent ainsi un moyen soigneusement calculé de « nettoyer au Kärcher » le paysage. Il n'y a pas d'issue possible pour les musulmans, tous les moyens sont bons pour les faire disparaître, que ce soit par le biais de la loi ou par des moyens extrajudiciaires si nécessaire. Ce nettoyage opère comme une tentative d'effacer la part musulmane de l'histoire commune et de la remplacer par les symboles hindous de la majorité triomphante. En dix mois à peine, au moins quarante-deux actes de destruction de monuments et de sites sacrés séculaires ont été signalés dans plusieurs villes. La mosquée Shahi a été démolie à Allahabad dans

le cadre d'un projet d'élargissement de route ; la mosquée Akhoondji, vieille de 600 ans, a été détruite au bulldozer sous prétexte d'empiétement illégal ; et la Madrasa Aziza et sa bibliothèque centenaire ont été incendiées, plus de 4 500 livres rares disparaissant dans les flammes.

### Politique des décombres

Cette confiscation simultanée de l'espace et du temps de la communauté minorisée témoigne de ce que j'appelle une « architecture de la ruine », où les débris sont une construction délibérée et non des actes isolés chaotiques. Les décombres apparaissent comme la réalisation spatiale des

La police et les autorités locales se comportent bien souvent comme une extension de la foule criminelle

discours génocidaires des leaders religieux et politiques. C'est à la fois un symbole de conquête pour la communauté majoritaire et un théâtre où elle peut se complaire à contempler avec un certain voyeurisme la douleur et la dévastation qu'elle inflige.

Actuellement, la mosquée Gyanvapi, une construction moghole du XVII<sup>e</sup> siècle située à Varanasi, une ville du nord de l'Inde, subit une contestation orchestrée qui rappelle celle de la mosquée Babri. Une violence à bas bruit qui pourrait bientôt dégénérer en un autre épisode de massacres et de destructions. Babri n'existe peut-être plus, mais son ombre définit les contours du paysage de la nation hindoue, un paysage marqué par le désir d'établir une monoculture et de rendre toute pluralité impossible. C'est un paysage où les espaces minorisés, qu'ils soient intimes, publics, symboliques, historiques ou religieux, se désintègrent progressivement, jusqu'à n'être plus que cendres, poussière et fumée. C'est aussi un paysage où à chaque tentative d'effacement, nous répondrons : « Nous sommes vivants ».

PAR SHIVANGI MARIAM RAJ

1. «Hindutva fascism threatens the world's largest democracy», *The Loop*, 31/10/2022.

2. L'État n'a pas de religions officielles et reconnaît toutes les religions de façon égalitaire.

Ces photos de fresques ont été prises par Amaan Ahmed pendant les mobilisations nationales contre la réforme de la loi sur la citoyenneté, qui ont lieu de décembre 2019 à mars 2020.

▲ Sur la première fresque, la foule de femmes musulmanes (majoritaires durant le mouvement) se regroupe derrière le doigt levé d'Ambedkar, le père de la Constitution. L'inscription «No-CAA, No-NRC, No-NPR» renvoie au refus des différents dispositifs discriminants d'encadrement de la citoyenneté. En bas, il est écrit en hindi et anglais «Nous regarderons, nous nous battons, nous gagnerons».

► Sur la deuxième fresque [p.07], Ambedkar gifle avec la Constitution une personne nommée «andhbakht», qui désigne ceux qui soutiennent le Premier ministre Modi aveuglément, qu'on pourrait traduire par «mouton».

## COMMUNAUTÉ MUSULMANE EN DANGER

## « Nous devons baisser les yeux et ne pas faire de bruit »

Dans un article publié dans la revue *The Funambulist* en décembre 2022, Afreen Fatima nous raconte la destruction de sa maison familiale dans le quartier musulman d'Allahabad, au sud de l'État d'Uttar Pradesh. Extraits.

**T**ôt le matin du 12 juin 2022, un silence de mort règne dans le quartier musulman JK Ashiyana, à Allahabad, où se trouve ma maison. Soudain, les grondements de trois gros bulldozers emplissent les rues et ruelles<sup>1</sup>. Des agents de police supervisent l'opération de démolition se moquant et intimidant les habitants dont on peut deviner les silhouettes aux fenêtres. Des employés municipaux font violemment irruption chez nous et se mettent à jeter tout ce qui avait fait de cette maison un foyer pour nous. Aux premiers coups de bulldozer, la plaque portant le nom que nous avons donné à notre maison – « Kashana-e-Fatima » (la maison de Fatima) – se fracasse au sol, suivie de peu par le bâtiment tout entier, avec ses deux étages. Rien ne subsiste de la maison de Fatima, hormis ses occupants qui y ont vécu pendant plus de vingt ans.

Depuis ce jour terrible, nous n'avons eu de cesse de nous demander si nous pouvions réellement considérer que ces maisons, dans lesquelles nous avons toujours vécu, étaient bel et bien nos foyers. Depuis

longtemps déjà, probablement dès la naissance de la République indienne, les musulmans ont été amenés à se demander s'ils ne pourraient jamais considérer l'Inde comme leur patrie. [...]

En août 2022, la Haute Cour de justice du Gujarat a prononcé la libération anticipée de 11 hommes, reconnus coupables de meurtres et de viols commis en 2002. Ces exactions ont eu lieu pendant des pogroms anti-musulmans que le gouvernement de Narendra Modi avait laissé s'accomplir en toute impunité – causant près de 2 000 morts. Comment Bilkis Bano, une des survivantes de ces pogroms, qui a perdu 7 membres de sa famille, dont sa fille de 3 ans, pourrait-elle continuer à vivre en sachant que les hommes qui l'ont violée et ont tué ses proches sont libres<sup>2</sup>? [...]

En 2020, j'ai visité les quartiers du nord-est de Delhi juste après qu'un pogrom similaire ait été commis<sup>3</sup>. Le feu venait de tout réduire en cendres et les taches de sang n'avaient pas encore commencé à s'estomper. J'ai vu des traces de larmes sécher sur les visages silencieux des survivants. En remontant depuis ces traces jusqu'aux yeux des survivants, je pourrai sûrement raconter là aussi des histoires d'appartenances et de trahisons. [...]

Il suffit d'un rien pour que les dieux de cet État hindou se sentent offensés par les musulmans... Nous devons baisser les yeux et ne pas faire de bruit, vivre dans la peur permanente, une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. On nous refuse tout simplement le droit de se sentir appartenir à ce pays, et même à nos propres foyers. Alors que j'écris ces mots, cinq mois après la destruction de notre maison, les habitants de

Kashana-e-Fatima sont devenus des fantômes. Atteints au plus profond de nous-mêmes, même la lueur au fond de nos yeux ou le ton de nos voix en sont transformés. Mon père a vu notre maison s'effondrer, sur un écran de télévision depuis un lit d'hôpital en prison. Quant à ma mère, elle était en train de prier tandis que Sumaiya et moi nous nous tenions blotties autour d'un smartphone, choquées de regarder en direct la démolition de notre maison sur YouTube. Les musulmans de l'Inde subissent d'innombrables violences visant à les soumettre. Les murs tombés de Kashana-e-Fatima sont des murs démolis parmi tant d'autres – démolis, mais dont la trace subsiste pourtant. À qui appartient Kashana-e-Fatima, et est-ce que cela n'importera jamais à quiconque?

PAR AFREEN FATIMA

## THE FUNAMBULIST

*The Funambulist*, publication anglophone basée à Paris qui propose une vision décoloniale et internationaliste de l'architecture grâce à des contributions des quatre coins du globe, lance sa version française! Résistance palestinienne, révoltes en prison, politique des banlieues, forêts en lutte, il y en a pour tous les goûts, du moment que ça parle de résistance collective face à l'architecture du pouvoir – et en plus les visuels sont renversants. Pour s'abonner, plus d'informations sur leur site: [thefunambulist.net](http://thefunambulist.net).

1. L'article entier est disponible en anglais sur le site du média *The Funambulist*: « We, Muslims of India, Unbelong to Our Own Homes », 15/12/2022.
2. Le 8 janvier 2024, la Cour suprême indienne, plus haute juridiction du pays, a annulé la libération de onze condamnés dans une affaire de viol collectif, ordonnant leur retour en détention. Les hommes avaient été accueillis en héros à leur libération, et une vidéo largement partagée en ligne montrait des proches et sympathisants les accueillant avec des friandises et des guirlandes [ndlr].
3. Le 23 février 2020, des affrontements au nord-est de Delhi font 53 morts et 250 blessés, majoritairement musulmans – les pires violences communautaires que la capitale ait connues en 40 ans. Elles surviennent en plein mouvement social contre la loi de citoyenneté et alors que des discours politiques ultra-nationalistes encouragent à la violence [ndlr].

## VISITER LES PRISONNIER·ES

## « La sueur des flics et les larmes des familles »

Depuis septembre 2020, le militant athé de culture musulmane Umar Khalid est emprisonné sans procès pour s'être opposé à la nouvelle loi discriminatoire sur la citoyenneté. À son amie Apeksha Priyadarshini qui lui rend régulièrement visite, il raconte l'importance de l'odeur des saisons, de la sueur de ses gardiens et de la lessive de sa mère.

**J**e connais Umar depuis plus de 8 ans et je lui rends visite régulièrement à la prison de Tihar, à New Delhi, ou bien lors de ses comparutions devant les juges<sup>1</sup>. Arrêté en vertu de la loi antiterroriste Unlawful Activities (Prevention) Act<sup>2</sup> en septembre 2020, accusé d'être le « cerveau » d'un complot ayant conduit aux émeutes de février de la même année, il attend toujours le début de son procès.

Visiter un détenu, c'est très fastidieux. Contrôles, longue marche entre les miradors, contrôles encore, longue attente, Umar est finalement amené en face de moi, une vitre de verre nous sépare. Nous nous parlons à travers un téléphone fixe. Cela dure 30 minutes maximum.

En prison, quand les sentiments semblent s'engourdir, les sens s'aiguisent. Umar me dit que ses souvenirs du temps passé enfermé reviennent grâce à ses sens, en particulier l'odorat. L'odeur des saisons l'aide à calculer les années écoulées – quatre hivers, trois étés, quatre printemps... Il dit qu'il se souvient de l'odeur dans l'air le jour de son incarcération. Chaque fois qu'il sent cette odeur, il sait que cela marque une nouvelle année d'emprisonnement. Les odeurs maintiennent sa sensibilité vivante.

Lorsque je lui ramène ses vêtements d'hiver fraîchement lavés, il me dit qu'il les trouve merveilleusement parfumés. Je souris: « C'est juste de la lessive, et tu n'aimes pas ça d'habitude, puisque tu n'aimes pas laver ton linge! » Nous rions ensemble – c'est peut-être le seul moment

où il rit pendant cette journée. Quand sa mère verse sur ses habits un *attar*<sup>2</sup> spécial envoyé par la famille, qu'elle veut que son fils porte pour l'Eid, Umar me dit que le jour où il les reçoit, sa cellule entière embaume de l'amour de sa mère.

Il y a aussi l'odeur des larmes et de la sueur. Quand les proches se précipitent pour s'approcher d'un détenu lors d'une comparution, les odeurs de leurs larmes fatiguées se mêlent à celle écrasante de la transpiration des policiers qui les repoussent. En Inde, le détenu est tenu par la main lors de son transfert de la prison au tribunal. Umar me dit que c'est

trop intime à son goût – la transpiration du policier persiste entre ses doigts. Il préférerait l'étreinte de ses amis et de sa famille – ce qui n'est pas permis. Alors il se contente d'une poignée de main fugace, d'un baiser volant, d'un geste de la main.

Lorsque je lui rends visite, il me donne des fleurs qu'il cueille dans la cour de la prison. L'odeur de ses fleurs que j'emporte me rappelle la permanence de notre amitié et de notre solidarité. Cela m'aide à me dire que cette obscurité, un jour, passera.

PAR APEKSHA PRIYADARSHINI

1. En Inde, les audiences publiques au tribunal permettent aux amis et aux membres de la famille de croiser les détenus, qui ne passent pas par des couloirs différents comme en France. C'est donc souvent l'occasion en attendant la comparution sur le même banc, de se prendre la main, d'échanger des baisers, de la nourriture, des nouvelles.
2. Parfum sans alcool obtenu par distillation de végétaux.



AMIR HAMZA, LE RETOUR

# Super pouvoirs contre super fascistes

Dans cette BD internationaliste, les graphistes indien-nes Orijit Sen et Pakhi Sen transforment l'oncle du prophète en super-héro twitter. Le voilà au secours de la population de Maqam Alnehr, un village imaginaire qui résiste à l'occupation fasciste de leur source sacrée. Ici, quelques extraits.

À l'heure où la culture musulmane est rayée des livres d'histoire et littéralement démolie par les fondamentalistes hindous, la bande dessinée *Heart of Light*, hommage aux résistances musulmanes, est remarquable. Spécialement réalisée par Orijit Sen et Pakhi Sen pour le concours de BD Hamzanama 2020, organisé par la fondation du prix Barzinji, elle en est sortie gagnante. Le Hamzanama, c'est un classique de l'histoire orale, vieux de plusieurs siècles (le 14<sup>e</sup> volume est publié en 1577). Le récit narre les exploits d'Amir Hamza, l'oncle du prophète Mahomet. La consigne délivrée aux participant-es: écrire et dessiner la suite des aventures, mais dans le monde d'aujourd'hui.

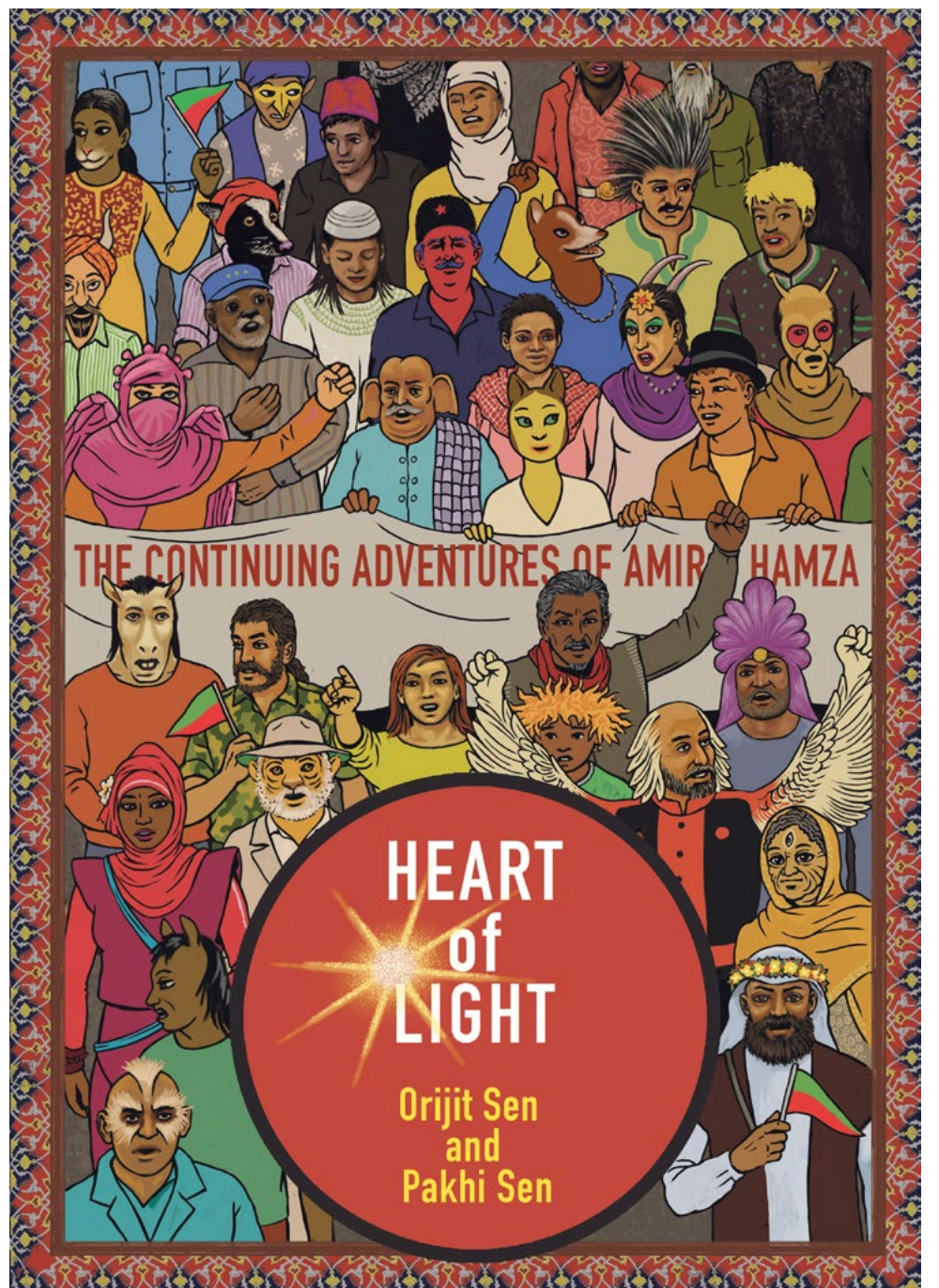
Orijit Sen est considéré comme le premier auteur de récit graphique en Inde, depuis la publication en 1994 de *River of Stories*, un récit-fiction sur la lutte contre le giga-barrage construit sur le fleuve Narmada. Aux côtés de Pakhi Sen, graphiste et illustratrice, ils revisitent le mythe façon bataille sociale. Dans leur version, Amir Hamza devient

une star des luttes populaires, suivie sur les réseaux sociaux. Volant au secours des opprimés, il va soutenir la fictive révolte populaire des villageois-es de Maqam Alnehr et les aider à récupérer le terrain d'une source sacrée accaparé par les «forces fascistes» du méchant, le général Yahoo.

Des chants révolutionnaires italiens, un drapeau qui ressemble étrangement à celui des Palestiniens, un commandant à l'accent américain, des têtes d'animaux dans la foule... Les auteur-ices mélangent avec brio une iconographie sortie des fables pour enfants, un style rappelant les miniatures mogholes, avec des ambiances de mobilisations piochées hors des frontières, pour nous offrir un conte internationaliste, contre les occupations militaires et industrielles du monde entier.

PAR C.A.

La BD est disponible sur le site: [hamzanama.org/heart-of-light](http://hamzanama.org/heart-of-light). Les planches extraites ici sont traduites par nos soins.







## MAIN BASSE SUR L'UNIVERSITÉ

# Les étudiant·es gauchistes payent l'addition

L'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi a longtemps été réputée pour ses grèves étudiantes. Mais depuis décembre 2023, toute manifestation ou fresque politique est passible d'une lourde amende. Les ex-syndicalistes étudiants Anirban Bhattacharya et Banojyotsna Lahiri s'inquiètent de la destruction de cet espace de liberté dans une tribune publiée en décembre dernier.

Quand nous étions étudiants à la Jawaharlal Nehru University (JNU), les grèves de la faim étaient récurrentes<sup>1</sup>. À chaque rentrée, les nouveaux étudiants étaient accueillis par des fêtes de bienvenue, mais l'union syndicale<sup>2</sup> s'empressait d'organiser sa propre cérémonie d'accueil: une grève de la faim prolongée [installée sur des tapis à l'entrée du bâtiment de la direction, ndlr]. C'est par ce moyen que nous présentions nos revendications: critères d'admissions conformes aux objectifs sociaux, construction de résidences adaptées, accès aux soins facilités, rémunération décente des travailleurs sur le campus, etc.

Alors que nous affrontons la faim, nous ne manquons pas de choses à faire: réfléchir à notre rapport de force face à l'administration, accueillir patiemment les multiples voix issues de la communauté étudiante, chanter des chants de lutte, confectionner des affiches colorées... sans pour autant délaissier nos tâches universitaires, entre les devoirs à rendre et les thèses à écrire.

Parfois, la grève était totalement victorieuse, parfois nous repartions complètement perdants de la table des négociations! Mais cette manière d'assiéger l'esplanade du «Palace Rose» [L'ensemble des bâtiments du campus est construit en brique, lui donnant un aspect rose-rouge] était un exercice d'apprentissage crucial pour nous, en tant qu'étudiants mais aussi comme citoyens appliquant des principes démocratiques. Les nouveaux venus ne pouvaient donc pas commencer leur année scolaire sans être passés par nos rassemblements!

## La direction au chevet des grévistes

Les étudiants trouvaient dans cette sorte de «cursus alternatif» une initiation à la pensée critique, l'assurance d'un collectif dévoué se battant avec acharnement pour les droits étudiants, ainsi qu'une vision solidaire de l'engagement, lorsque nous soutenions les professeurs et les employés d'entretien, qui organisaient leurs propres manifestations.

Même les membres de l'administration s'arrangeaient pour que les grévistes de la faim soient suivis régulièrement par des médecins. Ils gardaient un œil sur leur état d'affaiblissement et les faisaient hospitaliser si nécessaire. Ainsi, la direction reconnaissait que ces grèves étaient une forme légitime de militantisme. Elle était loin de criminaliser nos luttes.

Nous savions comme cela coûte (symboliquement) de se battre pour ses droits. Or, sous la férule du régime actuel, la direction de la fac a littéralement fixé un prix. Vingt mille roupies [environ 220 euros]. C'est le coût de l'amende inscrite dans le nouveau «Règlement sur la discipline et la bonne conduite des étudiants», qui criminalise tout notre répertoire politique: l'organisation de dharnas (sit-ins), la conduite de grèves de la faim, la tenue de toute forme de manifestations dans un rayon de 100 mètres autour de tout bâtiment universitaire (y compris celui de la direction). Tout contrevenant s'y voit menacé d'une amende pouvant monter à 20 000 roupies, mais aussi d'une expulsion temporaire ou définitive.

## Nos murs lessivés

En 2016 et 2017, qui furent des années mouvementées [voir encadré], le Palace Rose avait été converti en ce que nous appelions la «Place de la Liberté»: une salle de classe géante en plein air où des milliers d'étudiants se réunissaient pour entendre des orateurs discourir sur la liberté, le nationalisme ou la démocratie. Ce même Palace Rose est complètement méconnaissable. Désormais entouré de grilles de fer, le parking où nous organisons les grèves de la faim ressemble à une prison. Ces dernières années, ces offensives contre ce qu'avait représenté le campus ont été incessantes: enquêtes de police contre des activistes étudiants; falsification des quotas d'accès aux plus défavorisés; violations des règles de recrutements aux postes enseignants; refus du statut de membre aux syndicats étudiants dans les organes statutaires, et enfin, cerise sur le gâteau: l'interdiction des élections annuelles syndicales étudiantes [voir encadré].

«Vandalisme», c'est ainsi que l'administration nomme désormais nos murs saturés de peintures et de textes politiques – un geste lui aussi réprimé de la même amende. Or, les murs de la JNU ont toujours constitué un espace de dialogue, de respiration, de sensibilité. Ils racontaient des milliers d'histoires d'émancipation, par le pinceau et la peinture. Alors que dans nombre de structures éducatives, les murs sont aseptisés, concédant parfois quelques espaces dédiés aux affiches, ici les murs étaient libres. Des luttes des montagnes Niyamgiri à celles de la Palestine, des droits des travailleurs à l'émancipation des femmes, de Marx à Ambedkar, de Savitribai Phule à Rosa Luxemburg, nos sources d'inspiration couvraient les murs. La droite et l'extrême droite s'adonnaient d'ailleurs au même exercice, couvrant les briques de drapeaux nationalistes!

Ce sont les manifestations, les grèves de la faim, les couleurs sur les murs et les nombreuses voix dissidentes qui nous aident à ne pas devenir ces personnages qui «attendent avec patience et obéissance le maître du spectacle, pour être agités dans un mimétisme de la vie», selon les mots du poète Tagore.

PAR ANIRBAN BHATTACHARYA ET BANOJYOTSNA LAHIRI

## FACHOS HORS DE NOS FACS

L'université publique JNU est fondée en 1969, avec une mission radicale énoncée par son premier vice-chancelier: créer un centre universitaire interdisciplinaire destiné à résoudre les problèmes intrinsèques de la société indienne, tels que la pauvreté, le développement et la division sociale. Très tôt bastion de la pensée marxiste, professeurs et étudiant·es y discutent théories révolutionnaires et planification sociale – les penseurs français Sartre, Foucault ou Althusser y ont une belle place. Dès les années 1970, la JNU fait partie de ces espaces politisés où l'on pense les questions sociales en même temps qu'on vit et qu'on dort ensemble. C'est grâce aux mobilisations étudiantes au cours des décennies suivantes, que les objectifs sociaux de l'université ont été tenus: augmentation du nombre d'inscrit·es, parité régionale dans l'attribution des places, discrimination positive pour les candidat·es issues de «castes répertoriées» et «tribus répertoriées» – catégories défavorisées de la société. Ainsi, 40 % d'étudiant·es sont issus de familles à faible et moyen revenu. Depuis l'arrivée au pouvoir du BJP<sup>1</sup>, de nombreuses attaques contre cette institution ont eu lieu. En 2016, les étudiant·es de JNU ont été présentés comme d'anti-nationaux séditionnaires; le président de l'union syndicale et d'autres personnes dont Umar Khalid [voir p. 07] ont été arrêtés pour des motifs fallacieux<sup>1</sup>. La communauté étudiante et enseignante est écartée des consultations sur la gouvernance de l'université. L'admission des candidats issus de groupes défavorisés est rendue plus difficile par de nouvelles règles d'admission et une augmentation des frais d'hébergement dans les foyers.

Outre cette dégradation des droits, des attaques de groupes fascistes ont régulièrement lieu: la plus spectaculaire est celle du 5 janvier 2020, quand une centaine de militants d'extrême droite, cagoulés, déboulent sur le campus et font 34 blessés<sup>2</sup>. Le 1er mars 2024, des étudiant·es d'extrême droite ont mené une nouvelle attaque avec des bâtons de bois et des barres de fer contre une réunion des syndicats de gauche. Aux élections syndicales de mars 2024, c'est la joie sur le campus. Le syndicat d'extrême droite ressort grand perdant: il n'a obtenu aucun des quatre postes qui constituent l'union syndicale.

PAR C.A.

1. L'article original est consultable en ligne: «In JNU today, the price for free speech is Rs 20,000», *The Indian Express*, 14/12/2023.  
2. L'union syndicale est élue chaque année par l'ensemble des étudiant·es. Elle se compose de 4 représentant·es, issu·es de différents syndicats, pouvant aller de l'extrême gauche à l'extrême droite. Les grèves de la faim sont néanmoins menées par les représentant·es gauchistes.

1. Pour en savoir plus sur ce lieu et les révoltes de 2016-2017, lire «Révolte étudiante à New Delhi», sur le site Les blogs du «Monde diplomatique», 17/04/2016.  
2. Pour plus d'infos sur les attaques et révoltes étudiantes, à JNU et sur d'autres campus, voir le très beau film *Toute une nuit sans savoir* (2021).



Sur les murs des bâtiments du campus, la gauche et la droite s'affrontent en couleurs. D'un côté, les syndicats étudiants communistes AISF [All India Students Fédération] et AISA [All India Students Association] défendent les «besoins du peuple» contre les «profits du capitalisme» (1), la complaisance des médias vis-à-vis du régime (2) ou encore le pillage

des ressources et le vol de la dignité du peuple par les 1% les plus riches (4). De l'autre, le syndicat étudiant d'extrême droite ABVP [Akhil Bharatiya Vidyarthi Parishad] écrit «L'Inde d'abord» sur fond d'affiche de cinéma (3) ou dessine la «mère-patrie» qui tient dans sa main le drapeau safran des suprémacistes (5). Photos: Jean-Thomas Martelli.

## RÉSISTANCES AUTOCHTONES CONTRE L'EXTRACTIVISME



# Ici, même les arbres pleurent

**Hasdeo Arand, l'une des plus grandes forêts de l'Inde, est fortement menacée par un mégaprojet de mine de charbon. Les habitant-es, déterminé-es, s'organisent pour faire barrage à ce nouvel écocide. Ekta, documentariste prépare un film sur le sujet. Elle nous ouvre son carnet de notes.**

**« Qu'est-ce qu'on aurait pu faire? On n'avait pas le droit d'entrer dans la zone. On était nassés par la police. Alors on est restés sur place et on a pleuré. On entendait le vrombissement strident de**

la machine, le son des grands arbres qui tombaient, le tremblement du sol sous nos pieds. On entendait les arbres qui pleuraient, eux aussi. » Voilà comment les habitant-es de la forêt de Hasdeo Arand me racontent cette terrible matinée de décembre 2023.

Située au Chhattisgarh, un État du centre-est de l'Inde, cette forêt s'étend sur 170 000 hectares. C'est le plus grand massif forestier du pays, dense et très riche en biodiversité, abritant des essences d'arbres indigènes et un vaste habitat pour les éléphants. Hasdeo

**« On entendait le vrombissement strident de la machine, le son des grands arbres qui tombaient, le tremblement du sol sous nos pieds »**

Arand, habitée par 1,8 million d'adivasis\* représentant divers peuples autochtones, abrite aussi 18 gisements de charbon. Elle est devenue un lieu de résistance acharnée de ces peuples contre l'abattage des arbres et l'extraction minière depuis sa cession en 2011 au groupe Adani, dirigé par l'oligarque du régime, l'un des industriels les plus riches du monde, Gautam Adani.

### Des arcs face aux jeeps

Il faut s'imaginer un tel moment. C'est la nuit du 21 décembre 2023, les gens dorment. Ils sont subitement réveillés par les grondements d'une centaine de jeeps qui freinent devant les maisons, phares braqués sur eux.

« La police a débarqué à 3 h 30 du matin. J'étais nu, je ne portais même pas mes sous-vêtements. Ils m'ont poussé dans leurs vans, raconte Shiv Prasad Khusro, l'un des cinq opposants placés en garde à vue. Quand ma femme et mes enfants ont pris ma défense, ils ont menacé de les embarquer aussi. Quand nous leur avons demandé pourquoi on nous arrêtait, ils nous ont répondu qu'on n'avait pas le droit de leur poser de questions. » La veille, les villageois-es s'étaient rendus comme d'habitude au QG du comité de lutte Hasdeo Bachao Sangharsh Samiti (HBSS), un espace à ciel ouvert entouré d'arbres, juste à côté de la mine. On y trouve un petit abri où a été accrochée une banderole qui résume les revendications des villages que l'extraction du charbon a promis à la disparition. Iels exigent que l'entreprise respecte les décisions issues des assemblées villageoises, à savoir le refus du projet. Voilà deux ans que des habitant-es se retrouvent là tous les jours en signe de résistance et, de 10 heures du matin à 6 heures du soir, s'adonnent à leurs activités: tri des feuilles de la forêt, fabrication d'huile, confection de paniers, balais, matelas.

Alors que Shiv Prasad Khusro se fait arrêter dans son village, entre 50 et 60 personnes s'élançant vers la forêt munies d'arcs et de flèches, et se retrouvent face à une ligne de barrage de centaines de jeeps et d'hommes armés. Elles assistent à l'abattage des arbres aux sons des vrombissements sinistres des tronçonneuses. Le jeune Akhilesh raconte: « On avançait pour protéger un arbre, ils couraient vers le suivant. Ils nous ont arraché nos arcs

et nos flèches et les ont détruits devant nous. Ils ont pris des selfies en posant devant des tas d'écorces mortes. Malgré nos efforts, nous n'avons pas pu sauver un seul arbre. » Certaines femmes se sont évanouies, les jeunes hommes n'ont plus dit un mot. C'est ainsi que l'évacuation de la zone a commencé, avec pour objectif le démarrage de la phase 2 du projet de mine de charbon à ciel ouvert de Parsa East Kanta Basan.

Alors que la phase 1 du projet a impliqué l'accaparement de 762 hectares de terres, cette seconde phase prévoit 138 hectares supplémentaires. Sans notification préalable, ce 21 décembre 2023, 43 hectares ont été saisis et près de 150 000 arbres abattus. Pour les organisations qui résistent au projet, l'entreprise Adani opère dans l'illégalité: les signatures des autorités villageoises, imprimées sur les documents

**« Ils nous ont arraché nos arcs et nos flèches et les ont détruits devant nous. Ils ont pris des selfies en posant devant des tas d'écorces mortes »**

officiels, obligatoires pour commencer les travaux, seraient fausses. Et deux institutions gouvernementales de protection de l'environnement, le Indian Council of Forestry Research and Education (ICFRE) et le Wildlife Institute of India (WII), ont livré des rapports s'opposant à l'ouverture de la mine.

### Les jeunes adivasis rêvent de motos de course

Soudain, une petite fille tirant un camion en bois court vers moi: « Tata, tata, je veux une maison comme Adani! Il y aura de l'électricité et de l'eau qui coule d'un robinet. Je veux une maison dans laquelle je n'entendrai pas les machines. »

L'identité des adivasis ne se résume pas à la caricature qui en est souvent faite d'un peuple naïf, dépeint par les médias et les chercheur-ses comme des marionnettes entre les mains des industriels et des politiciens. En réalité, dans un pays moderne, néolibéral et fasciste, les identités adivasis sont multiples: ce sont des gens qui possèdent des terres, qui veulent instruire leurs enfants, qui veulent du pouvoir politique, qui veulent protéger leurs traditions, qui veulent des maisons en ciment, mais qui veulent aussi des smartphones à la mode et prendre l'avion. Ce sont des personnes qui réfléchissent et qui ont leurs propres visions de l'avenir.

De fait, certain-es résistent à l'entreprise, d'autres non. Cette dernière met des jeunes de son côté en leur donnant de l'argent, un travail avec contrat, en payant leurs études, en les aidant à réaliser leurs aspirations. Elle rachète leurs terres cédées à vil prix. Beaucoup des jeunes que j'ai rencontrés ont vite dépensé cet argent en achetant des motos de course, beaucoup se sont lourdement endettés, beaucoup sont morts dans des accidents. L'arrivée soudaine de l'argent de l'entreprise a déclenché des conduites à risque dans tous les sens.

Devenu un État à part entière en 2000, le Chhattisgarh est emblématique de la nouvelle Inde – un État moderne, corrompu, patriarcal et en cours

d'homogénéisation religieuse. Le BJP\* a réussi à se faire aimer des jeunes en les attirant dans des lieux de loisir et de divertissement en passant par la propagande religieuse. Beaucoup d'entre eux se rendent aux soirées disco hindutva\*, aux foires ou aux manifestations culturelles organisées tout au long de l'année. La culture des peuples autochtones est progressivement aspirée par les brigades de l'hindutva.

### Kete, un village rayé de la carte

J'ai rencontré beaucoup de déplacé-es lors de mes différents séjours. Depuis 2016, les 300 habitant-es de l'ancien village de Kete, rasé de la carte pendant la phase 1 du projet minier, ont dû s'installer dans d'autres villages voisins. « Nous avons protesté jusqu'au jour où un bulldozer est venu et a tout détruit sous nos yeux, témoigne Shiv Prasad Kuro, ancien habitant. J'ai emporté quelques pièces de bois pour reconstruire notre maison ici et composé des chansons sur les événements que nous avons vécus, pour que mes enfants connaissent leurs origines. »

La région de Hasdeo est majoritairement habitée par des Gond. Pour ce peuple adivasi, les arbres sont sacrés: on s'en remet à eux pour célébrer les naissances, les morts, les récoltes, les mariages. Le sarna est un bosquet sacré, identifié par le baiga (prêtre du village), où se déroulent les cérémonies divinatoires. « Nous ne les avons pas laissés abattre notre sarna, se souvient Phool Baso, un vieil homme de Kete. Nous les avons suivis sans relâche quand ils sont arrivés avec leurs gros engins. Mais ils ont tout détruit sous nos yeux. Nos ancêtres sont très en colère. » Tous-tes racontent la douleur d'habiter dans un village inconnu, où iels travaillent les terres des autres, se sentent comme des étrangers et sont coupé-es de leurs proches.

À son retour de la mine, Jageshwar, 22 ans, se plaint de terribles maux de tête. Son travail consiste à scier des billots de bois pour qu'ils soient transportables jusqu'à la ville la plus proche. « Toute la journée, je reconnais les arbres que je suis en train de scier. Personne chez moi ne sait quel travail je fais. À la mine, les alignements d'arbres vont aussi loin que le

**L'identité des adivasis ne se résume pas à la caricature qui en est souvent faite d'un peuple naïf dépeint comme des marionnettes**

vol du corbeau. Tout l'argent de leur vente ira à Adani! Nous avons travaillé vingt jours sans être payés. Nous n'y retournerons plus tant que nous n'aurons pas touché notre salaire. »

Lorsque je vais d'un village à l'autre, perdue dans mes pensées, je regarde la forêt. Je sens qu'elle n'oubliera pas. Les arbres se souviennent. Ceux qui sont encore debout se murmurent des paroles de deuil après ce massacre impardonnable. La terre n'oubliera pas ces actes. Elle se soulèvera et produira quelque chose d'inattendu.

## OMWASHING

# À qui profite le yoga ?



Zineb Fahsi enseigne le yoga, et porte un regard critique sur l'instrumentalisation de cette discipline. Du paravent « Peace and Love » derrière lequel Modi cache sa politique meurtrière, aux techniques de développement personnel en entreprise, l'autrice du livre *Le Yoga, nouvel esprit du capitalisme*<sup>1</sup>, partage son analyse.

Le yoga rassemble. Il unit le corps et l'esprit, l'humanité et la nature, et il rapproche des millions de personnes de part et d'autre de la planète, pour qui il est source de force, d'harmonie et de paix [...]. Il fait ressortir notre humanité commune et nous aide à comprendre qu'en dépit de nos différences, nous ne faisons qu'un. En cette journée internationale du yoga, embrassons l'esprit d'unité et employons-nous résolument à édifier un monde meilleur et plus harmonieux pour les gens, la planète et nous-mêmes. » Ce discours semble venir tout droit de la bouche d'un gourou. Et pourtant, c'est celui du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, prononcé à l'occasion de la journée internationale du yoga le 21 juin 2023. Discours qui ne manquera pas d'être retweeté par le Premier ministre indien Narendra Modi, l'initiateur même de cette journée. Le yoga au service d'un monde meilleur ? Une idée qui pourrait faire rêver, si elle ne servait pas en réalité à travestir les politiques d'institutionnalisation du privilège hindou, menées par le BJP en Inde depuis son accession au pouvoir.

## Le yoga au cœur du soft power indien

Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, le yoga, un ensemble de voies spirituelles millénaires dont la pratique repose entre autres sur des postures corporelles, des exercices de respiration et de la méditation, est au cœur du soft power indien, et plus précisément hindou. Une dynamique initiée dès 1893 par le moine Vivekananda. En pleine période d'expansion coloniale et missionnaire européenne, celui-ci se rend au Parlement des religions, situé dans la ville de Chicago, aux États-Unis. Dans un discours puissant, il présente l'hindouisme et son pendant pratique, le

yoga, comme une religion de paix et de tolérance, par opposition au christianisme conquérant, affirmant ainsi la supériorité morale et spirituelle de l'Inde sur l'Occident colonisateur.

Dans les années 1960 et 1970, alors que l'Occident sort tout juste des horreurs de la Seconde Guerre mondiale, s'enfoncent dans la Guerre froide et que les États-Unis s'enlisent au Vietnam, les gourous transnationaux indiens et leurs audiences hippies perpétuent cette association entre spiritualités dites orientales et pacifisme. La figure de Gandhi, qui combattit les Britanniques par un mouvement

Ces discours perpétuent le fantasme orientaliste d'une Inde éternelle, paisible, profondément spirituelle et mystique

de masse non violent et fut érigé en exemple par Martin Luther King, contribue à nourrir l'image de l'hindouisme et du yoga comme une religion et une pratique intrinsèquement tolérantes, au service de la paix. Consciemment ou inconsciemment, pour mieux critiquer la modernité occidentale, ces discours perpétuent le fantasme orientaliste d'une Inde éternelle, paisible, profondément spirituelle et mystique.

Définitivement paré de son aura « Peace and Love », le yoga devient alors le cache-misère idoine de nombreux agendas politiques nettement moins bienveillants. Pour désigner cette instrumentalisation, la sociologue Sheena Sood développe le concept de « omwashing »<sup>2</sup> – faisant référence au mantra sacré souvent chanté au début et à la fin des cours

de yoga. Alors que Narendra Modi utilise le yoga pour valoriser l'Inde à l'étranger et masquer ainsi son agenda politique ethnonationaliste (faisant oublier par exemple, à l'international, sa responsabilité dans les massacres de musulman-es ayant eu lieu en 2002 dans le Gujarat alors qu'il était à la tête de cet État), de nombreuses grandes entreprises occidentales mettent en place des cours de yoga à destination de leurs employé-es. À première vue inoffensive, cette mesure permet de ne pas remettre en question l'organisation du travail pour faire porter la responsabilité du bien-être au travail sur les salarié-es. Par exemple, l'entreprise Amazon, connue pour la pénibilité et la précarité des conditions de travail, a mis en place dans ses entrepôts des cabines « AmaZen ». Il s'agit de box minuscules qui proposent un catalogue de pratiques dites de « santé mentale et émotionnelle », allant de la méditation de pleine conscience à la répétition d'affirmations positives, censées « stimuler les salariés et les aider à recharger leurs batteries »<sup>3</sup>. Plus perturbant encore, une vidéo qui a récemment circulé sur les réseaux sociaux, où l'on voit Nissim Amon, instructeur zen israélien, invitant les soldat-es israélien-nes à méditer... pour mieux viser. Ne fermons plus les yeux sur ce que peuvent cacher nos salutations.

PAR ZINEB FAHSI  
ILLUSTRATION  
AUDREY ESNAULT

1. Textuel, 2023.

2. Sheena Sood, « Omwashing Yoga: Weaponized Spirituality in India, Israel, and the US », travail en cours.

3. « Des "cabines zen" dans les entrepôts Amazon : même les dystopies n'avaient pas osé », *Courrier international*, mai 2021.

## « UN FLOT DE SANG »

# Namdeo Dhasal, poète Panthers

À travers leurs poèmes contestataires, des jeunes auteurs dalits\* ont fait émerger une critique de la société de castes\* indiennes et, dans les années 1970, donné naissance aux Dalit Panthers.

Publié aux éditions de l'Asymétrie en août 2023, *Un flot de sang* est un livre majeur. Namdeo Dhasal (1949-2014) compte parmi les plus grands poètes indiens. Dans un style incandescent et charnel surgi tout droit des bas-fonds de Bombay, il a su révéler l'intensité

de la révolte des dalits (ou « intouchables ») contre l'hindouisme et les castes. Ses poèmes traduits du marathi, chefs-d'œuvre de la poésie dalit, révèlent d'une manière irrévrencieuse et déstabilisante, le quotidien de quartiers ségrégués fait d'humiliations, d'injustices, de cruauté, mais aussi de débrouille, de solidarités et de résistances. Cette littérature de jeunes auteurs dalits, en plus de bousculer la littérature indienne par son recours à l'argot, a été au cœur de la naissance, en 1972, du mouvement des Dalit Panthers. La traduction de leur manifeste complète ce recueil qui rend enfin accessible au lectorat francophone la radicalité du mouvement anti-castes des dalits. Extraits

On ne devrait plus jamais rien écrire dans l'obscurité  
Il faudrait tout labourer avec un âne tirant la charrue et partir de zéro

L'ÉGALITÉ POUR TOUS  
OU  
MORT À L'INDE  
– et gravé sur le cœur  
Ambedkar: 1978

Je l'ai vu  
Je l'ai rejeté à maintes reprises  
Mon cadavre qui erre  
D'une ville à l'autre  
Attends, arrête-toi un peu dans la lumière crépusculaire  
Un ivrogne téléphone au bon Dieu  
N'aie pas pour moi cette pitié  
Qui me dégrade  
Peut-être notre relation a fait son temps  
Hausse tes épaules et libère-toi  
De sorte que  
Tu pourras hachurer cette eau quelques fois

## Les Dalit Panthers

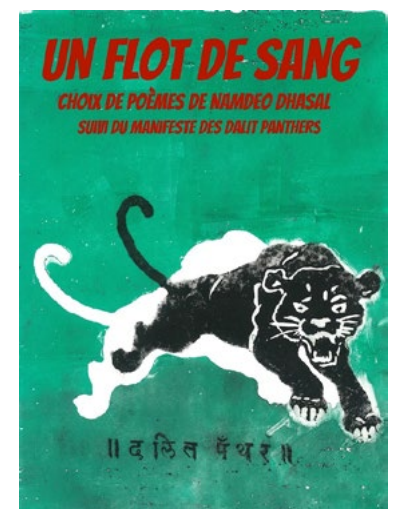
Le mouvement dalit, profondément légaliste, a été marqué par l'œuvre constitutionnelle du D<sup>r</sup> Ambedkar (1891-1956)<sup>1</sup>, le leader historique des dalits qui dirigea les travaux de la Constitution indienne à l'indépendance. Ce dernier s'opposa à Gandhi et à son mythe du « Harijan » – une

figure religieuse de l'opprimé résigné, qui continue à rester centrale dans l'Inde nehruvienne<sup>2</sup>. Au début des années 1970, la mobilisation d'un imaginaire de violence politique permet cependant aux Dalit Panthers de faire exploser ce carcan.

Inspirés par Ambedkar, influencés par le marxisme, mais aussi de manière plus sommaire par le radicalisme noir américain des Black Panthers, les Dalit Panthers apparaissent en 1972 à Bombay. Derrière le petit groupe d'écrivains et de poètes qui fondent l'organisation, on trouve une génération de dalits diplômés, qui, bien que bénéficiaires des quotas universitaires, sont confrontés au chômage de masse et aux discriminations. Face à une recrudescence des violences de caste et à la passivité de l'État, l'organisation prône l'autodéfense. Mais cette stratégie tourne rapidement court. Des émeutes antidalits à grand renfort de répression policière mettent rapidement en échec cette tentative de contre-violence des opprimés, face à des adversaires castéistes<sup>3</sup> dominant l'appareil d'État et déterminés à écraser cette révolte, y compris dans le sang. Cette rhétorique de la violence dalit s'en tiendra désormais aux discours dans les meetings Dalit Panthers, dont le langage corporel s'inspire des héros prolétariens du Bollywood de l'époque. Créant un lien symbolique avec la violence agraire

des naxalites (maoïstes), cette possibilité d'un ralliement des ambedkaristes [voir *fresque* p. 07] à la violence durablement marquée la société indienne. Son ravivement périodique (comme en 2006 et en 2018) continue de faire planer une menace face à l'ordre social des castes.

PAR NICOLAS JAUL



1. « Educate, agitate, organize » voilà le slogan de cet avocat dalit qui se mit toute sa vie au service de l'organisation des siens, dans le but d'« annihiler la caste » pour reprendre un titre de l'un de ses livres. Constatant à la fin de sa vie l'échec de son combat au sein de la société hindoue, il se convertit au bouddhisme en octobre 1956, suivi par des centaines de milliers de dalits.  
2. Jawaharlal Nehru est le premier Premier ministre de l'Inde indépendante – il occupera ce poste de 1947 à 1964.  
3. Qui défendent le système des castes et perpétuent les discriminations envers les castes opprimées.

## BOLLYWOOD

## De la couleur au cinéma

Anthropologue, fan de cinéma populaire hindi\* et autrice du livre *Blanc Bollywood – invention d'une peau cinématographique*, Hélène Kessous questionne la couleur (politique) des blockbusters de Bombay.

**A**vec son ouvrage *Blanc Bollywood – invention d'une peau cinématographique* (Mimésis, 2023), l'anthropologue et fan de Bollywood Hélène Kessous questionne les couleurs de peau dans le cinéma indien – première industrie cinématographique mondiale en nombre de films produits – pour mieux en révéler les normes dominantes autant que ses aspirations à l'universel. Entretien.

**Les films de Bollywood et leurs incomparables séquences musicales sont snobés par les Occidentaux: «trop longs», «trop kitsch», «trop mélo», «pas construits», «simplistes». Qu'est-ce qui te plaît, à toi?**

«Il y a 20 ans, lorsque j'ai vu mon premier film Bollywood, je suis tombée amoureuse de ce cinéma. J'ai eu une impression de liberté: dans ce cinéma, on se fiche des raccords, on peut tout à fait abandonner une idée de scénario au milieu, puisque le centre de la production, ce n'est pas une histoire bien ficelée mais une star, un parolier connu, des chansons, des personnages types (le fils parfait, le second jaloux, la voisine à marier). Bollywood est un cinéma d'archétypes, plutôt manichéen, qui s'est construit dans un pays plurilingue et multiconfessionnel, aux différences culturelles nombreuses. Ce que visent ces productions, c'est quelque chose de fédérateur: un langage commun pour parler à tout le monde. C'est un cinéma plus profond qu'il n'y paraît, qui aborde les thèmes existentiels et universels que sont le mal, l'amour, la fatalité. Et on le sous-estime sans doute aussi à cause de sa syntaxe, plus visuelle qu'orale: les expressions de visage, les attitudes, tout est exacerbé.

**«C'est un cinéma plus profond qu'il n'y paraît, qui aborde les thèmes existentiels et universels que sont le mal, l'amour, la fatalité»**

Ce que j'aime dans Bollywood, ce sont les sentiments et les sensations que le film procure. Si j'ai vécu un grand 8 émotionnel pendant trois heures; si j'ai ri, pleuré, frissonné; si je suis lessivée à la fin du film... c'est qu'il est réussi! Face aux critiques qui parlent de mauvaises productions, je rétorque qu'il s'agit d'un autre langage cinématographique. On devrait apprendre

cet autre langage, et ainsi apprécier les films avec d'autres critères. Un conseil pour commencer? *La Famille indienne*<sup>1</sup>, une valeur sûre.»

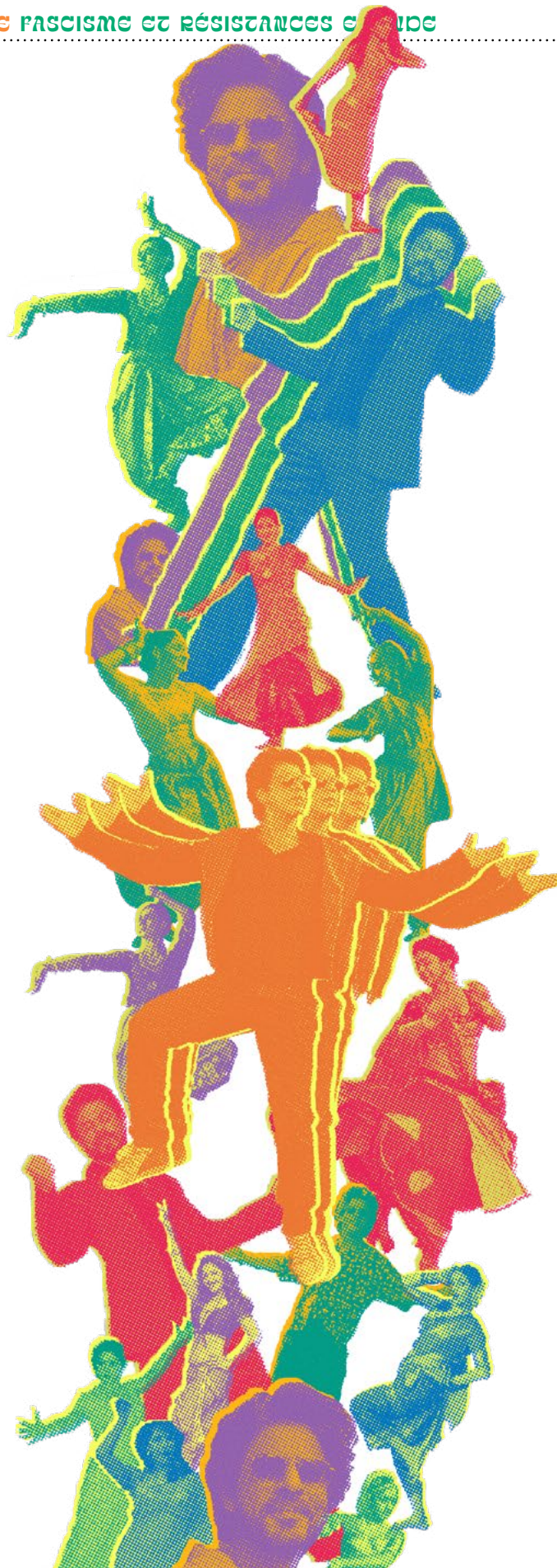
**Peux-tu nous en dire plus sur l'obsession des peaux blanches dans les films Bollywood?**

«Lorsque j'ai découvert ce cinéma, j'ai eu un choc: les acteurs étaient blancs. Les Indiens que j'avais vus dans des films occidentaux sur l'Inde, ceux que je fréquentais en France, ou ceux que j'ai croisés lors de mon premier voyage... tous étaient "marron". L'industrie du cinéma, mais aussi

**«L'industrie du cinéma, mais aussi de la publicité, de la télé, met systématiquement en avant des peaux blanches ou très claires»**

de la publicité, de la télé, met systématiquement en avant des peaux blanches ou très claires et j'en ai fait mon objet d'étude. *«Les stars sont tellement blanches qu'on dirait des Dieux»*, m'a un jour confié une vieille dame dans un train. Cette surreprésentation des peaux claires a de lourdes conséquences sur la société: énormément de jeunes gens rêvent de s'éclaircir la peau, l'industrie cosmétique en profite pour leur fournir des dizaines de marques de crèmes. Par contre, quand Shahrukh Khan joue un méchant, on le blanchit moins! On maintient l'idée que les castes supérieures seraient claires de peau et les basses castes, foncées. Dans la réalité, on ne peut pas corréler caste et couleur de peau. À cela s'ajoute la blancheur du colonisateur britannique, et du monde occidental d'aujourd'hui: l'équation blancheur et puissance sociale est bien ancrée dans l'imaginaire collectif. C'est ce qu'on appelle le colorisme, une discrimination subie au sein d'une communauté en fonction de la couleur de peau, avec comme norme la blancheur: tout ce qui s'en éloigne est considéré comme inférieur, voire laid. Or, si l'on considère la manière dont certaines communautés sont discriminées en Inde, notamment les adivasis\* à la peau très foncée, on peut parler clairement de dynamiques racistes. Le cinéma indien est un des supers véhicules de ce diktat.»

**Bollywood est pourtant une industrie où les musulmans ont du succès, ce qui dérange l'extrême droite hindoue. La star**



## KING KHAN

Shahrukh Khan – SRK pour les intimes – est bien plus qu'un acteur de Bollywood. King Khan, né le 2 novembre 1965, a joué les jeunes premiers dans des dizaines de blockbusters depuis le début des années 1990, avant de faire son grand retour dans des rôles de méchants de films d'action en 2023. Tour à tour riche avocat sombrant dans l'alcool, désespérément amoureux d'Aishwarya Rai dans *Devdas* (2002), improbable joueur de foot professionnel dans le sentimental *Kabhi*

*Alvida Naa Kehna* [Ne dis jamais adieu] en 2006, musulman neuroatypique pourfendeur de l'islamophobie dans *My Name is Khan* (2010), c'est une star absolue dans les nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient où s'exportent les films en hindi tournés dans les studios du quartier de Goreagon à Mumbai (autrefois Bombay) et l'un des comédiens les plus riches du monde. Né dans une famille musulmane, marié à une femme hindoue, il critique publiquement l'intolérance religieuse du BJP.

PAR JUDITH CHOURAQUI

**Shahrukh Khan [voir encadré] s'est fait troller sur les réseaux sociaux après avoir défendu une «société multiculturelle». Quels effets ont ces attaques sur la profession et la production?**

«Les musulmans sont présents dans le cinéma indien de différentes manières. Il y a d'abord les grands paroliers, les musiciens, les scénaristes, etc. Et bien sûr, les stars, comme les trois Khan: Amir, Salman et Shahrukh. Ils sont musulmans mais ne jouent pas forcément des rôles de musulmans! C'est important de le souligner. Toute sa

carrière, Shahrukh Khan a interprété le genre idéal hindou, et ça ne posait aucun problème! Aujourd'hui, il y a de plus en plus d'autocensure. Les réalisateurs hésitent avant de proposer un scénario avec des musulmans.

**«Les contenus d'Amazon ou de Netflix sont vérifiés par le ministère de l'Information, qui peut désormais interdire, modifier ou enlever des scènes»**

## REMETTRE LES PENDULES A L'HEURE

«Pourquoi vos films sont-ils si longs?» demande en 2002 un journaliste français à la star Shahrukh Khan venu à Cannes présenter le film *Devdas*. Et lui de répondre: «Pourquoi vos films sont-ils si courts?»

Des envoyés du RSS [voir p. 12-13] font du lobbying auprès des producteurs pour changer les histoires car, selon eux, Bollywood est trop multiculturel et trop libéral. Mais si nous assistons à un tournant dans le cinéma, il reste de l'espoir: on a vu Shahrukh Khan dans trois films en 2023, dont deux qui ont explosé tous les records d'entrées!»

**Penses-tu que l'industrie de Bollywood puisse devenir un instrument de propagande du régime?**

«Lors de la dernière campagne électorale en 2019, j'ai été choquée de voir sur les réseaux des stars de Bollywood en pleine séance de selfies avec le Premier ministre. On assiste à un tournant inquiétant. En 2021, le gouvernement a aboli le tribunal d'appel de recours précieux et efficace qui permettait à bon nombre de réalisateurs de gagner en appel contre le bureau de la censure et ses demandes de coupes conséquentes. C'est désormais terminé. Depuis peu aussi, de nouvelles lois ont mis au pas les plate-

**«Les sujets mythologiques hindous, les films militaires à la gloire de la Nation, contre le Pakistan ou autres ennemis fantasmés, se multiplient»**

formes: les contenus d'Amazon ou de Netflix sont vérifiés par le ministère de l'Information, qui peut désormais interdire, modifier ou enlever des scènes. Dans les salles aussi on voit pointer des changements importants: les sujets mythologiques hindous, les films militaires à la gloire de la Nation, contre le Pakistan ou autres ennemis fantasmés, se multiplient. Ce qui est plus étrange c'est que certains de ces films comme le blockbuster *RRR*, dont le scénario est pourtant proche de l'idéologie de l'extrême droite hindoue, arrivent à séduire à l'international. Mais ce n'est pas parce qu'un film comme *Kashmiri Files*, nationaliste et xénophobe, a fait beaucoup d'entrées que ça marche à tous les coups. *Brahmastra*, un film de superhéros mythologique, ou encore *Samrat Prithviraj*, un biopic nostalgique de l'empire hindou, – tout ce que défend le parti au pouvoir –, ont fait un véritable flop! Il reste donc un peu d'espoir.»

PROPOS RECUEILLIS PAR CAMILLE AUVRAY COLLAGE ALICE DUROT

1. En hindi: *Kabhi Khushi Kabhie Gham* (2001).

## METTRE EN SCÈNE LES VIOLENCES SEXUELLES



# « Nous avons trouvé dans le théâtre un remède puissant »

**Partie rencontrer des femmes victimes de violences pour tourner un documentaire, Angarika G. a bifurqué et décidé de monter une troupe de théâtre avec elles. Récit d'une expérience transformatrice qui les mène aux quatre coins du pays.**

**M**araa signifie « arbre » en langue kannada. C'est aussi le nom d'un collectif d'artistes né en 2008 à Bangalore, au sud de l'Inde, dans l'intention de diffuser les pratiques qui ont lieu dans les « marges »<sup>1</sup>. Depuis 15 ans, ils et elles ont participé – avec peu de moyens – à la fondation des dix premières radios communautaires du pays, formé des femmes au journalisme, proposé des formations et de l'accompagnement à la création, produit des films sur les questions de travail et de migration, écrit sur les sexualités, la censure des médias et les littératures minorisées.

Autogestion, salaire identique pour tout le monde, décisions au consensus : voilà comment ce petit groupe de personnes déterminées propose un regard radical et poétique sur le monde. Angarika, travailleuse

inclassable et féministe, a rejoint le collectif Maraa il y a quelques années. Elle nous raconte la fondation d'une troupe avec des femmes victimes de violences sexuelles : le Freeda Theatre. Verbatim.

« Tout a commencé quand je suis partie tourner un documentaire sur les expériences de femmes victimes de violences sexuelles et de caste<sup>2</sup>, avec une autre membre du collectif Maraa. C'était en 2018, au Madhya Pradesh, un État du centre du pays. Nous les avons écoutées raconter leurs combats face aux discriminations et à l'indifférence du système juridique, face à l'humiliation et à l'isolement au sein de leurs familles. À travers ce film, nous avons pour objectif de faire entendre leurs histoires par la police, les médias et divers représentants gouvernementaux. Cela nous obligeait à travailler leurs récits sous la forme de témoignages clairs et précis, à rendre la réalité bien lisse. Une question a surgi : que faire du reste ? De ce qui est si difficile à exprimer et que nous sentions si fort, pourtant, lorsque nous rencontrions ces femmes ?

De retour à Bangalore, nous avons décidé de nous mettre au théâtre et c'est le metteur en scène Anish Victor<sup>2</sup>

**À travers ce film, nous avons pour objectif de faire entendre leurs histoires par la police, les médias et divers représentants gouvernementaux**

qui nous a formées. Il nous a proposé de placer nos corps au centre de notre exploration. Comment est-il témoin ? Comment stocke-t-il la mémoire ? Le processus de création théâtrale a été, pour nous, une véritable révélation. Nous avons créé un spectacle, *Chu Kar Dekho*, basé sur les témoignages que nous avons récoltés, mais aussi sur nos propres expériences de la violence sexiste. En 2021, nous avons joué cette pièce devant les femmes qui nous avaient confié leurs histoires quelques années auparavant. Lors des représentations, la frontière avec les spectatrices s'est estompée. On avait l'impression qu'elles respiraient avec nous. Nous leur avons demandé si elles aimeraient faire du théâtre et c'est ainsi que l'aventure a commencé. Avec cinq d'entre elles, âgées de 21 à 40 ans, nous avons construit un spectacle.

Nous avons créé des scènes autour du travail des femmes : au travail, à la maison, pendant la grossesse. Nous avons exploré des désirs considérés comme tabous au sein de notre société patriarcale : être belle, étudier, vivre seule, tomber amoureuse. Nous avons aussi passé beaucoup de temps à discuter autour de questions comme : la superstition est-elle une réalité ? Qu'est-ce qui détermine la valeur d'une femme ? Sa caste, son travail, ou le simple fait d'être elle-même ? Que signifie la liberté pour une femme ?

« Si je mets du rouge à lèvres, ou si je mets un nouveau sari, ma famille me dit : pourquoi tu te fais si belle ? As-tu oublié ce qui t'est arrivé ? » raconte l'une des membres du Freeda Theatre, révélant

les dimensions morales qui infusent dans le quotidien et prolongent l'agression. Ainsi circule l'idée que si une femme a vécu des violences sexuelles, elle ne ressentira plus de désir ou bien que marier rapidement une victime est un moyen de regagner son « honneur perdu ».

Dès le début, les femmes étaient certaines qu'elles ne voulaient pas être identifiées uniquement comme des survivantes, victimes d'événements traumatiques. Aussi, la jeune génération plaide pour la liberté, l'émancipation, l'affranchissement de la tradition, tandis que les plus âgées se tenaient fermement à l'autre extrémité de la ligne. Cependant, nous constatons que les discriminations subies de génération en génération avaient laissé des traces enfouies dans les corps des participantes, appartenant toutes les cinq à des castes infé-

**Lors des représentations, la frontière avec les spectatrices s'est estompée. On avait l'impression qu'elles respiraient avec nous**

rieures. Durant l'atelier, ces traces se sont révélées, et elles ont trouvé une sorte d'appartenance à un corps collectif intergénérationnel. En tant que coordinatrices issues de classes et de castes plus privilégiées, n'ayant pas vécu de telles violences, nous étions confrontées à des questions difficiles. Le processus n'est-il pas en train d'amener les personnes à revivre leurs traumatismes ? Nos positions sociales nous autorisent-elles à les « diriger » ? Après une répétition difficile, nous avons décidé de poser ces questions au groupe. « Parfois, lorsque nous jouons cette scène particulière, je revis ce moment précis. Ma tête devient lourde. C'est difficile. Mais alors je me souviens que je ne suis pas seule. Je sens les autres sur scène avec moi. Et cela me donne le courage d'avancer », nous dira une des femmes

de la troupe. Nous avons trouvé dans le théâtre un remède puissant. « Avant, lorsque le souvenir de ce qui s'était passé me revenait, je restais bloquée. J'avais l'impression de me noyer. Mais travailler sur le spectacle m'a ouvert une porte de sortie. Quelque part, je me sens enfin libérée de ma propre histoire », raconte l'une des comédiennes.

**Lentement et doucement, nous avons découvert la possibilité d'un "toucher" qui ne soit ni sexualisé ni menaçant**

Travailler en partant du corps est un travail de longue haleine. Les femmes ont passé plusieurs mois à se remettre sur pied et rassembler leurs forces. L'une des participantes, par exemple, ne pouvait pas regarder son interlocuteur dans les yeux. Plus tard, elle a raconté comment son père lui avait toujours appris à baisser les yeux, car c'est ce qu'on attend de sa caste inférieure. Lentement et doucement, nous avons découvert la possibilité d'un « toucher » qui ne soit ni sexualisé ni menaçant. Le spectacle est devenu un espace où nous pouvons revendiquer notre dignité. Un lieu où nous pouvons chuchoter et nous confier ; être une femme qui s'enfuit avec son amant d'une autre caste ; qui mange à sa faim ; ou bien qui prend son temps pour se préparer avant de sortir. Le théâtre n'est pas seulement là pour déclarer ce qui ne va pas, mais aussi pour suggérer : « et si ? », « et pourquoi pas ? ».

Nous avons intitulé notre pièce *Nazar Ke Samne*, (Devant vos yeux). Nous sommes contactées par des organisations à travers le pays, qui nous invitent à jouer. C'est parfois difficile de quitter le foyer : certaines racontent que leurs maris se retrouvent forcés à s'occuper d'eux-mêmes, le temps de la tournée ! Le spectacle, gratuit, se termine par un tour de chapeau qui permet à la troupe de se déplacer pour de nouvelles dates. Aujourd'hui, alors que le Freeda Theatre parcourt l'Inde rurale et des quartiers populaires pour jouer son spectacle, dans des maisons, des théâtres, des salles des fêtes, les performeuses rencontrent d'autres femmes qui leur ressemblent. La discussion s'engage à la fin des représentations. « Il y a quelques années, nous étions dans le public. Aujourd'hui, nous sommes sur scène. Ce parcours que nous avons fait permet d'aider d'autres femmes ». C'est la base du Freeda Theatre, nommé ainsi, car l'une des femmes voulait que l'idée de liberté y soit centrale. Une étincelle qui peut construire un mouvement, à travers le théâtre et la création, pour retrouver le pouvoir, en nous-mêmes, de créer et d'exprimer. Comme le dit souvent l'une des comédiennes : « C'est depuis la scène de théâtre que nous avons enfin obtenu justice. » »

**PAR ANGARIKA G. ILLUSTRATION CAMILLE JACQUELOT**

<sup>1</sup> Plus d'informations sur le site du collectif : maraa.in.

<sup>2</sup> Anish Victor est l'ex-directeur des programmes de formation à la India Foundation For the Arts. Il a cofondé la troupe de théâtre Rafiki.

## LUTTES LGBT+

# C'est sur le terrain que ça se passe

**Universitaire, journaliste et activiste gay, Ashley Tellis raconte comment la libération sexuelle n'a pas encore eu lieu en Inde. Critique des ONG luttant pour les droits des LGBT+, qu'il considère animées par la bourgeoisie, il défend un militantisme radical de terrain auprès des plus marginalisé-es.**

La sexualité n'est pas à l'agenda politique en Inde. Pas seulement au sein du parti au pouvoir, mais dans tous les partis politiques. Le viol est à l'agenda, les angoisses liées au fantasme d'une « reproduction musulmane agressive » sont à l'agenda, mais le désir, l'orientation sexuelle ou la sexualité en général n'y sont pas. L'amour ? On en parle à la rigueur pour condamner le « Love Jihad », cette théorie complotiste des nationalistes qui postule que quand un homme musulman et une femme hindoue décident de s'enfuir pour vivre une histoire librement, c'est que l'homme l'a séduite pour « grand-remplacer » la population hindoue. Si la plupart de nos élus ont conscience qu'il y a un grand besoin d'éducation sexuelle à l'école, ils ne font pas grand-chose pour qu'elle soit véritablement mise en œuvre – certains même s'y opposent.

Aux quatre coins du pays, des tribunaux obligent des victimes à épouser leurs violeurs.

Aux quatre coins du pays, des tribunaux obligent des victimes à épouser leurs violeurs. Ainsi, un célèbre juge dira lors d'une audition en 2021 à une personne ayant commis un viol : « Si vous voulez vous marier avec elle, nous pouvons vous aider. Sinon, vous perdrez votre travail et irez en prison. » Une nouvelle loi, passée début 2024 en Uttarakhand, un État du Nord, rend illégal le fait de vivre en concubinage sans le déclarer : il faut désormais remplir une autorisation devant les pouvoirs publics !

## La vie privée est un luxe bourgeois

Les classes et les castes moyennes et supérieures ont toujours été au pouvoir en Inde. Elles n'ont donc jamais été véritablement progressistes – qu'elles appartiennent au parti social-démocrate du Congrès ou au BJP\*. Féodales, patriarcales et oppressives, elles dirigent le pays de cette manière-là... Logique ! Hélas, l'immense majorité des personnes

qui défendent la cause LGBT+ sont issues de ces mêmes classes et castes supérieures. Cette cause est apparue dans les années 1990, avec le néolibéralisme et le financement de la lutte contre le Sida dans le « Sud global ». L'homosexualité était alors davantage une catégorie sanitaire/épidémiologique que politique. S'abritant derrière leurs ordinateurs ou dans le confort des bureaux de leurs ONG, leurs militant-es ne sortent pas des enclaves urbaines réservées aux riches. La cause LGBT+ en Inde n'a jamais été une lutte de terrain, contrairement, par exemple, au mouvement des femmes des années 1970 qui, bien que majoritairement urbain, de caste et de classe supérieures, s'alliait au mouvement des dalits\* et se mobilisait sur le terrain sur des problématiques transclasses et transcastes – la dot<sup>1</sup>, la sati<sup>2</sup>, les violences sexuelles et domestiques.

L'immense majorité des personnes qui défendent la cause LGBT+ sont issues de ces mêmes classes et castes supérieures

Le droit est le seul domaine de « lutte » des militant-es de ces ONG, de quoi révéler leur conception descendante du changement. Et même au sein du combat légaliste, leur vision est élitiste. Alors que les militants d'AIDS Bhedbhav Virodhi Andolan (ABVA) [voir encadré] demandaient l'abrogation de l'article 377 du Code pénal indien qui criminalise les actes sexuels « contre-nature » et légalise le harcèlement des homosexuel·les, les ONG de la cause LGBT+ se sont limitées à en demander une « révision ». Elles se sont contentées de la décriminalisation des relations sexuelles homosexuelles, mais « en privé » et « entre personnes consentantes ». La vie privée est un luxe bourgeois. Celles et ceux qui peuvent s'offrir des chambres à coucher n'ont pas besoin qu'on les autorise à baiser « en privé ». Ce qui n'est pas le cas des personnes LGBT+ de la classe ouvrière

ou habitant les zones rurales. Et ce texte laisse complètement de côté les hijras, femmes trans dépourvues de droits fondamentaux qui vivent en communauté en marge de la société, souvent obligées à se prostituer ou à mendier, et qui ne sont absolument pas protégées par ces « autorisations ».

## Les besoins de la communauté hijra ignorés

Le résultat est édifiant lorsqu'on s'intéresse aux deux grandes causes actuelles de la lutte pour les droits des minorités sexuelles en Inde : le mariage homosexuel et la pleine intégration des personnes trans dans la société. La Cour suprême a renvoyé la balle au parlement concernant la demande de légalisation du mariage entre personnes du même sexe en déclarant, à juste titre, qu'il n'était pas de son ressort de produire des lois, mais simplement de les interpréter. Il est peu probable que le Parlement, qu'il reste à majorité suprémaciste hindoue ou non, soit un jour favorable au mariage homosexuel.

Quant à la loi de 2019 de « protection des droits des personnes transgenres », elle a été orientée pour satisfaire avant tout les personnes trans aux statuts sociaux privilégiés, qui ont focalisé le débat législatif sur les terminologies de l'identité (queer, genre fluide, non binaire, et toutes ces catégories intellectuelles) plutôt que de batailler pour les besoins des

S'abritant derrière leurs ordinateurs ou dans le confort des bureaux de leurs ONG, leurs militant-es ne sortent pas des enclaves urbaines réservées aux riches

personnes de la communauté hijra. Celles-ci se battent pour l'accès à une sécurité sociale et à la discrimination positive<sup>3</sup> : privées d'éducation, d'emploi et de tout moyen de survie, la mendicité et le travail du sexe, qui sont leurs activités, étant lourdement criminalisés.

Finalement, les minorités sexuelles n'ont pas subi d'attaques significativement plus virulentes de la part de l'extrême droite que du côté des élites sociales-démocrates. Les plus privilégié-es de notre mouvement, complices du capitalisme, apparaissent donc paradoxalement comme des adversaires plus direct-es que les adorateurs de Modi. Seul un travail indépendant, organisé par et avec les minorités sexuelles des sections les plus marginalisées de la société, pourra amener des avancées véritablement révolutionnaires.

PAR ASHLEY TELLIS  
ILLUSTRATION GARTE

## LA DÉCRIMINALISATION DE L'HOMOSEXUALITÉ

C'est en 1991 que paraît un rapport précurseur et explosif écrit par les 7 auteurs du jeune collectif autonome et autofinancé ABVA (pour AIDS Bhedbhav Virodhi Andolan), fondé en 1988 : *Less Than Gay - A Citizens' Report on the Status of Homosexuality in India* [Moins que gay – Un rapport citoyen sur la situation de l'homosexualité en Inde]. Derrière sa couverture rose, ses 70 pages nous livrent le premier rapport national jamais écrit sur cette question. Une étude réunissant des expériences queers des quatre coins du pays et racontant les sexualités réprimées, l'amour interdit, la fuite du domicile familial, la prostitution, les suicides lorsqu'on découvre qu'on est séropositif·ve. Dans son introduction, le rapport affirme d'emblée que l'homosexualité n'est pas un concept occidental, ni de culture étrangère ou d'origine capitaliste, et prévient « qu'aucune de ces allégations ne peut tenir face à la réalité empirique ou le pur et simple bon sens ». On y trouve une liste de revendications d'avant-garde pour la société d'alors, telle l'abrogation de la section 377 du Code pénal qui criminalise les actes sexuels « contre l'ordre naturel », mais aussi le droit à la vie privée,

et la modification de la Constitution pour qu'elle contienne « l'orientation sexuelle ». Au début des années 1990, ABVA lance des campagnes subversives, comme celle réclamant la distribution de préservatifs en prison, en pleine épidémie de sida, ou encore l'ouverture à New Delhi d'un centre de santé communautaire gratuit pour les travailleur·ses du sexe.

En 1994, lorsqu'ABVA dépose une requête contre l'article 377 devant le tribunal, aucune personne homosexuelle n'ose témoigner publiquement. Trente ans plus tard, les choses ont bien bougé : en 2018, la Cour suprême décriminalise les relations homosexuelles entre adultes consentants et considère l'article 377 anti-constitutionnel, provoquant liesse et manifestations publiques de joie dans tout le pays. Mais la loi n'a pas été abrogée : le sexe oral ou anal peuvent toujours être considérés comme « contre-nature » et passibles de sanctions si l'un·e des partenaires d'une relation hétérosexuelle décide de l'invoquer. Le travail de terrain continue et ABVA a sorti en 2022 une nouvelle édition du « petit livre rose ».

PAR C.A.



## MÉDIAS D'EN BAS

## Chroniques de l'Inde rurale



**L'Inde est avant tout une nation rurale, n'en déplaise aux images d'hyper-modernisme relayées par le pouvoir. Les manifestations paysannes de ces dernières années témoignent de la vitalité de territoires que le média PARI Network s'est donné pour mission de documenter.**

**D**evant le regard vigilant de leur gardien, un troupeau de dromadaires nous tourne le dos. Le bout de leurs pattes est à peine immergé dans une eau qu'on imagine de plus en plus rare sous un soleil aride. Ainsi s'ouvre la Une du média en ligne *People's Archive of Rural India* [Archives populaires de l'Inde rurale] (*PARI*), ce 3 mars 2024<sup>1</sup>, date de la journée mondiale de la vie sauvage. Cette photographie illustre un article sur les dromadaires Kharai, une espèce qui a besoin de la mangrove pour survivre et qui, comme cette flore, est en danger du fait de l'assèchement brutal de leur biotope. Dans le désert du Kutch, au Gujarat, dans l'ouest de

**PARI porte deux missions principales: relayer l'actualité du pays et de ses zones rurales, et archiver leurs histoires**

L'Inde, les températures atteignent régulièrement les 45 °C. Dans le documentaire «Les chameaux de la mer»<sup>2</sup>, nous dit l'article, on découvre les deux communautés qui protègent ces animaux: les Fakirani Jat et les Bhopa Rabari.

Mettre ainsi en avant une communauté rurale peu connue, y compris en Inde, est propre à la ligne éditoriale du média *PARI*. Lancé le 20 décembre 2014 par le journaliste et expert de la

**L'Inde compte une population dite « rurale » de plus 833 millions de personnes parlant plus de « 700 langues, certaines vieilles de plusieurs millénaires »**

ruralité indienne Palagummi Sainath, il est – sans mauvais jeu de mots – un pari journalistique et démocratique hors norme, financé par l'association non lucrative CounterMediaTrust, des dons et des subventions d'organismes philanthropiques internationaux. Ces soutiens ne permettent pas de rémunérer tous les contributeurs, souvent bénévoles, mais permettent d'accompagner et former de jeunes journalistes souvent issus de communautés marginalisées. *PARI* porte deux missions principales: relayer l'actualité du pays et de ses zones rurales, et archiver leurs histoires<sup>3</sup>. Sur leur site, on retrouve ainsi aussi bien des chansons de femmes et leurs décryptages que des reportages couvrant la colère paysanne depuis le point de vue des premiers concernés, comme celles se déroulant actuellement au Punjab [lire p. 11]. Très présent sur Instagram, *PARI* fait émerger en photos, reportages, textes, vidéos et podcasts, les voix, langues et visages de celles et ceux qui ont été invisibilisés par la « modernité tardive » et qui incarnent

l'aspiration à d'autres modèles économiques et sociaux.

### Des articles en 13 langues différentes

L'Inde, rappelle le média, compte une population dite « rurale » de plus 833 millions de personnes parlant plus de « 700 langues, certaines vieilles de plusieurs millénaires ». Pourtant, d'après le recensement linguistique du pays, seulement 4 % de ces langues sont enseignées. Pour tenter d'inverser la tendance, *PARI* publie des articles en 13 des langues officielles indiennes.

À l'occasion de la journée internationale dédiée « aux langues maternelles », *PARI* a abordé la disparition de certains termes vernaculaires, comme le signe des évolutions de la société indienne. Ainsi, le changement climatique provoque la disparition des noms locaux de certains oiseaux domestiques, dont l'image s'efface aussi peu à peu de la mémoire collective. De manière plus positive, on observe la suppression dans le langage courant de certaines insultes réservées aux basses castes\*, une forme de violence « que personne ne regrette », nous rappelle l'auteur de l'article.

Le média propose aussi une riche section audiovisuelle qui permet de répertorier, y compris par playlists, des langues (« basha ») donnant à écouter différentes sonorités ainsi que leurs champs lexicaux du quotidien.

### Des voix dissidentes contre le pouvoir

Le paysage audiovisuel indien a connu un énorme essor économique: en 25 ans, l'Inde a vu surgir « 900 chaînes TV, plus de 550 stations radio, 100 000 publications »<sup>4</sup>. L'usage d'internet est lui aussi massif, avec la moitié de la population qui a accès aux réseaux sociaux. Mais cette frénésie est loin d'être synonyme de liberté. L'avènement d'un pouvoir autoritaire

**Le changement climatique provoque la disparition des noms locaux de certains oiseaux domestiques, dont l'image s'efface aussi peu à peu de la mémoire collective**

depuis 2014 a fortement bridé le monde médiatique [voir encadré]: autocensure, censure, attaques physiques et verbales à l'encontre des journalistes « dissidents », et surtout la complaisance d'un grand nombre de médias et de leurs investisseurs à la propagande du régime.

Si la presse hindiphone et anglophone domine, ancrée dans les métropoles indiennes, des réseaux alternatifs existent. Outre quelques médias indépendants (on pense à *Scroll.in*, *The Wire* ou *Caravan*) plutôt destinés à un lectorat éduqué, ces dernières années ont vu l'émergence de voix puissantes émanant des friches périurbaines et des marges rurales, ces zones délaissées de l'Inde postcoloniale. Citons en exemple *Khabar Lahariya*, média papier créé en 2002, en ligne depuis 2013, documentant la ruralité par un prisme féministe. Ou encore *Gaon Connection*, une plateforme d'information en ligne villageoise (*gaon* signifiant « village » en hindi).

*PARI* s'inscrit dans cette démarche en faisant la part belle à un journalisme d'archives constituées *in situ*, autant que d'articles de terrain. Les auteurs, souvent issus des communautés dont font l'objet les reportages, portent une attention particulière au consentement à l'image, aux citations des intéressés, sans prise de position moralisante ou points de vue émanant uniquement des « acteurs du changement », ONG, politiques ou autres acteurs venus des mondes urbains. Un journalisme plurilingue,

**Un journalisme plurilingue, par et pour les marges rurales**

par et pour les marges rurales. Difficile d'évaluer l'impact de ces médias dans une Inde dominée par les hurlements des puissantes chaînes télévisées et la

cacophonie dangereuse des réseaux de désinformation. Mais, dans une atmosphère quasi irrespirable, leur simple existence et leur capacité à mettre différentes communautés en lumière et en réseau donnent un peu de souffle.

**PAR CLEA CHAKRAVERTY  
ILLUSTRATION GARTE**

## MÉDIAS: LES TOUTOUS DE MODI

Entre 2022 et 2023, l'Inde a dégingolée de 11 places au classement de la liberté de la presse de Reporters sans Frontières, se plaçant désormais 161<sup>e</sup> sur 180 pays! Selon l'ONG, c'est désormais 3 à 4 journalistes qui sont tués chaque année – avec déjà dix victimes pour 2024 – faisant du pays l'un des plus dangereux pour la profession. La plus connue est la journaliste critique des extrémistes hindous Gauri Lankesh, assassinée par balles en 2017. Neuf journalistes sont à ce jour enfermés de manière arbitraire, dont six d'origine cachemirienne, une situation qui témoigne de l'impossibilité croissante à exercer ce métier au Jammu-et-Cachemire, territoire sous occupation militaire en proie à une lutte indépendantiste.

L'Inde a de quoi faire rêver Bollore: le milliardaire Mukesh Ambani, ami du Premier ministre, y possède plus de 70 médias suivis par au moins 800 millions d'Indiens. Son concurrent – lui aussi milliardaire – Gautam Adani a racheté fin 2022 la chaîne NDTV, lui faisant perdre sa liberté de ton. Place désormais aux médias *god* (un jeu de mot désignant les « toutous » de Modi), qui mêlent le populisme à la propagande pro-BJP, et dont les vedettes vociférantes n'ont rien à envier à Fox News ou TPM.

Le régime considère les journalistes comme un « corps intermédiaire » polluant la relation directe qu'il entend tisser avec ses partisans. Il utilise donc directement les médias pour y délivrer ses messages: Modi dépense plus de 20,4 millions d'euros chaque année en annonces dans la seule presse écrite et en ligne.

**PAR C.A.**



Une industrie en bois

# La forêt limousine n'est pas une marchandise

**Cela fait plusieurs décennies que la scierie industrielle Farge Bois ne cesse d'étendre son emprise sur la forêt limousine, au détriment des riverains et de l'environnement. Et dans la lutte contre son agrandissement, s'entrechoquent deux visions radicalement différentes de ce qu'est une forêt.**

En Corrèze, au sud du plateau de Millevaches, le train régional qui relie Eymoutiers à Ussel s'aventure sur le viaduc des Farges. Depuis la vitre du wagon, on peut apercevoir la cime d'une quinzaine de sapins de Douglas. Ils ont poussé de part et d'autre des ruisseaux qu'enjambe l'ouvrage. À première vue, rien d'original dans une région qui vit en partie de son exploitation. Sauf que ces douglas-là plantés en 1895, culminent à 60 mètres de hauteur et sont les plus vieux du Limousin.

À 25 kilomètres au sud du viaduc se trouve une scierie du même nom, Farges Bois, qui appartient depuis 2004 au groupe Piveteau Bois, le leader français du granulé. Au moment de son rachat, la scierie comptait une vingtaine de salariés, quelques intérimaires, et produisait 32 000 m<sup>3</sup> de bois scié chaque année. Aujourd'hui, plus de 200 employés participent à la transformation de 150 000 m<sup>3</sup> de bois scié par an. Mais l'industriel ne compte pas s'arrêter là, et vise à devenir une des plus grandes scieries de France en doublant sa production actuelle. Ce à quoi les riverains s'opposent, soutenus par des associations environnementales, des élus et des syndicats, tout en défendant une autre conception de la forêt, de son exploitation et du territoire.

## DÉFENDRE LA CROISSANCE DURABLE...

Depuis le pas de sa porte, sur la commune de Moustier-Ventadour, Jacqueline Monjanel a de quoi enrager. Installée ici en 1974, l'octogénaire a pu observer l'insatiable croissance de la scierie Farges Bois. Mais le prochain projet d'agrandissement du site est d'une autre ampleur. La communauté de communes, après avoir exproprié les terres de la riveraine ainsi qu'une partie de celles d'un éleveur et d'une éleveuse sous couvert d'utilité publique, entend bien les vendre à l'industriel. Au menu: l'agrandissement du parc à grume (les arbres abattus et prêts au sciage), l'installation d'un scanner à rayons X pour maximiser l'utilisation du bois et la création d'une unité de fabrication de lamellé-croisé, ces grands panneaux de bois censés concurrencer le béton et verdier le milieu de la construction.

**L'industriel ne compte pas s'arrêter là, et vise à devenir une des plus grandes scieries de France en doublant sa production actuelle**

«L'extension, c'est pour internaliser la production de valeur ajoutée», raconte le responsable du projet lors d'une visite des installations. Ce jour de septembre 2023, des centaines de badauds viennent découvrir la scierie à l'occasion des journées du patrimoine. L'immense chaîne de sciage, le nouveau système automatisé de triage des produits: l'usine est taillée pour utiliser jusqu'aux derniers copeaux qui entrent sur le site. Notre guide ne cesse de le répéter: l'usine répondrait à une «demande croissante» tout en adoptant un fonctionnement «durable».

## ... À COUPS DE PROPAGANDE

Tous les employés rencontrés ce jour-là insistent: leur production est en phase avec une forêt respectée. Une petite exposition accueille les visiteurs après leur parcours dans l'usine. Un panneau résume les étapes du cycle du carbone dans deux types de forêts. Pour la première, «naturelle», les arbres «arrivent à maturité et commencent à rejeter du carbone» après 100 ans. Un petit nuage rouge le montre: c'est mal. La seconde, «gérée durablement», stocke du carbone sans jamais en rejeter, malgré les coupes et les plantations régulières. Un petit nuage vert le montre: c'est bien.

Un visiteur regarde le schéma, sceptique. Un responsable s'empresse de confirmer les informations qu'il contient. La pédagogie industrielle sait user du martelage, et qu'importe que



des études prouvent le contraire<sup>1</sup>. «C'est faux», me dira plus tard Olivier, écologue et opposant au projet. «Une plantation c'est des plans en pépinière qu'il a fallu faire pousser, donc du carbone. Le transport jusqu'à la parcelle et la plantation: carbone. L'exploitation – tronçonneuses, abatteuses, débardeuses, transport: carbone. La transformation et la vente: carbone.» Pour convaincre, l'industriel met les moyens: quelques cadeaux dans un sac en toile sont distribués avant de repartir – un jeu en bois, un gobelet à l'insigne de l'entreprise et, surprise, un jeune douglas à planter chez soi.

**Notre guide ne cesse de le répéter: l'usine répondrait à une «demande croissante» tout en adoptant un fonctionnement «durable»**

Si le groupe Piveteau communique de la sorte, c'est autant pour reprendre la main sur le récit qui accompagne son projet d'extension que pour devancer les nombreuses critiques. Après plusieurs reportages consacrés aux expropriations occasionnées par l'agrandissement de la zone de stockage<sup>2</sup>, une manifestation a réuni 200 personnes dans les rues d'Égletons en décembre 2022. Depuis, le collectif Méga-Scierie Non Merci s'est constitué pour accompagner l'association AssoCitra dans son combat juridique et y ajouter une réflexion sur l'avenir de ces forêts déjà largement exploitées<sup>3</sup>. Il réunit des habitants de la communauté de communes Ventadour-Égletons-Monédières, mais aussi des massifs forestiers concernés par l'augmentation de la production, quelques professionnels de la filière et des naturalistes soucieux de la Goutte molle, le cours d'eau sur lequel la scierie s'est implantée.

## «C'EST LA LUTTE D'ICI!»

Février 2024, Rosier-d'Égletons, à quelques kilomètres de l'usine. La salle polyvalente est pleine. Environ 200 personnes ont fait le déplacement ce samedi après-midi pour assister à la première réunion publique à propos de l'extension de la scierie Farges Bois – mais pas les porteurs de projet. «C'est la lutte d'ici», explique une militante. Dehors, il pleut. Des enfants en chasuble jouent au foot devant leurs entraîneurs et leurs parents trempés. Dans le public, on reconnaît la députée de la Creuse, des représentants de syndicats, d'associations environnementales et des membres du groupe forêt du Syndicat de la montagne limousine, qui fédère diverses initiatives collectives à l'échelle du plateau de Millevaches.

C'est d'ailleurs par le biais de cette organisation que Catherine, trop souvent «ravitaillée par les corbeaux», a été mise au courant de la réunion. Elle vient d'un village situé à une trentaine de kilomètres, près d'Ussel. «Je n'en peux plus», lâche-t-elle tandis que les participants prennent place, avant de s'excuser pour les quelques larmes qui se frayent un chemin sur ses joues. Autour de chez elle, les coupes rases se multiplient. Pour contrer l'impuissance, elle s'est mise en quête de parcelles qu'elle a fini par réussir à acheter. Une poignée d'hectares. Trop peu pour rompre avec un sentiment d'isolement géographique et politique. Le temps d'échanger un numéro ainsi que la promesse d'une visite des feuillus préservés et la salle se fait silencieuse.

**La pédagogie industrielle sait user du martelage, et qu'importe que des études prouvent le contraire**

La réunion débute sur une bonne nouvelle: le tribunal administratif de Limoges a retoqué le Plan local d'urbanisme (PLU) devant modifier l'affectation des terrains sur lesquels la scierie veut s'étendre. Une victoire qui devra toutefois attendre confirmation après l'appel demandé par la communauté de communes. Les prises de parole s'enchaînent pour faire le bilan des impacts négatifs du projet. Le public approuve. Quelques questions invitent à la nuance, d'autres, au contraire, critiquent la filière forêt-bois en général et l'imposition d'une exploitation industrielle de la forêt. Même la structure de la salle, faite en pièces de lamellé-collé, est prise à partie. Un participant questionne: «Est-ce qu'on veut produire du bois ou de la colle?» Au terme de deux heures d'échanges, une élue d'opposition conclut: «J'ai appris plus de choses aujourd'hui qu'au conseil communautaire.»

\*

Les chaises ont été empilées. Sur une table en plastique, des chips, quelques bouteilles. L'heure est au bilan informel. Antoine, scieur à «80 % bénévole» dans une structure associative, trouve que la réunion a fait son office, c'est-à-dire diffuser de l'information et regrouper les opposants, mais que la bataille se gagnera sur le terrain juridique. Plus loin, Jacqueline, la doyenne de la mobilisation, et Brigitte, particulièrement active au sein de l'association AssoCitra, savourent un après-midi réussi. Ce que le collectif Méga-scierie Non Merci confirmera quelques jours plus tard: «Le succès de cette réunion témoigne encore une fois de la volonté des habitant-es de ne pas être exclus des décisions politiques qui risquent de transformer durablement leurs activités, leur environnement et leur cadre de vie<sup>4</sup>.»

PAR ÉLIE MAREK  
ILLUSTRATION POLE KA

1. «Tree growth never slows», *Nature* (15/01/2014).  
2. «L'extension d'une méga-scierie fait craquer la Corrèze», *Mediapart* (06/11/2022).  
3. «Les forêts au charbon», *CQFD*, n° 166 (juin 2018).  
4. Lire «Retour sur la réunion publique du 10 février», sur le site du collectif: megascierie-nonmerci.org.

Bonnes feuilles mal logées

# Marseille : chasser les vautours de la ville

Avec *Du taudis au Airbnb*, l'ami Victor Collet signe un ouvrage qui retrace cinq années de luttes marseillaises contre le mal-logement et la dépossession urbaine. Entre gabegies municipales menant au drame de la rue d'Aubagne et envahissement par une multinationale américaine tentaculaire, il pointe les poisons qui minéralisent nos villes, esquissant des pistes pour s'y opposer. Morceaux choisis.

Vivre dans l'hypercentre de Marseille, c'est mouvementé. Surtout ces dernières années. Le 5 novembre 2018, alors que l'on était occupé à lutter contre la « requalification » (montée en gamme) de la place Jean-Jaurès, dite La Plaine, deux immeubles mitoyens s'écroulaient à deux pas, quartier de Noailles, aux 63 et 65 rue d'Aubagne. Bilan : huit morts, et un traumatisme durable pour une population marseillaise abonnée aux taudis regorgeant de fissures. S'ensuivirent des manifestations mémorables aux cris de « *Gaudin assassin* », une répression terrible et meurtrière<sup>1</sup>, une vague confuse de « mises en péril » avec des milliers de personnes expulsées. Puis le confinement, une élection qui porta au pouvoir le Printemps républicain sous la houlette de Michèle Rubirola, la reprise en main par le PS de Benoît Payan, la vague Airbnb qui accentua le mal-logement... Pfiou ! C'est l'un des grands mérites de *Du taudis au Airbnb* : petite histoire des luttes urbaines à Marseille, 2018-2023 (Agone, 2024) : il permet de remettre en contexte ces événements qui se sont enchevêtrés dans l'urgence, essorant plus d'un militant marseillais, fracturant la ville, malmenant ses habitants les plus pauvres.

Se voulant à la fois pavé dans la mare et incitation à l'étincelle, *Du Taudis au Airbnb* est aussi une histoire orale, vivante et pugnace, où délogés, militants et habitants de longue date témoignent des soubresauts de la période. Quand les requins de l'immobilier profitent des traumatismes pour faire de la « renta », d'autres s'accrochent à l'idée d'une ville qui ne soit pas un désert urbain pour touristes et fêtards en goguette.

L'extrait ci-dessous ne livre qu'une facette du livre, abordée en fin d'ouvrage, le déferlement d'Airbnb sur Marseille et les premières luttes que cela a suscitées. « *Paradis du pari spéculatif* », s'enflammait sur les réseaux un multipropriétaire accro au Airbnb. C'est heureusement pas encore gagné. Morceaux choisis.

PAR E.B.  
ILLUSTRATION  
ARTHUR PLATEAU



« L'élection n'est souvent que l'écume politique de vagues sociales plus profondes. Pour cruciale que soit l'arrivée du Printemps marseillais à la tête de la deuxième ville de France [fin juin 2020], et si bouleversante que soit la fin de l'ère Gaudin, la mairie semble vite réduite à la portion congrue devant une accélération sans précédent. Dans la ville effondrée, l'explosion du marché de la location saisonnière est un revirement brutal. La possibilité d'enregistrer des taux de rentabilité astronomiques comparés à ceux de la location ordinaire, dite « de longue durée », façonne la airbnbisation d'une partie de Marseille. Dans l'après-Gaudin, alors que les loyers s'affolent, la perspective d'une vie sédentaire et d'une certaine tranquillité s'éloigne. Entre 2016 et 2022, le marché locatif change radicalement. Quelques semaines après la victoire municipale, la sortie du confinement consomme ce basculement. Le nombre de touristes passés à Marseille dépasse les 3 millions, avec un taux d'occupation record. Certaines agences immobilières alertent déjà sur la brutale contraction de logements disponibles, passés de 13 000 en 2016 à moins de 3 000 en 2020. Sans que soit fait un parallèle pourtant évident : on comptait 4 500 annonces sur Airbnb en 2016, déjà plus de 9 000 cet été-là... »

La transition transforme le centre-ville, de l'intérieur cette fois. Plus question ni besoin de « détruire-reconstruire ». La ville-béton et Euromed' cèdent place à la ville-taudis, qui voisine désormais avec la ville-Airbnb. [...]

Bien sûr, la conversion du taudis au Airbnb n'est pas l'unique facteur dans la crise du mal-logement qui s'accélère à Marseille. Elle n'est pas la plus déterminante ou la seule raison de l'implantation forcée de la plateforme non plus. Mais la crise des effondrements et du confinement conjugués a offert un terrain particulièrement fertile à une plateforme qui affectionne tant les crises, et qui accélère voire démultiplie en retour le mal-logement qui en facilitait l'essor. Boucle vertueuse et spéculatrice pour les uns, boucle maligne et infernale pour les habitants. L'explosion du juteux marché du meublé et la

reconversion de l'insalubrité lui donnent une saveur toute particulière, à la fois amère et franchement sordide.

Imaginez : des mois, des années durant, tant de Marseillais contemplaient leurs fissures, moisissaient dans l'humidité, composaient avec une peur panique de l'effondrement ou de l'évacuation. Et voilà que, pile au moment où l'État et la préfecture, les services des périls et la municipalité auscultent enfin l'indignité et contrôlent certains excès... ce changement profite à d'autres. Dans certains quartiers délabrés où de nombreux locataires rechignaient parfois à s'installer, les cohortes de passagers arpentent désormais gaiement le Marseille populaire et immigré, supplément culturel et exotique pour touristes comblés.

Loin d'être achevée, l'ère du mal-logement se nourrit de cet antagonisme social et résidentiel. Car, en apparaissant en plein boom immobilier, le tourisme de masse, qui colonise les rues de Marseille, participe à faire chuter le nombre de logements disponibles. Finis les bons plans d'hier, se loger et se reloger devient un enfer. Attrayant pour les uns, invivable pour d'autres. Dans un centre où la misère gangrène le quotidien, avec un taux de pauvreté touchant 40 % des locataires, l'explosion des prix et la rareté des locations mettent la vie des Marseillais encore un peu plus sous pression. Ces transformations bousculent les sociabilités, superposent des économies, des réalités et des populations très éloignées, inquiètent ou épuisent le voisinage, menacent les solidarités. Au milieu des fuites, des déplacements contraints, des files d'attente, certains s'organisent, documentent, affichent, piétinent, ralentissent ou réglementent à leur manière le concentré de contradictions qui s'empare de Marseille. [...]

À l'été 2021, des [militants] relancent la machine grippée en créant un « Observatoire de la gentrification ». L'idée : documenter avec indices, preuves, l'évolution des prix, des sociabilités, des commerces, l'explosion des

terrasses, la privatisation des espaces. [...] Les cartes révélées lors des soirées de débat sur l'implantation des Airbnb choquent même les plus habitués. Réalisées à partir de captures des données de la plateforme, elles bousculent les représentations tant l'invasion est tangible sur un périmètre pourtant très restreint. [...]

Le pic de l'été 2022 et la frénésie touristique à La Plaine mettent d'ailleurs un terme à la sidération. Les perturbations de boîtiers à clés se multiplient. Devenus les symboles les plus ostensibles de la dérégulation (sans le moindre intermédiaire), ils sont aussi les « membres » les plus accessibles d'une hydre qui se tient à distance et cachée. Repeints, abîmés, collés, dégradés, décorés, volés ou mis hors service, ils font les frais de l'exaspération des habitants. [...]

Dès la rentrée, une coordination des actions anti-gentrification (CAAG) est créée, qui prend acte que le logement et les prix inabordables sont devenus un enfer partagé. Deux fronts prioritaires occupent vite le regroupement : la depuis longtemps décriée gentrification, ses symptômes les plus visibles de privatisation des espaces et de transformation des quartiers ; la airbnbisation, qui décuple la première en détruisant méthodiquement un nombre considérable de logements pour les habitants et en faisant exploser les prix. [...]

Des déambulations en centre-ville rassemblent quelques centaines puis près d'un millier de personnes. Ces charivaris reprennent les tradition-

nelles descentes bruyantes sous les fenêtres de voisins pour les remettre à leur place ou les chasser de la communauté. Déguisés en touristes, munis de valises à roulettes, les charivaristes rendent visibles le long des parcours les vitrines de la gentrification et de la airbnbisation. De façon festive, bruyante ou menaçante, la déambulation chante, s'arrête, cible des enseignes du bas de la rue d'Aubagne, les concept stores du cours Julien, repeignent la conciergerie Airbnb du cours Lieutaud, passent un bonjour inamical ou peinturé aux agences immobilières adeptes du côté « bohème » pour asseoir leur rentabilité... (to be continued).

1. Elle causa notamment la mort de Zineb Redouane. Lire « Zineb Redouane, notre d(r)ame », CQFD n°176 (mai 2019).

Pour un travail agricole digne

# A4: Graines de solidarité

**L'association A4 – pour association d'accueil en agriculture et artisanat – va bientôt fêter ses 3 ans d'existence. L'occasion pour deux de ses membres de nous expliquer comment ils et elles ont monté ce réseau de solidarité entre le monde agricole et des personnes en difficulté, avec ou sans papiers.**

Créée en 2021, l'association A4 – pour association d'accueil en agriculture et en artisanat – fait vivre la solidarité, l'accès à la formation et au travail, en créant des liens entre le monde rural et le monde urbain. Grâce à plusieurs groupes locaux et un réseau sur tout le territoire, A4 accompagne celles et ceux souhaitant travailler et vivre dignement de ces activités. Idriss, membre fondateur de l'asso et Sembala, engagé dans le groupe local Île-de-France, nous raconte l'histoire d'une asso' pas comme les autres qui a décidé de prioriser le soin et les liens humains.

**D'où est venu le besoin de créer une asso' autour des questions de l'accueil, de la terre et des métiers de l'agriculture ?**

Idriss: « Je suis arrivé en France en août 2016. Je viens du nord du Sud-Soudan, une région régulièrement en guerre. Je suis parti pour trouver un espace *secure* où vivre. Dès mon arrivée, je me suis engagé dans plusieurs associations. Ma demande d'asile n'a pas fonctionné; je n'avais pas de droits, parce que je n'avais pas de papiers. C'était difficile de m'intégrer. Pour rencontrer des gens, il faut aller dans des bars... mais je n'avais pas un centime.

En 2019, au Transborder Camp à Notre-Dame-des-Landes, des personnes m'ont proposé de parler de ce que je traversais et des solutions qu'on pouvait imaginer. C'est là qu'est venue l'idée de créer un espace qui puisse accueillir, faire du soin et de la formation, et faciliter l'accès au travail, autant pour les personnes migrantes que pour les Français en difficulté. En Bretagne, j'avais travaillé dans les tomates, les haricots, dans les fermes, à la traite des vaches. De là, on a constaté la galère pour les reprises de terres: il y a des milliers d'agriculteurs qui vont partir à la retraite et il n'y a personne pour les remplacer<sup>1</sup>. Pourtant, la majorité des gens qui viennent en France depuis l'Afrique savent travailler la terre. On s'est alors demandé comment on pouvait travailler ensemble dans la dignité, en respectant tout le monde. »

« On a constaté la galère pour les reprises de terres: il y a des milliers d'agriculteurs qui vont partir à la retraite et il n'y a personne pour les remplacer »

Sembala: « Ma première rencontre avec A4, c'était à la Zad de Saclay, dans l'Essonne, une zone à défendre contre le métro ligne 18 du Grand Paris Express, en 2021. Je les ai rejoints en tant que personne qui cherche un travail pour obtenir des papiers. Après cette rencontre, j'ai pris du temps pour réfléchir et je me suis dit: j'ai envie d'aider les gens. On est tous des êtres humains, peu importe ce qu'on fait et où on se trouve, en travaillant ensemble, on peut créer quelque chose de beau. Aujourd'hui, on a trois salariés et un service civique. On est une association collégiale, tout le monde est au même niveau! On a un groupe juridique, un groupe de recherche sur les conditions de travail, un groupe pour le financement, un pour l'accueil et l'hospitalité... Sans compter les groupes locaux en Île-de-France, à Grenoble, à Lannion, à Angers et en Aveyron! »

**Vous travaillez à partir de voyages-enquêtes, qu'est-ce que c'est ?**

Idriss: « À la base, il s'agit d'aller à la rencontre des agriculteurs et des gens qui reprennent des terres. On voulait se mettre à l'écoute de leurs difficultés, de leurs besoins, et leur présenter notre initiative. C'est comme ça qu'on a commencé à identifier les lieux pour faire des stages et des formations. L'idée, c'est de mettre en lien: certains paysans ne peuvent pas payer la main-d'œuvre, et d'autres personnes sont intéressées à être juste logés, nourris et formés.

Depuis le premier voyage dans le Limousin au plateau de Millevaches<sup>2</sup>, on a été beaucoup sollicités. On est allés à Longo Maï, en Aveyron, en Suisse, en Rhône-Alpes. On est aussi en lien avec des collectifs au Portugal et en Italie. On a trouvé partout les

mêmes problématiques: un manque de main-d'œuvre d'un côté, et des gens prêts à travailler mais bloqués à cause de leur situation administrative. Depuis, on aide les patrons à embaucher, avec ou sans papiers. »

Sembala: « Le premier voyage-enquête que j'ai fait, c'est en Bretagne, à Lannion, en 2022. Et on y est retournés en février de cette année, pour un travail de recherche-action. On voulait en savoir plus sur le travail saisonnier dans les serres où on récolte les tomates, les haricots et la vanille. Les conditions de travail sont dures. Il y a des gens qui travaillent de 5h à 22h, et d'autres qui ne sont jamais payés. Grâce aux entretiens qu'on a faits, on sait maintenant que beaucoup de producteurs agricoles profitent du fait que les gens ne connaissent pas leurs droits pour les exploiter. On va alors les aider à comprendre la loi pour moins subir leur situation, en attendant de trouver des solutions. »

**Vous essayez d'assurer des conditions d'accueil et de travail dignes et respectueuses...**

Idriss: « Un premier sujet important en Europe, c'est les papiers. Beaucoup de personnes travaillent sans papiers ou sans être déclarées, alors même un papier de reconnaissance de bénévolat a de la valeur. L'autre chose importante, c'est l'orientation et la transmission. Le travail agricole est souvent payé en dessous du

Smic: tu répètes un seul geste, toute la journée, sans explications. C'est dans ces "métiers en tension" que les personnes sans papiers vont se casser le dos, sans jamais prendre de

vacances. On voulait créer un espace d'échange, avec de l'accueil et de l'écoute, pour que les gens choisissent ce qu'ils veulent faire et puissent prendre le temps de se former. »

« On voulait créer un espace d'échange, avec de l'accueil et de l'écoute, pour que les gens choisissent ce qu'ils veulent faire et puissent prendre le temps de se former »

Sembala: « On s'est dit qu'on allait faire des liens entre la ville et la campagne, mais on ne peut pas y envoyer les personnes intéressées sans préparation. On rencontre d'abord les exploitants agricoles pour voir s'ils sont ouverts et accueillants; on réfléchit à comment

faire pour que tout se passe bien, que la personne accueillie ne soit pas isolée ni abusée; à la communication, si tout le monde ne parle pas français; et à l'accessibilité, vu qu'à la campagne, il y a moins de transports en commun et que sans papiers tu ne peux pas passer le permis. »

**Et l'horizontalité et l'égalité sont au centre de la démarche ?**

Idriss: « Une personne qui vient de l'étranger n'est ni un robot ni un caillou. Elle a un vécu et des savoir-faire, que ce soit dans l'artisanat, l'élevage, le fait de cultiver la terre ou la construction terre-paille. Les Français et les Européens ont accès à une éducation, mais ce n'est pas la seule qui existe; on cherche aussi la transmission des compétences. Mon ami Habib a créé plus de 200 fours à pain, et pourtant il n'a pas de papiers! »

Sembala: « Avec A4, je suis allé à Tarnac pendant trois semaines pour travailler dans les cantines. Chaque jour des gens différents venaient et j'apprenais avec eux à faire le pain, participer au jardinage, à désherber. Je voulais observer et comprendre le pays dans lequel je vis. Quand je suis bénévole, j'aide, et j'apprends, et je me forme

même si je n'ai pas les papiers et donc pas le droit à la formation. »

**À Lannion, en Bretagne, vous avez monté une antenne directe, qu'est-ce qu'il s'y passe ?**

Idriss: « On a signé un bail de deux ans et demi pour une serre de 3 000 m<sup>2</sup>. C'est un lieu où on crée la rencontre à travers des activités agricoles. On a construit un four à pain et monté une cantine, qui permet de rémunérer les personnes qui en ont besoin. On fait des expérimentations de culture: cacahuètes, aubergines et piment, qu'on va transformer l'année prochaine et faire rentrer des sous grâce à nos recettes piment-arachide. On a aussi fait un marché de Noël à prix libre pour les artisans, un évènement de soutien à Gaza, une *gratifieria*<sup>3</sup>, une formation au greffage des arbres fruitiers accessible à prix libre, un chantier vannerie... »

**C'est quoi la suite pour A4 ?**

Idriss: « Le défi maintenant, c'est de trouver des terres pour que les personnes puissent s'installer. L'initiative et l'énergie sont là, mais il nous manque des lieux parce qu'on a pas encore les fonds pour acheter des terres. Il y a de nouveaux projets, comme d'installer une exploitation de plantes médicinales pour pouvoir se soigner à l'aide des plantes que l'on connaît, par exemple. »

**PROPOS RECUEILLIS PAR LÉNA ROSADA ILLUSTRATION PIRİKK**

1. D'ici 2030, un agriculteur sur deux va partir à la retraite, 55 % des agriculteurs français étant âgés d'au moins 50 ans en France.  
2. Voir « D'égal à égal » un film qui retrace ce premier voyage-enquête dans le Limousin en février 2022 sur leur site: a4asso.org.  
3. Moment d'échange de produits de manière gratuite.



Ancêtre ou ne pas être

# Matrimoine: mettre à l'honneur les oubliées de l'histoire

**Matrimoine sur un plateau** est le fruit d'ateliers organisés sur le plateau de Millevaches par Lou Nicollet et Ninon Bonzom. Les participantes et participants étaient invités à parler d'une ancêtre de leur choix, avant de réaliser une linogravure évoquant un souvenir fort. Une manière de faire revivre ce que les autrices désignent comme les « oubliées de l'histoire ».

Le projet Matrimoine est né en 2021 sur le rude plateau de Millevaches, dans le Limousin, suite à une proposition d'une institution culturelle locale. Dans l'appel à projets, il est question de « mettre en valeur des femmes exceptionnelles du territoire limousin ». Les deux amies tombent d'accord pour une approche alternative: « Nous ne voulions pas parler de femmes d'exception, mais de femmes inconnues [...] de femmes ancêtres qui ont eu des vies normales, banales [...] des femmes dont l'histoire n'est écrite nulle part. »

## DE MAMIE GÂTEAU À MAMIE TEIGNE

Dix-huit témoignages composent *Matrimoine sur un plateau*, qui dessinent un archipel mémoriel bigarré, tout sauf uniforme. Beaucoup sont habités par une dimension inachevée, hachée par le temps passé et les vicissitudes de la mémoire, ainsi que par le double ou triple fossé générationnel. Invités à choisir une ancêtre puis à développer leurs souvenirs, les personnes qui

témoignent, et dont les entretiens sont reproduits au fil des pages, sont parfois hésitantes, peinent à retrouver les détails: le foyer de l'ancêtre, ses habitudes, son parcours de vie, son objet fétiche... D'autres à l'inverse se montrent prolixes, peuvent retracer par le détail comment elles s'habillaient, les différentes pièces de la maison, les petites manies touchantes... De ces portraits émergent des figures étonnantes, parfois aux antipodes de la « mamie gâteau » se mettant en quatre pour ses petits enfants. On croise ainsi des grand-mères indépendantes, frivoles, teignes. Maria évoque son aïeule Lucia, qui avec son mari tenait une discothèque, et y jouait le rôle de *bodyguard*, expulsant les fâcheux à coups de balai bien sentis (la linogravure associée met évidemment en valeur ledit balai vengeur). Quant à Léo, iel livre le portrait fascinant de son arrière-grand-mère, Charlotte, dite Le Chat. À la fois figure d'ascension sociale féminine, puisqu'elle bosse comme physicienne dans l'entre-deux-guerres, et être humain carrément *borderline*, d'une méchanceté dévastatrice. À son mari qui avait perdu une jambe, elle lançait vanne sur vanne, type: « Tu voudrais pas mettre la table? Ah bah non, tu peux pas, parce que tu sers à rien, parce que t'es qu'un déchet! » Ambiance. Et Léo de conclure: « Le fantôme de la famille, tu vois, qui a traumatisé les deux générations suivantes. »

## « C'EST PAS TRÈS FINI... »

Traumatisme, le mot est lâché, et il imbibe ce livre. Dans cette quête du matrimoine, définie par les autrices comme « l'héritage culturel légué par les générations de femmes nous ayant précédé », surgissent bien souvent des ombres grises, les stigmates des violences subies qui à l'époque ne se disaient pas. Il y a parfois doute: « J'ai jamais imaginé que son mari ait pu lui foutre sur la gueule », explique Sonia, à propos de sa grand-mère Maria. Avant de se raviser au vu de certains détails: « Mais en fait c'est absolument pas contradictoire et tout ça aurait très bien pu... J'en sais rien. » Dans d'autres récits, l'horreur, explicite, a percé les

« J'ai jamais imaginé que son mari ait pu lui foutre sur la gucule »



chapes de silence. Ainsi de Mémé Rose, la grand-mère vietnamienne de Patricia, qui au pays comme après son exil a subi des viols à répétition, dans un infernal cercle vicieux familial: « Ce deuxième mariage, cette deuxième relation avec ce mec qui viole aussi les belles filles, les sœurs de mon père, et qui finit par en tuer une. Et se suicider, se tuer lui-même. Enfin qui finit, c'est vite dit... Parce que ça continue encore aujourd'hui. C'est pas très fini... » Cet entretien-là finit par un simple mot entre parenthèses, bouleversant: « (Pleurs). »

« On hérite pas que des gènes, on hérite de plein de choses concernant ses ancêtres, et il y a des choses qui peuvent être chouettes mais d'autres qui peuvent être très très lourdes », explique « Anonyme », dont une ancêtre a été violée à répétition par son mari, et qui rêve d'aller écrire « sale violeur » sur sa tombe.

« On hérite pas que des gènes, on hérite de plein de choses concernant ses ancêtres, et il y a des choses qui peuvent être chouettes mais d'autres qui peuvent être très très lourdes »

Mais ces fantômes du passé n'emportent pas tout sur leur passage. Dans cette transmission parfois douloureuse, il y a aussi de pleines brouettes de solidarité, de moments joyeux, d'instantanés gracieux qui ont passé le temps, pour toujours. Quand Jean évoque le souvenir de sa « mamie bionique » trimbalant partout ses petits-enfants à l'arrière de son fauteuil roulant, puis de son premier bain de mer sur une immense bouée, on sait que ça ne s'effacera pas. Après tout, c'est désormais écrit noir sur blanc.

PAR ÉMILIE BERNARD

*Matrimoine sur un plateau*, tiré à peu d'exemplaires, n'est pas vraiment distribué en librairie. On peut le commander en écrivant à cette adresse: lounicollet@hotmail.fr. Par ailleurs, deux présentations sont prévues à Marseille: le vendredi 5 avril à 19 h à l'Imprimerie (60, Rue Edmond Rostand, 13 006) et le vendredi 3 mai à 19 h à l'Hydre aux mille têtes (96, Rue Saint-Savournin, 13 001), où il sera possible de se procurer l'ouvrage.

## SUR LA SELLETTE

### Leur morale

En comparution immédiate, on traite à la chaîne la petite délinquance urbaine, on entend souvent les mots « vol » et « stupéfiants », on ne parle pas toujours français et on finit la plupart du temps en prison. Une justice expéditive dont cette chronique livre un instantané.

## TOULOUSE, CHAMBRE DES COMPARUTIONS IMMÉDIATES, JANVIER 2024

Mira B. et Jelena D., nées à Sarajevo il y a 19 ans, comparaissent pour avoir volé leur carte bleue à 27 personnes, approchées sous différents prétextes pendant qu'elles rechargeaient leur titre de transport.

D'emblée, la présidente est réprobatrice: « La plupart des victimes sont des dames âgées. L'une d'elles avait même une canne! » Avec les cartes volées, les prévenues allaient immédiatement retirer de l'argent et faire quelques courses. Deuxième indignation de la présidente: « Il y a des achats au bureau de tabac et chez Nocibé [magasins de parfums et cosmétiques]! Si encore elles avaient acheté du pain! ». Elle les interroge:

– Pourquoi êtes-vous entrées dans ce système? Parce qu'on a l'impression que c'est un véritable mode de vie.

– Nous, on vole parce qu'on n'a pas de travail, pas d'argent...

– Je vois à peu près le discours. Mais ce qu'on veut savoir, c'est qui il y a derrière vous. À qui va l'argent?

– Pour les vêtements, pour manger, pour les enfants.

– Ce n'est pas une explication. En France, il y a des associations qui distribuent de la nourriture et prennent en charge les enfants en bas âge. Vous faites partie d'un réseau?

– Non!

– Bon, après tout, vous avez le droit de raconter ce que vous voulez, hein!

Sans perdre plus de temps, elle s'adresse à la deuxième prévenue:

– Vous êtes enceinte de 6 mois et vous avez déjà deux enfants qui ont 4 et 1 an alors que vous n'avez que 19 ans... C'est le même papa?

– Les deux premiers oui, mais pas celui dont je suis enceinte.

– Où sont les enfants?

– En Bosnie avec leur père.

– Qu'est-ce que vous faites ici, alors?

Mais elle n'écoute pas vraiment la réponse et passe rapidement la parole à deux messieurs respectables pour qu'ils témoignent des tracas occasionnés par le vol. Après leurs demandes de réparation de leur préjudice moral, la procureure commence ses réquisitions. Comme toujours pour le parquet, les faits sont à la fois très simples et très graves, d'autant plus qu'ils n'ont pas été commis pour acheter seulement le strict nécessaire. C'est au tour de la procureure d'évoquer les associations qui distribuent à manger. Elle finit en martelant que « les pickpockets sont un fléau! » et demande donc tout naturellement 30 mois de prison dont 15 de sursis. Désolée de ne pas pouvoir requérir d'interdiction du territoire pour cette infraction, elle se résout à ne demander que l'interdiction de

séjour en Haute-Garonne pendant 3 ans.

Les deux avocats plaident le parcours de misère, même si l'un tente un mouvement audacieux: « On va se dire les choses: ces jeunes filles seront expulsées du territoire. Pourquoi leur faire passer 15 mois en détention à Seysses avant? »

La présidente rend le délibéré: elles sont toutes les deux condamnées à 24 mois de prison, dont 12 mois de sursis, et maintenues en détention pour la partie ferme. « Et là elles repartent en détention, est-ce qu'elles ont bien compris? » Pas sûr mais peu importe, l'escorte les ramène aux geôles. Quelqu'un se chargera bien d'annoncer à Jelena D. qu'elle accouchera en prison.

PAR LA SELLETTE

RETROUVEZ D'AUTRES CHRONIQUES SUR LE SITE: [LASELLETTE.ORG](http://LASELLETTE.ORG).

## DANS MON SALON

## Ode aux fourmis

Trotter d'un stand à l'autre, se glisser parmi les exposants, observer et prendre note. Dans cette édition spéciale au Salon de l'agriculture, on cherche nos racines dans le monde paysan.

Salon de l'agriculture, fin février. Il fait un temps de cochon (normal pour Paris). Telle une poule mouillée jusqu'à la moelle, je tourne sur moi-même, la tête dodelinante, cherchant à localiser ce fichu coq qui beugle. Je mets cinq bonnes minutes à réaliser que son cri provient de haut-parleurs disséminés dans les allées extérieures du Parc des expositions. Oh! C'est quoi cette reconstitution bidon de la campagne? Entourée d'une masse trépidante de parigots, j'ai une sensation d'élevage en batterie qui n'arrange pas mon humeur morose. Le mouvement agricole est sur le point d'être étouffé, j'ai raté le passage chahuté de Macron, je sais pas où aller... Calme-toi, me dis-je. Reste sur la terre ferme le béton, respire, mais avance quand même. Plus que deux heures avant la fermeture et vu l'immensité des lieux, j'ai intérêt à me grouiller.

J'entre dans le pavillon «Bovin, ovin, porcin, caprin» (qui me fout «Harder, Better, Faster, Stronger» des Daft Punk dans la tête) et me coltine des scènes vues et revues au JT. Vachement médiatisé le Salon de l'agriculture. Forcément. Tous les ingrédients de notre bonne vieille France y sont réunis: produits du terroir, pinard, agriculteurs et animaux de la ferme. Pratique. Les politicards y draguent de lointains électeurs sans avoir à quitter la capitale et marcher dans la boue. Sauf qu'à la télé, on ne montre pas les enseignes des entreprises qui se gavent sur le dos des travailleurs agricoles: le stand d'Herta trône derrière le ring porcin et celui de Lactalis (fort secoué, ces derniers jours<sup>1</sup>), s'impose au rayon vache. Échappant au cynisme ambiant, je me perds dans les yeux de Réelle (c'est son nom), une Gasconne des Pyrénées (comme moi!). L'expression «regard bovin» est mensongère: ses yeux sont magnifiques. Alors que mon reflet y apparaît comme dans un miroir de sorcière ressurgissent les souvenirs des étés chez mamie Lucienne, à gambader parmi les

3 000 porcs de l'élevage intensif initié par mon oncle. J'ai beau évoquer mes origines paysannes et montagnardes, ça fait longtemps que je vis en ville. La terre, j'y ai très peu plongé les mains. Jamais par nécessité en tous cas. Faire des études et fuir une vie de chien, le mouvement a commencé avec la génération précédente. La mienne a suivi. Rat des villes? Rat des champs? Il y a comme un flottement. Un décalage. Un trou dans la transmission.

Je traverse, sans m'arrêter, des kilomètres de bouffe. Les dégustations sont payantes, ça me fout le cafard. Au pavillon équin (très snob, bien sûr), un exposant du rayon cuir me cire les chaussures – gratos. J'apprends par la pratique qu'un mec à genoux au-dessus de ma bottine, ça ne me remonte pas le moral. Après cette expérience aux confins de la haute bourgeoisie, je rencontre une chatte Peterbald. Son nom? Pétronille Du Fort De La Bosse Marinière. Aussi hideux et prétentieux que cette pauvre bête au poil ras qui doit coûter un prix mirobolant. Décidément, je préfère les vaches. Dehors, il pleut toujours. Des jeunes, ivres, titubent dans les allées. Je remonte leur piste, entre dans le pavillon «agricultures du monde» et là c'est l'explosion. Foule en liesse. Bal populaire. Flonflons. Des types en bérets (boostés au rhum qui circule sur les stands des Antilles) sautent en rythme au son du traditionnel «Freed from desire». L'un d'eux m'attrape par le bras et m'attire à lui. Flash. J'ai 14 ans au bal de Pouyastruc, ma tête tourne, et ça fait «POOO POLOPOPOOO POOOO!» Me dégageant de son emprise, je réalise que cette visite tourne au voyage initiatique. C'est un peu mon *Into the wild*. Un sursaut de vitalité me pousse à choisir une fin alternative à l'overdose de champis au coma éthylique<sup>2</sup>. Je prends mes jambes à mon cou et traverse le salon tout entier, d'un pas rapide et azimuté. Ne prêtant pas attention aux

microscopes de l'Institut national de la recherche agronomique (INRAE), je trace mon chemin vers la lumière.

«Hé oui! C'est le salon de l'agriculture industrielle», s'esclaffe Christine qui se tient derrière le stand de la Conf'. «Vous êtes contente d'être ici?», je lui demande. Elle répond qu'elle trouve ça super tous ces gens qui n'y connaissent rien à l'agriculture, qui sont curieux et viennent se renseigner. Christine fait du raisin de table dans la Drôme et apprécie les retours de ceux qui le mangent:

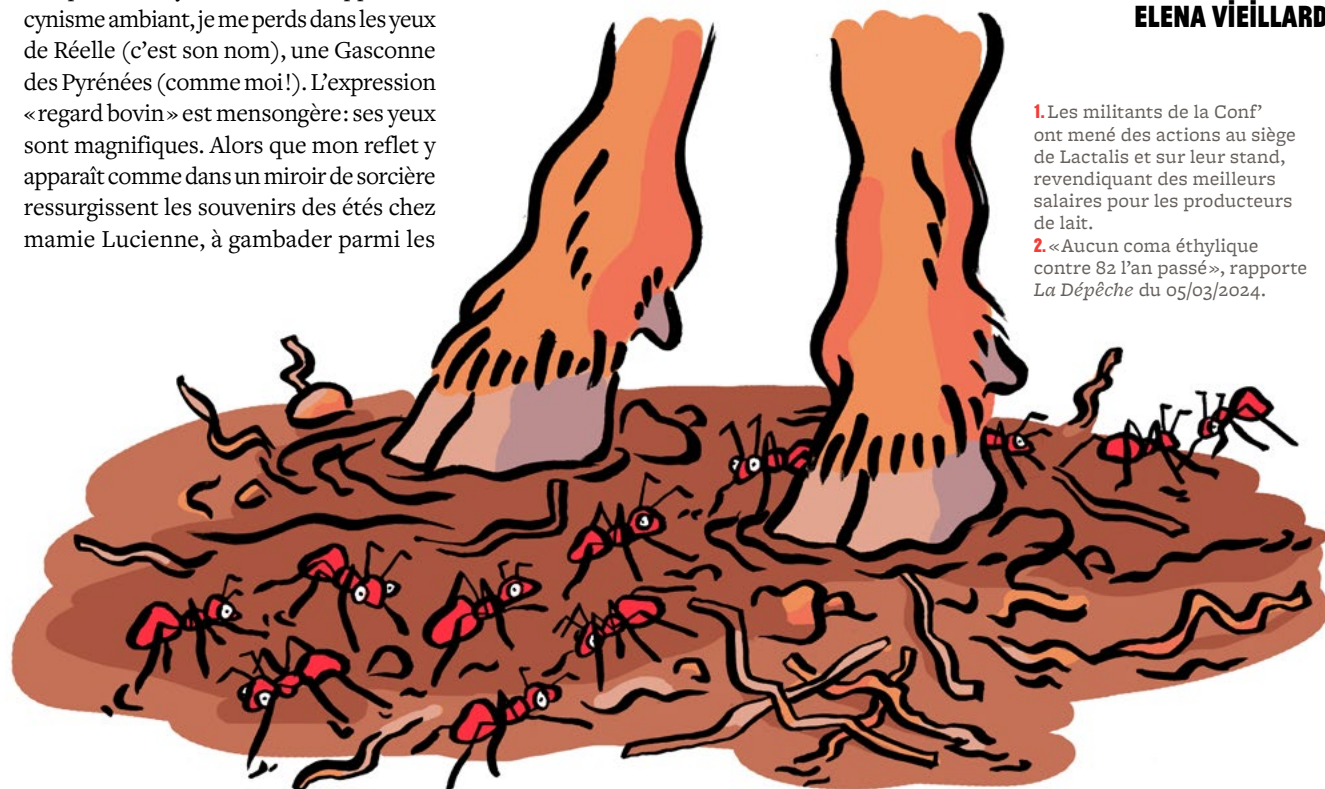
«C'est très important pour moi. Ça donne du sens à mon travail et c'est ça qui fait que j'y prends du plaisir.»

Alors que la délégation d'EELV débarque, entourée de 14 000 caméras, Catherine, productrice de lait à Reblochon, nous rejoint. Elle raconte le jour où elle a découvert qu'elle était adhérente à la FNSEA: «C'est la coopérative qui payait pour nous! Les adhésions étaient prélevées sur le prix du lait sans qu'on soit au courant, tu te rends compte?!» Elle se marre, fière d'avoir découvert le pot aux roses et de l'avoir révélé à ses collègues. «La FNSEA utilise tous les moyens pour être l'unique syndicat agricole. Dans certains coins, t'es isolé si t'as pas la carte et tu subis des pressions très fortes. Est-ce qu'il faudrait qu'on soit offensifs comme ça? C'est pas nos méthodes!» Elle se marre encore. J'en reviens pas de son enthousiasme. «Qu'est-ce que tu veux, me dit-elle, je sais dans quel monde je vis!» Et Christine de rebondir: «Bien sûr, on est minoritaires, on est petits... On est tour à tour grain de sable dans le bulldozer et fourmis: on travaille nos idées pour faire avancer les choses.» Alors que je quitte les lieux, sous une pluie battante mais le sourire retrouvé, je pense à ma mamie Lucienne. Vers la fin de sa vie, un jour que je pleurais pour un truc futile, elle m'a dit: «On en a perdu des récoltes, mais on s'en est toujours remis, va.» Elle était toute petite, elle aussi... Et costaude.

PAR PAULINE LAPLACE  
ILLUSTRATION  
ELENA VIEILLARD

1. Les militants de la Conf' ont mené des actions au siège de Lactalis et sur leur stand, revendiquant des meilleurs salaires pour les producteurs de lait.

2. «Aucun coma éthylique contre 82 l'an passé», rapporte La Dépêche du 05/03/2024.



«La FNSEA utilise tous les moyens pour être l'unique syndicat agricole. Dans certains coins, t'es isolé si t'as pas la carte et tu subis des pressions très fortes»

Les politicards y draguent de lointains électeurs sans avoir à quitter la capitale et marcher dans la boue!

Aïe tech #17

## Ouvrez, ouvrez la cage aux smartphones

Mois après mois, Aïe Tech défonce la technologie et ses vains mirages. Dix-septième épisode dédié à l'acceptabilité sociale des technologies et à mes propres arrangements coupables avec l'empire des écrans.

Ce matin, j'ai quitté ma carlo du Limousin pour une balade aux aurores, sifflant tel un scout ivre sur le chemin qui descend vers Saint-Jean-Ligoure, bordé de champs et de haies particulièrement *tchiphants*. Faut dire que c'est le début du printemps et que les piafs s'en donnent à cœur joie. En trente minutes, j'en ai identifié une quarantaine. Les habituelles mésanges charbonnières, merles ou rouges-gorges, mais aussi des moins «connus»: sittelle torchepot, fauvette à tête noire, mésange nonnette, serin cini, roitelet triple-bandeau... Ô, joie des plumes et des pépiements.



On pourrait déduire de ces lignes que je suis un ornithologue avisé. Ben non, je débute. J'ai juste téléchargé il y a peu sur mon smartphone une application capable d'identifier les chants d'oiseaux. Et j'ai donc passé la moitié de ma *bucolique* balade le nez collé à l'écran, tentant ensuite d'associer chaque chant entendu aux solutions proposées. J'y ai pris beaucoup de plaisir. Et je pense que cet outil va me permettre de progresser plus rapidement dans ma connaissance des *tchips*. N'empêche: moi qui jamais ne sortais ce genre d'appareil en pleine nature, voilà que j'y suis collé comme un ado en vacances avec ses parents. Et que j'active même l'option «localisation», pour rendre l'application plus précise. Oh lord, que suis-je devenu?



On est beaucoup comme ça: au fil des ans, on laisse tomber nos défenses. Anti-smartphone érucant il y a encore quelques années, me voilà en train d'espionner les oiseaux par leur biais pendant mes balades. Alors oui, il n'y a pas mort d'homme ni de piaf. Mais c'est bien ainsi qu'à un niveau individuel, même les plus réticents se font rattraper.

Si mon cas n'est pas le plus parlant, tant je suis à la traîne des nouvelles technologies, cette inflexion généralisée de la défiance renvoie à un phénomène collectif, basée sur des techniques marketing de fabrication du consentement. Quand une nouvelle technologie débarque et effraie, il faut la rendre acceptable, sexy, désirable. La localisation de toutes et tous au quotidien? C'est pour le GPS, tellement plus pratique que les cartes. Les nanotechnologies? Ton papy qui souffre de Parkinson leur dit merci... On a récemment entendu cette petite musique concernant le dernier projet de ce taré d'Elon *fucking* Musk, Neuralink, qui vise à créer des implants cérébraux afin de révolutionner «l'interface cerveau-ordinateur». Pour Musk, qui a obtenu en 2023 le droit de faire des essais sur les humains, cela permettrait à l'humanité de trouver «une vraie symbiose avec l'intelligence artificielle<sup>1</sup>». Ça fait flipper? Pas du tout, voyons: ces joujoux ne seront utilisés que pour aider des gens malades ou handicapés, par exemple en les dotant d'exosquelettes reliés au cerveau. Merci Elon, nouveau Jésus. Ensuite, sait-on jamais, il pourrait y avoir d'autres usages...

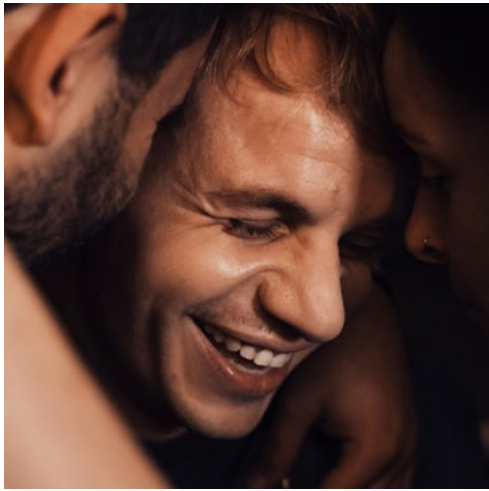


Retour à mes piafs. J'imagine que d'ici quelques années il existera des applications capables non seulement d'identifier les chants mais de dire précisément où se trouve chaque oiseau. Il n'y aura plus d'apprentissage, plus d'hésitation, plus de plaisir de la découverte. Les oiseaux seront comme les Pokémon virtuels traqués en ville par des gens flippants. Et moi je serai le temps d'une balade aussi «bon» en identification qu'un ornithologue pro. Sauf que je ne saurai rien.

PAR ÉMILIE BERNARD

1. «Neuralink, start-up d'Elon Musk, pourra tester ses implants cérébraux sur des humains», France 24, 26/05/2023.

## Danser sous la tempête



« J'raconte la rue, j'raconte l'arrêt de bus / La vodka, la redbull. » Pour celles et ceux qui ont appris à tromper l'ennui loin des centres-villes, les *punchlines* de BEN plg ont quelque chose de la madeleine de Proust. « La fourchette sur la télé pour la connexion » ou « les trous dans le mur qu'on cache à la peinture » – les anecdotes ont un goût authentique, et nous plongent immédiatement dans son univers, celui des cités du nord de la France. Il rappelle les violences du quotidien, celles des pères et des masculinités débridées, de la police, et d'un destin social qui n'offre que peu d'espoir : « Les petites sœurs dans l'tertiaire, les mamans dans l'Tercian [médicament antipsychotique]. » Mais dans toute cette grisaille sociale, il y a aussi des jours de soleil – et une identité de classe ancrée profonde dans le cœur.

## La lutte des classes sous les bruits de klaxons

Dans son dernier album *Dire je t'aime* le rappeur BEN plg raconte les galères du quotidien, mais décrit surtout un univers où la joie, l'entraide et l'amour des siens dominant. Haut les cœurs !

Arrivé dans le milieu de la musique « comme un créneau en Renault espace », BEN plg a fait son trou sur la scène rap depuis son passage express à l'émission Nouvelle École, une télé-réalité musicale branchée hip-hop, dont il a été éliminé dès les premiers épisodes en 2022. Grand sourire et touffe blond-platine, il représente la France du Nord, celle des bassins ouvriers en déclin, des PMU et des HLM sous la grisaille. Dans son dernier album *Dire je t'aime* (janvier 2024), il casse les codes et rime l'entraide et l'abnégation des siens, sans oublier l'amour qu'il aimerait voir fleurir dans le cœur de ses potes.

Tout au long de l'album, il réhabilite la dignité des siens, décriés par les médias et l'école : « Ils croient qu'on est bon qu'à ça ? / À répondre en "bon ok", à payer en bon d'achat ? » Rappel : « Ça existe pas les bons à rien. » Et leur monde est souvent riche d'entraides et de petites joies. Celles de la famille « où il y avait toujours des pâtes et de l'amour en rab », des vacances « dans des bleds de fond de ligue 2 [...] c'était merveilleux », et des amis d'enfance, « les préférés de la cantinière, depuis les céleris rémoulade ». Du coup, sa cité, BEN ne veut plus la quitter : il propose de « colorier des HLM », plutôt que de se barrer ailleurs.

À l'heure où le rap joue encore trop souvent aux gros bras, dans le morceau éponyme de l'album *Dire je t'aime*, il appelle aussi à dépasser les barrières masculines « Entre mecs on s'dit pas qu'on s'aime », et cherche à ouvrir le dialogue « J'aimerais qu'il me raconte ses soucis, ses problèmes / Mais on parle que d'football, de musique et d'oseille. » Plutôt que des postures viriles et individualistes, ses textes parlent d'espoir et d'entraide. Et propose de relever la tête plutôt que de subir son destin de classe : « Maintenant on n'tremble devant plus personne / La lutte des classes avec d'l'autotune sous les bruits de klaxons. » Et à se souvenir que ceux qui ont « grandi arrosés par l'averse » savent « danser sous la tempête ».

PAR ÉTIENNE JALLOT

## Amour libre au pays des Soviets

# Koko la coco

À la Fabrique, Olga Bronnikova et Matthieu Renault publient un livre à propos d'Alexandra Kollontai. Personnage de la révolution russe et féministe d'avant garde, elle était à l'image de son époque : inspirante et terrifiante.

Publié à la Fabrique en février, *Kollontai – Défaire la famille, refaire l'amour* suit la trajectoire d'une des grandes figures du féminisme marxiste : Alexandra Kollontai (1872-1952). Cette « biographie intellectuelle » signée Olga Bronnikova et Matthieu Renault, fait sentir avec force et honnêteté ce que peut être la construction d'une pensée politique lors d'un tournant révolutionnaire (ici, celui de 1917 en Russie).

Le livre se lit comme une saga. Faut dire que le contexte était bouillonnant et Kollontai, atypique. Rejetant son milieu aristocratique, elle a cherché activement à faire fusionner féminisme et lutte des classes. Parmi ses ennemis, la « famille bourgeoise » figurait en bonne place, et elle s'est appliquée à la dégommer en tant que commissaire du peuple aux affaires sociales, puis responsable du Jenotdel (département chargé de l'action du parti auprès des femmes). Posant les bases du premier système de soins gratuits pour les mères, établissant le divorce par consentement mutuel, accordant aux enfants nés hors mariages les mêmes droits que ceux dits « légitimes », encourageant la mise en place de crèches afin que les parents (et surtout les mères) ne soient pas seuls en charge de l'éducation des mioches, elle ne manquait pas

d'idées. Pourquoi ne pas ouvrir des restaurants collectifs ? Ou bien municipaliser les blanchisseries ? Son but : « socialiser les tâches ménagères ». « Dans l'histoire de la femme, la séparation de la cuisine et du mariage est une réforme non moins importante que la séparation de l'Église et de l'État », disait-elle. Notons pour compléter le tableau que sous son influence, l'IVG a été autorisée en 1920 en Russie, une première dans l'histoire. À celles et ceux qui seraient surpris-es par tant de modernité, le plaisir ne s'arrête pas là. L'« amour-camaraderie », sans doute une des théories les plus originales avancées par Kollontai, n'est autre que l'ancêtre – à la sauce bolchevique – du polyamour, posant la compatibilité logique entre amour libre et communisme, et avançant que la liberté sexuelle des individus est un bon moteur pour la révolution. *Caliente!*

Mais attention ! Celle qui fut ironiquement nommée « la Valkyrie de la révolution » par ses « camarades » masculins restait une femme de son temps. Clairement abolitionniste en matière de prostitution, portant un regard méprisant sur la paysannerie et adhérant totalement aux élans coloniaux de l'époque<sup>1</sup>. Plus le bouquin avance et plus notre gorge se serre, alors qu'on découvre vers la fin cette citation glaçante : « La femme doit observer [...] toutes les règles d'hygiène prescrites pendant la grossesse et se rappeler que, pendant neuf mois, elle cesse d'une certaine manière de s'appartenir. Elle est en somme au service de la collectivité, et son corps "produit" un nouveau membre pour la république ouvrière. » Oups ! On avait failli oublier que le totalitarisme allait bientôt recouvrir de sa chape de plomb les plus beaux élans de la révolution.

PAR PAULINE LAPLACE

<sup>1</sup> En témoignent les cérémonies publiques de dévoilement, mettant en scène l'« adhésion » des femmes musulmanes du Turkestan au régime.

## « Tu seras pour moi unique au monde »

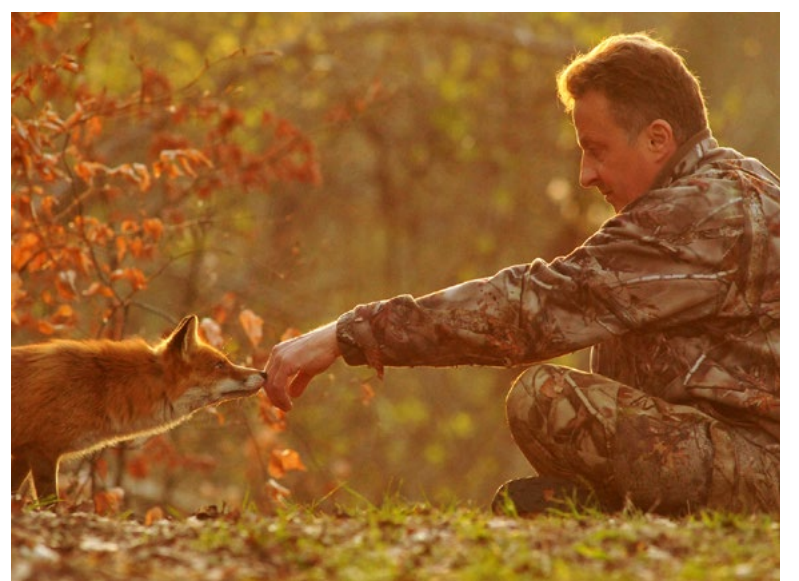
# À la rencontre de Fifine la renarde

Dans son ouvrage *Le roman de Renarde – Fifine au pays des hommes*, le photographe animalier Bruno-Gilles Liebgott raconte son incroyable amitié avec une renarde des forêts lorraines. Et questionne nos rapports à l'autre et au vivant.

« Les deux renardeaux pénètrent dans leur écri n e m b a u m é. Emportés par leur insouciance, ils mettent un terme à leur dispute. La petite femelle a entendu le déclencheur de l'appareil photo, malgré sa position en mode quiet (silencieux) et la housse anti-bruit. Le jeune mâle se fige. La petite femelle gagne du terrain. Je me cristallise. Elle s'aventure toujours. De près, de plus en plus près. » On est le 10 juillet 2018. Caché dans une haie, Bruno-Gilles Liebgott espère pouvoir observer la période d'amours des chevreuils. Il ne sait pas encore que cet instant marque le début d'une amitié incroyable qu'il va construire avec celle qu'il va nommer Fifine, une renarde installée sur les hauteurs de Pont-à-Mousson, en Lorraine.

Une relation qui dure toujours en 2024 et que le naturaliste raconte poétiquement dans *Le roman de Renarde – Fifine au pays des hommes* (Paroles de Lorrains, avril 2024). « En 1980, à l'âge de 13 ans, on m'offre Le Petit Prince. J'ai été bouleversé par le passage sur le renard. Si bien que construire une telle amitié est devenu un rêve d'enfant. Tout au long de ma vie, mes proches m'ont répété : "Mais arrête, tu n'y arriveras jamais." J'ai été tenace. J'y ai cru malgré tout. Et sans que je le provoque, ça s'est réalisé. Quand on s'est regardé pour la première fois dans le blanc des yeux, je n'y ai vu aucune malveillance. Ça m'a fait un bien fou. » Durant 35 jours, la même scène se répète. « Et puis elle s'est assise à quelques mètres de moi. J'ai enlevé ma cagoule et mes gants. Elle les a reniflés. Ça a été le déclic. » Depuis, Bruno-Gilles Liebgott se retrouve pour des moments intenses de complexité sans paroles avec Fifine, « magiques ».

Il évoque cette nature oubliée, cette connexion pure avec le vivant, relié à un tout. « Cette renarde a bouleversé ma vie, oui. » Et celle des chasseurs du coin aussi. « J'ai dû assurer une bonne entente avec eux, pour qu'ils ne tirent pas dans cette zone géographique. Ils se sont alors rendu compte qu'il n'y avait plus de prolifération de rats taupiers, dont se régalaient



les renards. Les agriculteurs voisins en ont alors été très heureux, eux qui se font ravager leurs récoltes chaque année par ces rongeurs, là où les renards sont tués. » La question de savoir qui est donc le nuisible se pose. « De toute façon, dès l'instant où l'homme intervient quelque part, il crée un déséquilibre, car il ne sait pas (plus) faire. C'est le seul perturbateur des équilibres de la nature. »

Cette histoire et ces réflexions nourrissent ce qui est le 100<sup>e</sup> livre publié par Paroles de Lorrains, une petite maison d'édition associative installée

à Longwy. Lancée en 2006 ; elle s'est fait une spécialité des ouvrages sur les luttes ouvrières et sociales de ce Pays Haut chargé d'histoire, sans jamais oublier son idée de départ : « Donner la parole à ceux qui ne l'ont jamais eue ou à qui on l'a refusée », comme le rappelle Guy-Joseph Feller, l'un de ses cofondateurs. La preuve : ils viennent de donner la parole à une renarde au travers de son ami l'homme.

PAR SÉBASTIEN BONETTI  
PHOTOGRAPHIE  
BRUNO-GILLES LIEBGOTT

**SONDAGE DU MOIS**

**Le choc! Bolloré vient de nous contacter, il veut racheter CQFD pour optimiser sa pénétration médiatique dans la sphère gauchiste. Que devons-nous faire?**

- A** Empocher les pépettes pour financer une guérilla d'extrême gauche anti-médias nazis.
- B** Dire oui pour faire de l'intérieur son empire médiatique à coups de fake news sur Bardella le reptilien et Maréchal la mangeuse de bébés.
- C** Accepter le principe d'un rendez-vous pour en discuter chez lui et aller faire la grosse commission sur son lit à baldaquin.
- D** Dire oui sincèrement, se transformer en armée de Pascal Praud et Laurence Ferrari sauce PCF et on se renomme Saucisse mag.

Aya Nakamura. En tête, vous êtes 29 % de votant-es à affirmer que l'extrême droite est à rapprocher d'une espèce bien plus invasive en sélectionnant « De Macron à Bardella, les politiques ont dégringolé sous le comparatif porcin. Leur jauge désormais: la punaise de lit. » Juste derrière, c'est la faction des fin-es gourmets et gourmettes qui s'impose, avec 26 % des voix, « Le saucisson de Le Pen c'est dégueulasse et ça file la chiasse. » Un désir puissant de réhabiliter nos amis les cochons motive le reste de notre corpus. « Non, les porcs, eux, ne puisent pas leurs idées dans leur lisier », reçoit 23 % des suffrages, et la très sélective dernière option, « Non, si j'ai cessé de manger de la viande pour des raisons évidentes, jamais j'arrêterai de bouffer du facho », se voit gratifiée de 22 % des votes. Lectorat électoral particulièrement regardant sur le soin apporté à la mise en forme de nos sondages, vous nous faites remarquer deux petites erreurs s'étant glissées dans cette dernière page du journal de mars. Comme Killian, qui fait remarquer sur *face de bouc* (notre passion pour les animaux, et notre mépris généralisé des multinationales nous donne le droit absolu d'utiliser ce jeu de mots de la décennie dernière): « Je pige pas pourquoi on a le choix entre A B B et D. Si ça avait été A B B et A j'aurais compris. Ou encore A C A et B. Mais là... ». *Nostra culpa*, Killian, et bravo pour cette créativité révolutionnaire qui surgit de l'erreur, comme Alexander Flemming et les antibiotiques! ■



Belsunce, 1<sup>er</sup>

Émilie Seto

**AGENDA**

**DU 5 AU 7 AVRIL, À PARIS.** Départ d'un car à 21 h, place de la République à Paris, en direction de la prison de Lannemezan, afin d'appeler à la libération du militant Georges Abdallah.

**DU 6 AU 7 AVRIL, À MONTREUIL.** Le SLAP, festival du livre queer féministe, se tient tout le week-end à la Parole errante.

**JEUDI 11 AVRIL, À BRUXELLES.** Grand rassemblement festif pour une agriculture paysanne du XXI<sup>e</sup> siècle à l'appel de Secrets Toxiques. Plus d'infos sur: [secretstoxiques.fr](http://secretstoxiques.fr)

**13 AVRIL, À MONTREUIL.** Journée de lutte contre l'enfermement et les violences psychiatriques à la mémoire de Charlotte Piazza et Childéric, décédés à la suite de maltraitements. À l'espace AERI, 57 rue Étienne Marcel.

**DU 17 AU 21 AVRIL, À BURE.** Rencontres printanières anti-nucléaires et anti-autoritaires, dans le but d'organiser et de mieux structurer les résistances contre les lobbies militaro-industriels.

**COPINAGES**

**PANTHÈRE PRINTANIÈRE**

*Panthère Première*, c'est une chouette revue, faite par des copines grâce à un comité éditorial sans hommes cisgenres. Et leur numéro 9 est enfin disponible en librairie! Derrière la couverture d'un jaune réjouissant, près de cent pages de printemps, maquettées tout en aération. L'histoire du viagra revisitée, une bio' de Dorothy Allison... Et un dossier spécial « La clé des champs » sur le travail paysans pour décentrer le regard. On y lit un autre rapport au temps et au travail agricole, on y savoure les luttes des paysannes dans les années 1980 pour le congé mat', on se régale du portrait dessiné d'un collectif de laitières bretonnes, on découvre les commu' queers et rurales... Le tout porté par des plumes, qui se révèlent dans les formats longs, parfois touchants, parfois poétiques, avec toujours un apport critique. Félines ou canidés, que vive la presse indé! Chien rouge + Panthère = <3 ■

**RÉSULTATS DU SONDAGE DE MARS**

En mars, le retour du soleil, des oiseaux et des fleurs a probablement détourné notre lectorat chevronné des rézo-socios: on enregistre seulement 149 votes pour le sondage dernier. Si ce n'est pas la faute de la météo, peut-être était-ce la référence musicale désuète? Nous vous rappelions qu'« en 1985, *Bérurier Noir* chantait "Porcherie", et comparait l'extrême droite à un "troupeau de porcs" », avant de vous questionner, « est-ce encore d'actualité? ». Une synthèse musicale de vos réponses: « Y a pas moyen, dja dja », façon



**Claviers, courriers, crayons, criée**

- Inès Atek, Atsemtex, Joachim Basiluzzo\*, Olfa Belhassine, Émilien Bernard\*, Bobika, Sébastien Bonetti, Georges Broussaille\*, Clément Buée, Rémy Cattelain, Gaëlle Desnos, Quentin Dugay, Théo Garnier-Greuez, Gil-D, Gina, Aurélien Godin, Tiphaine Guéret\*, Étienne Jallot\*, Jo, Pole Ka, Cécile Kiefer\*, Adrien Labbe\*, Pauline Laplace\*, Damien Le Bruchec, Jean-Baptiste Legars\*, Bruno-Gilles Liebgott, Élie Marek, Lou Nicollet, P2P, Laurent Perez\*, Pirikk, Arthur Plateau, Paul Ricaud, Léna Rosada\*, Étienne Savoye\*, Émilie Seto, La Sellette, Jonas Schnyder\*, Marine Summercity, Robin Szczygiel, Tommy, Elena Vieillard, Margaux Wartelle\*

\* membre du comité de rédaction

**Nous contacter**

BP 70054  
13192 Marseille Cedex 20  
Tél. 04 91 90 25 04  
contact.chienrouge@gmail.com  
www.cqfd-journal.org  
www.facebook.com/mensuelCQFD

Mensuel édité par le RIRE  
Directeur de publication: Sébastien Dubost  
Commission paritaire: 0927079944  
SSN: 1761-8061  
Tirage de ce numéro: 9 509 exemplaires  
Impression: Méditerranée Offset, Vitrolles, Fr  
Distribution kiosques: MLP

Prochaine parution: n° 230 le vendredi 3 mai 2024

**ABONNEZ-VOUS!**

**Je m'abonne**

- Un an / 11 numéros ..... 36€
- Abonnement de soutien ..... 50€
- Petit budget ..... 29€
- Groupés par 5 exemplaires ..... 90€
- Pays de l'Union européenne ..... 40€
- Reste du monde ..... 44€
- Gratuit pour les personnes détenues ..... 0€
- Je commande les anciens numéros pour 2€ chacun  
N°: / ..... €

**Bouquins**

- Barge de HK ..... 13,20€
- Péage Sud de Sébastien Navarro ..... 14,30€
- Abrégé du *Capital de Karl Marx* de Carlo Cafiero ..... 11€
- Dialogue entre un prêtre et un moribond du Marquis de Sade*, imagé par Rémi ..... 12,10€
- Vive le feu!* de Sébastien Fontenelle ..... 11€
- Sauvage* de Rémi ..... 16,50€
- Barcelone, l'espoir clandestin* de Julio Oller ..... 16,50€ (au lieu de 20€)

**T-shirt**

- (frais de port compris)
- T-shirt 16,50€
- taille  S  M  L  XL  XXL



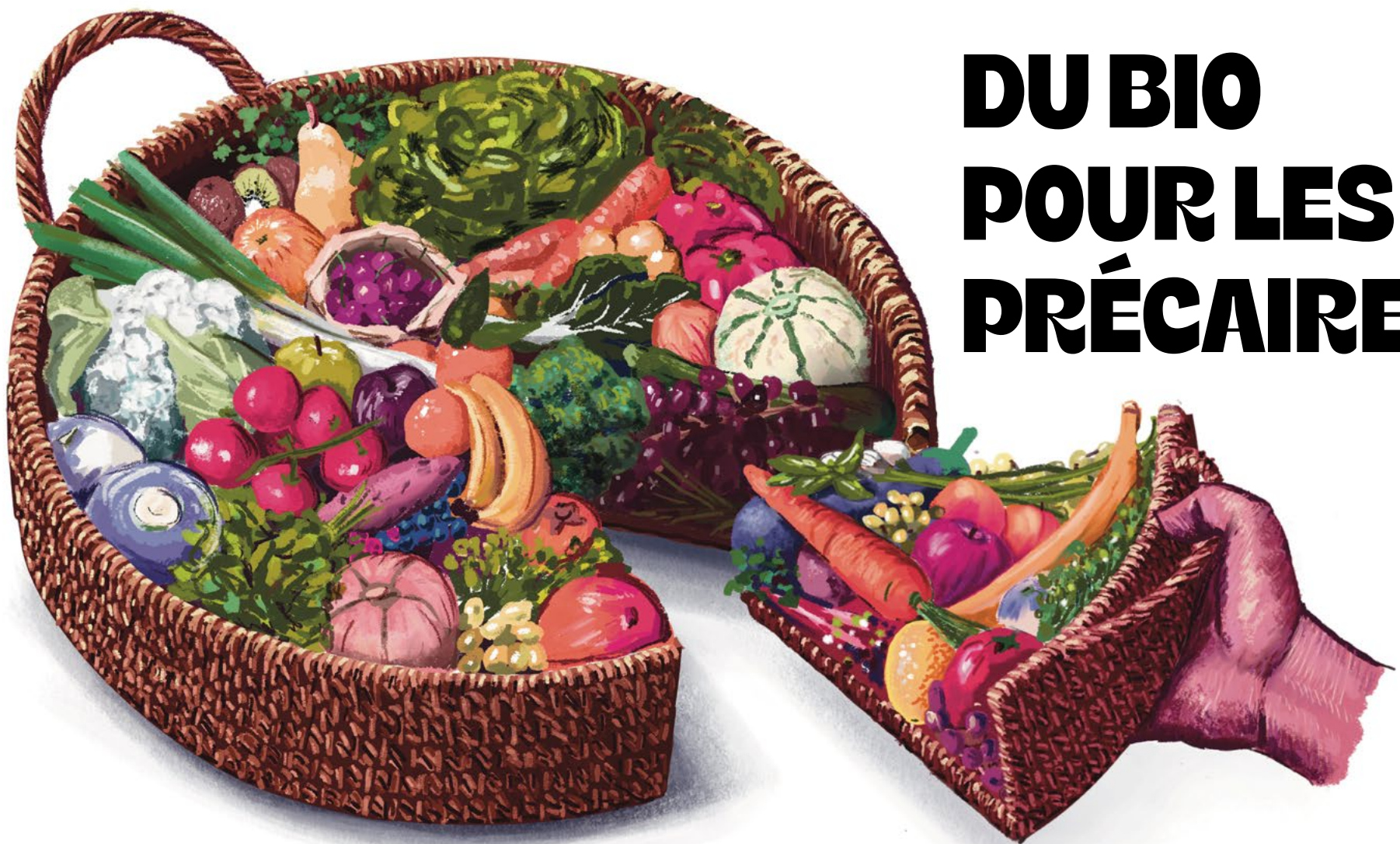
**Règlement**

(envoyer ce bulletin à l'adresse BP 70054 - 13192 Marseille Cedex 20)

- par chèque à l'ordre de: RIRE-CQFD
- par virement bancaire  
IBAN: FR7610278089710002039204073  
BIC: CMCIFR2A

**Coordonnées**

NOM.....  
PRÉNOM.....  
ADRESSE.....  
CODE POSTAL.....  
VILLE - PAYS.....  
TÉLÉPHONE.....  
COURRIEL.....@.....



# DU BIO POUR LES PRÉCAIRES!

**Pendant que l'agro-industrie épuise les sols et laisse producteurs et consommateurs sur le carreau, à Montpellier, on expérimente la caisse alimentaire commune. Objectif: ne plus sacrifier l'alimentation sur l'autel d'un budget trop serré et promouvoir un modèle agricole plus solidaire et durable.**

Niché dans une ruelle tranquille à un jet de pierre de la gare Saint-Roch, le bureau de change de La Graine s'anime. Vers la fin de l'après-midi, l'association, qui édite et fait circuler la monnaie locale de Montpellier, reçoit ses adhérents désireux d'échanger leurs euros contre quelques billets colorés. Engagée dans la promotion d'une économie alternative axée sur les circuits courts et la solidarité, La Graine est depuis quelques années aux avant-postes d'une nouvelle façon de commercer localement. Il y a peu, elle est devenue l'une des chevilles ouvrières d'une expérimentation locale pionnière en son genre: la caisse alimentaire commune. L'initiative, officiellement lancée le 28 janvier 2023, vise à lutter contre la précarité alimentaire en rendant l'alimentation durable accessible à tous.

## DU PAIN SUR LA PLANCHE SOCIALE

«C'est d'abord l'État qui a voulu lancer une réflexion autour de l'aide à l'alimentaire<sup>1</sup>!», raconte Gérard, économiste et coprésident de La Graine. Lui et son association, ainsi qu'une bonne vingtaine de structures locales et nationales, prennent la proposition gouvernementale au pied de la lettre. Rapidement, une réflexion collective s'engage dans le but de concevoir une expérimentation

réellement capable d'améliorer la lutte contre la précarité alimentaire. «On a très vite identifié les limites du dispositif d'aide alimentaire actuel», se souvient-il. Reposant sur des associations telles que les Restos du Cœur ou la Banque alimentaire, l'aide alimentaire peine à offrir des produits de qualité aux bénéficiaires.

La plupart des denrées viennent en réalité des excédents de l'industrie qui, au passage, se taille un bonus fiscal sur ces donations. «On a donc décidé d'expérimenter quelque chose de très différent», résume le coprésident de La Graine. Émerge alors l'idée d'une sécurité sociale de l'alimentation à échelle locale; un projet nommé Caisse alimentaire commune (CAC), et dont la portée s'avère bien plus politique que le simple fait de redistribuer les miettes de l'industrie agroalimentaire.

## FAIM DE CHANGEMENT

Dans la pratique, la CAC se matérialise par des cotisations mensuelles adaptées aux revenus de chacun de ses membres. En retour, ils reçoivent 100 «équivalents euros» à utiliser dans des points de vente triés sur le volet – épicerie solidaires, magasins bio, supermarchés coopératifs ou marchés. Sur place, les achats sont réglés en MonA, la monnaie alimentaire spécifiquement créée pour le projet, avec la complicité aguerrie du partenaire La Graine.

Aux manettes de l'expérimentation, un comité citoyen de 60 membres-bénéficiaires, conçu comme un espace d'éducation populaire. Celui-ci se réunit chaque mois pour, entre autres, statuer sur les commerces à «conventionner». Accessibilité, qualité des produits, relations avec les producteurs et gouvernance sont autant de critères fixés collectivement pour se décider. Le terme de «démocratie alimentaire» semble ainsi trouver son plein écho. «Au départ, on avait pensé à instaurer un quorum pour être sûrs qu'un minimum de personnes viennent aux réunions de comité chaque mois, mais c'était complètement inutile: tous les membres venaient spontanément. Il y a un fort engagement!» s'enthousiasme Hélène, membre du comité citoyen.

Le modèle s'inspire largement de la réflexion menée par le collectif Sécurité sociale de l'alimentation<sup>2</sup> (SSA), qui propose d'intégrer l'alimentation au régime général éponyme. «Dans notre système de santé, lorsqu'une personne est malade, son accès aux soins ne dépend pas de ses moyens financiers», explique Gérard. La caisse alimentaire s'inspire de ces valeurs universalistes.

**Le terme de «démocratie alimentaire» semble ainsi trouver son plein écho**

## À CHACUN SELON SES MOYENS

«Certaines personnes sont tellement dépannées par ce système... quand on les écoute, on se dit que ça vaut vraiment le coup», raconte Henri.

Ce retraité au long passé militant fait partie des quelque 350 participants à la CAC. Avec Claude, sa femme, ils cotisent plus qu'ils ne reçoivent, alors que le montant de la cotisation moyenne s'élève à 61 €. «Il faut avoir l'esprit de solidarité. Quand on voit ce qui se passe actuellement, on ne peut pas rester indifférent. On a une bonne retraite, on peut aider!» poursuit-il. À Montpellier, le taux de pauvreté est supérieur à la moyenne nationale, ce qui pousse 6 à 8 000 personnes, dont 10 % d'étudiants, à solliciter l'aide alimentaire. Pour beaucoup, la caisse alimentaire est une véritable bouffée d'oxygène.

«Je suis allé à une ou deux réunions, et ce qui m'avait plu, c'est qu'il y avait tout type de personnes», rapporte Martin. L'attrait de ce producteur de légumes bio pour la CAC se dessine clairement sur une toile de convictions politiques bien ancrées: «En tant que producteur, on est lucide, on voit bien qui achète nos produits. Je fais de la bonne bouffe et je ne peux pas la vendre moins cher... Mais je trouve dérangeant qu'elle ne soit accessible qu'aux riches.» L'ennui c'est qu'après quelques réunions, personne ne le recontacte pour assurer le suivi: «Quand j'ai rappelé une amie qui travaille avec la caisse, elle m'a fait comprendre que le projet patinait un peu.»

## MODÈLE À AFFINER

Même si l'expérimentation a du succès, la mécanique ne semble pas encore tout à fait bien huilée et certains points restent en suspens, en particulier le modèle économique. Pour le moment, la CAC tient en partie sur des subventions, avec

une mise de départ de l'État, des apports venant des collectivités et des financements de fondations privées. Mais tous n'ont pas vocation à en assumer les frais opérationnels sur le long terme. À La Graine, on pousse pour trouver un moyen de limiter le recours aux subventions. «Comme le financement de la Sécu, qui repose en grande partie sur les cotisations patronales et salariées, on pourrait envisager d'introduire un mécanisme similaire à la caisse, avec des cotisations venant des points de vente agréés», se positionne Gérard.

D'autant que grâce à la CAC, ces commerces bénéficient d'une nouvelle clientèle qui, touchée par la précarité alimentaire, ne franchissait habituellement pas les portes des magasins bio. Claude témoigne: «C'est vrai que depuis qu'on est à la caisse, on va plus souvent à la Biocoop!» Reste qu'au sein de l'expérimentation, «deux tendances commencent à se dessiner», confie Gérard. Certains ne voient pas les choses de la même façon et plaident pour une plus grande prise en charge de l'État et des collectivités.

**«Certaines personnes sont tellement dépannées par ce système... quand on les écoute, on se dit que ça vaut vraiment le coup»**

Mais pas sûr, selon lui, que l'État, et son éternelle quête d'économies visant à boucher «le trou de la Sécu», ou les collectivités, confrontées à une baisse de leur budget, soient en mesure de répondre à cette demande. D'autant que les financements publics charrient bien souvent avec eux un risque d'interventionnisme susceptible de compromettre

l'autogestion populaire d'un tel projet.

Pour l'heure, l'expérimentation, qui ne devait durer initialement qu'un an, est prolongée jusqu'à 2025, avec toutes les subventions initiales. Reste à savoir si le germe révolutionnaire de cette sécurité sociale alimentaire réussira à ne pas finir broyé par une conception plus macroniste de la «sécurité»: matraque et répression.

PAR GAËLLE DESNOS  
ILLUSTRATION ROBIN SZCZYGIEL

1. À la fin de l'année 2020, face à une précarité alimentaire exacerbée touchant 9,2 millions de personnes en France, le gouvernement lance une aide exceptionnelle aux associations de lutte contre la pauvreté via le plan France Relance. L'idée est de développer des expérimentations locales centrées sur les enjeux alimentaires dans quatre grandes villes de France, dont Montpellier.

2. Voir leur site: securite-sociale-alimentation.org.